

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205985]

17 DECEMBRE 2015. — Décret modifiant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon, le décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat et le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

*CHAPITRE 1^{er}. — Modifications au décret du 15 décembre 2011
portant organisation du budget et de la comptabilité des services du Gouvernement wallon*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'intitulé du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité; des Services du Gouvernement wallon est remplacé par ce qui suit :

« Décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes ».

Art. 3. Dans le même décret, les mots "Titre I^{er}. Objet, définitions et champ d'application" sont remplacés par les mots "Livre I^{er}. Objet, définitions et champ d'application".

Art. 4. Dans le même décret, l'article 1^{er} est complété par les mots : "et transpose partiellement la Directive 2011/85/UE du 8 novembre 2011 sur les exigences applicables aux cadres budgétaires des Etats membres".

Art. 5. Dans l'article 2 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4^o, le mot "wallon" est supprimé;

b) le 5^o est remplacé par ce qui suit :

« 5^o service administratif à comptabilité autonome : unité d'administration publique dont la gestion et la comptabilité sont séparées par une loi ou un décret de celles des services d'administration générale, sans que la personnalité juridique ne lui soit accordée, et qui dispose d'une trésorerie et d'une comptabilité autonomes; »;

c) au 10^o, d), le mot « entité » est remplacé par les mots « unité d'administration publique »;

d) au 20^o, les mots « la mise ne œuvre » sont remplacés par les mots « la mise en œuvre »;

e) il est complété par les 23^o, 24^o, 25^o, 26^o, 27^o, 28^o, 29^o, 30^o, 31^o, 32^o et 33^o rédigés comme suit:

« 23^o budget économique : le budget visé à l'article 108, g), de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, modifiée par la loi du 28 février 2014;

24^o ICN : l'Institut des comptes nationaux visé à l'article 107 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses;

25^o périmètre de consolidation : le sous-secteur 1312 « Administrations d'Etats fédérés » du secteur 13 « Administrations publiques » au sens du Règlement (UE) n° 549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 relatif au système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne, tel que défini par l'ICN;

26^o SEC : le Système européen des comptes nationaux et régionaux dans l'Union européenne au sens du Règlement (UE) n° 549/2013 du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2013 y relatif;

27^o unité d'administration publique : l'unité institutionnelle qui fait partie du périmètre de consolidation de la Région wallonne;

28^o Entreprise régionale : l'unité d'administration publique à caractère commercial, industriel ou financier bénéficiant d'un régime d'autonomie, sans que la personnalité juridique ne lui soit accordée;

29^o Organisme : l'unité d'administration publique, distincte des services d'administration générale, qui est dotée de la personnalité juridique et dont l'objet est l'exercice de missions d'intérêt général;

30^o Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles : l'unité d'administration publique créée et organisée par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

31^o Ministre de tutelle : le Ministre du Gouvernement qui s'est vu attribuer un pouvoir de gestion ou de contrôle particulier sur un organisme, en vertu du décret ou d'un arrêté l'organisant et, le cas échéant, de l'arrêté portant répartition des compétences au sein du Gouvernement;

32^o transfert financier : le montant inscrit au budget des dépenses visé à l'article 10 en faveur de certaines unités d'administration publique;

33^o contrat de gestion : la convention passée entre le Gouvernement et l'organe de gestion d'un organisme en vue de définir les règles et conditions spéciales en vertu desquelles cet organisme exerce ses missions de service public. »

Art. 6. L'article 3 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. § 1^{er}. Les dispositions du présent décret sont applicables aux unités d'administration publique réparties selon les catégories suivantes :

1^o les services d'administration générale, les cabinets ministériels et les services y assimilés pour leur fonctionnement, qui forment ensemble une seule entité;

2^o les entreprises régionales;

3^o les services administratifs à comptabilité autonome;

4^o les organismes, classés selon les types suivants :

a) sont de type 1, les organismes qui sont directement soumis à l'autorité d'un Ministre de tutelle et dont la gestion courante est confiée à des fonctionnaires désignés ou à des mandataires;

b) sont de type 2, les organismes qui sont gérés de manière autonome par les organes de gestion désignés conformément à leur statut juridique, sans préjudice des pouvoirs de tutelle et de contrôle du Gouvernement;

c) sont de type 3, les organismes qui :

(1) sont, soit administrés conformément au Code des sociétés, soit soumis à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

(2) et subissent une influence déterminante de la Région wallonne, soit en concluant avec elle un contrat de gestion, soit que la Région désigne, directement ou indirectement, plus de la moitié des membres de leur organe d'administration, de gestion ou de direction ou qu'elle désigne une ou plusieurs personnes chargées d'exercer la tutelle administrative du Gouvernement en leur sein, soit qu'elle détient, directement ou indirectement, la majorité du capital souscrit, soit qu'elle dispose, directement ou indirectement, de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'organisme constitué sous forme de société;

5° l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;

6° le Parlement et le Service du Médiateur.

§ 2. La liste et le classement des organismes visés au paragraphe 1^{er}, 4°, sont annexés au présent décret.

Au moins une fois par an, sur proposition du Gouvernement, le décret actualise la liste mentionnée à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 7. Dans le même décret, il est inséré entre les articles 3 et 4 un « livre II » intitulé : « Dispositions générales ».

Art. 8. Dans le livre II du même décret, les mots « Titre II. Dispositions relatives au budget » sont remplacés par les mots « Titre I^{er}. Dispositions relatives au budget ».

Art. 9. A l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « § 1^{er}. » sont insérés devant le mot « Conformément »;

2° il est complété par les paragraphes 2 et 3 rédigés comme suit :

« § 2. Conformément à l'article 16/9 de la loi de dispositions générales, le budget est élaboré sur la base des prévisions macroéconomiques du budget économique établies par l'ICN. Les éventuelles dérogations à ces prévisions sont explicitement mentionnées et justifiées dans les documents informatifs et justificatifs du budget.

§ 3. Conformément à l'article 16/13 de la loi de dispositions générales, tous les trois ans, une évaluation, sur base de critères objectifs, des prévisions budgétaires utilisées lors de la confection du budget est réalisée par un organisme indépendant. Si un écart significatif ressort de l'évaluation, le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour améliorer la méthodologie des prévisions budgétaires ultérieures et les rend publiques.

L'organisme indépendant est désigné dans un accord de coopération. »

Art. 10. Dans l'article 9, § 1^{er}, du même décret, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'exposé général qui présente notamment :

a) les lignes directrices du budget;

b) une synthèse des recettes et des dépenses;

c) un rapport financier;

d) conformément aux articles 16/11 et 16/12 de la loi de dispositions générales et dans le respect des modalités fixées par le Gouvernement :

(1) le cadre budgétaire à moyen terme et la programmation budgétaire pluriannuelle tels que définis à l'alinéa 3, ses éventuelles actualisations ainsi que l'explication de tout écart du budget annuel par rapport au cadre budgétaire;

(2) une analyse de sensibilité, reprenant un aperçu des évolutions des principales variables budgétaires en fonction de différentes hypothèses relatives aux taux de croissance et d'intérêt;

(3) une énumération de tous les organismes et fonds qui ne sont pas repris dans le budget des dépenses mais qui font partie du périmètre de consolidation ainsi qu'une analyse de leur impact sur le solde de financement et sur la dette publique;

(4) l'impact, de manière détaillée, des dépenses fiscales sur les recettes en joignant un inventaire desdites dépenses qui reprend toutes les réductions, diminutions et exceptions au régime général de prélèvement des impôts qui s'appliquent pendant l'année budgétaire au profit des contribuables ou d'activités économiques, sociales ou culturelles.

Le cadre budgétaire à moyen terme couvre la législature, ou au moins une période minimale de trois ans. Un nouveau Gouvernement peut actualiser le cadre budgétaire à moyen terme, défini par un Gouvernement précédent, pour tenir compte de ses nouvelles priorités d'action.

Dans ce cas, le nouveau Gouvernement souligne les différences avec le précédent cadre budgétaire à moyen terme.

La programmation budgétaire pluriannuelle, basée sur les prévisions du budget économique, comprend les éléments suivants :

a) des objectifs budgétaires pluriannuels globaux et transparents en termes de déficit public et de dette publique ou de tout autre indicateur budgétaire synthétique, telles que les dépenses;

b) des prévisions pour chaque poste majeur de dépenses et de recettes, à politique inchangée;

c) une description des politiques envisagées à moyen terme ayant un impact sur les finances des administrations publiques, ventilées par poste de dépenses et de recettes important, qui montre comment l'ajustement permet d'atteindre les objectifs budgétaires à moyen terme en comparaison des projections à politique inchangée;

d) une évaluation de l'effet que, vu leur impact direct à long terme sur les finances des administrations publiques, les politiques envisagées sont susceptibles d'avoir sur la soutenabilité à long terme des finances publiques. »

Art. 11. Dans l'article 10 du même décret, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Considérant le cadre budgétaire à moyen terme visé à l'article 9, § 1^{er}, 1°, le Gouvernement établit les projets de décret, l'un contenant les recettes du budget et l'autre les dépenses du budget, et les documents visés à l'article 9 ainsi que, le cas échéant, les projets de décret d'ajustement du budget et les documents visés au paragraphe 4. »

Art. 12. Dans le Livre II du même décret, les mots « Titre III. Dispositions relatives à l'exécution du budget et à la comptabilité budgétaire » sont remplacés par les mots « Titre II. Dispositions relatives à l'exécution du budget et à la comptabilité budgétaire ».

Art. 13. Dans l'article 15 du même décret, les mots « au Titre IV » sont remplacés par les mots « au Titre III du présent Livre ».

Art. 14. A l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 2°, le a) est remplacé par ce qui suit :

« a) les sommes qui sont engagées au cours de l'année budgétaire du chef d'obligations nées ou à naître, contractées ou à contracter; »;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les droits constatés au 31 décembre de l'année budgétaire considérée peuvent être imputés à charge des crédits d'engagement et de liquidation du budget jusqu'au 31 janvier de l'année suivante. A défaut, ils sont imputés à charge des crédits d'engagement et de liquidation de l'année budgétaire suivante. »

Art. 15. Dans le Livre II du même décret, les mots « Titre IV. Dispositions relatives à la comptabilité générale » sont remplacés par les mots « Titre III. Dispositions relatives à la comptabilité générale ».

Art. 16. Dans l'article 33 du même décret, les mots « du Titre XI » sont remplacés par les mots « des articles 74 et 75 ».

Art. 17. Dans le Livre II du même décret, les mots « Titre V. Dispositions relatives au compte général » sont remplacés par les mots « Titre IV. Dispositions relatives au compte général et aux rapports obligatoires ».

Art. 18. Dans l'article 42, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « de l'entité » sont insérés entre les mots « compte général » et le mot « comprend ».

Art. 19. Dans l'article 43 du même décret, 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° un rapport sur les transferts de biens immeubles visés aux articles 57 et 63 ainsi que sur les aliénations à titre onéreux des biens immeubles effectuées en vertu du titre VIII du présent livre. »

Art. 20. L'article 44 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 44. § 1^{er}. Au plus tard le 15 avril, le Gouvernement transmet à la Cour des Comptes le compte général de l'entité établi conformément aux articles 41 à 43, ainsi que les comptes généraux annuels des organismes de type 1 et des entreprises régionales établis conformément à l'article 97.

La Cour fait parvenir ces comptes généraux, accompagnés de ses observations et des certifications qu'elle délivre conformément aux articles 52 et 102, § 1^{er}, au Parlement au plus tard à la fin du mois de juin suivant.

Conjointement, elle envoie une copie de ses observations et de la certification :

1° au Gouvernement en ce qui concerne le compte général de l'entité;

2° au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget en ce qui concerne les organismes de type 1 et les entreprises régionales.

§ 2. Pour le 31 août au plus tard, le Gouvernement dépose au Parlement le projet de décret portant approbation du compte général de l'entité auquel sont annexés les comptes généraux des organismes de type 1 et des entreprises régionales. L'approbation de ce projet intervient au plus tard le 31 octobre suivant.

Les comptes généraux des organismes de type 1 et des entreprises régionales susvisés sont approuvés par le vote des dispositions les concernant.

§ 3. Les observations et les certifications de la Cour des Comptes ainsi que les comptes généraux visés supra, excepté la partie de l'annexe au compte d'exécution du budget de l'entité visée à l'article 29, § 5, 1°, sont publiés en annexe du décret portant son approbation. »

Art. 21. Dans le Livre II, Titre IV, du même décret, il est inséré un article 45/1 rédigé comme suit :

« Art. 45/1. § 1^{er}. Conformément à l'article 16/10 de la loi de dispositions générales, les données budgétaires afférentes aux dépenses et aux recettes réalisées sur base caisse ou sur base de la comptabilité sont mensuellement communiquées à l'Etat fédéral pour publication par le service désigné par le Gouvernement. Ces données budgétaires incluent les recettes et les dépenses de toutes les unités d'administration publique.

§ 2. Chaque unité d'administration publique transmet au service désigné par le Gouvernement, systématiquement et pour le quinze du mois suivant, les données nécessaires visées au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Les données budgétaires en recettes et en dépenses visées au paragraphe 2 sont :

1° établies en droits constatés sur la base de la comptabilité budgétaire ou, si ces données ne sont pas disponibles, sur celle de la comptabilité générale;

2° arrêtées à la fin de chaque mois précédent. Distinctement, les montants mensuels sont cumulés de mois en mois;

3° présentées selon le modèle arrêté par le Gouvernement.

§ 4. Les données budgétaires sont consolidées par les services visés au paragraphe 2 en vue d'établir le regroupement économique du sous-secteur 1312 relevant de la Région wallonne. Elles sont communiquées pour publication à l'autorité fédérale compétente. »

Art. 22. Dans le Livre II, Titre IV, du même décret, il est inséré un article 45/2 rédigé comme suit :

« Art. 45/2. Conformément à l'article 16/14 de la loi de dispositions générales, le Gouvernement publie des informations pertinentes sur les engagements conditionnels susceptibles d'avoir un impact élevé sur le budget, y compris les garanties publiques, les prêts improductifs et les passifs découlant de l'activité d'entreprises publiques et des informations sur les participations au capital de sociétés privées et publiques pour des montants économiquement significatifs. Le Gouvernement fixe les modalités de publication de ces informations. »

Art. 23. Dans le Livre II, Titre IV, du même décret, il est inséré un article 45/3 rédigé comme suit :

« Art. 45/3. Complémentairement au prescrit des articles 45/1 et 45/2, chaque unité d'administration publique transmet au Gouvernement les données la concernant permettant de satisfaire aux autres exigences régionales, belges, européennes ou internationales en matière de rapportage. Le Gouvernement fixe la portée, la périodicité et les modalités de ces demandes d'informations. »

Art. 24. Dans le Livre II du même décret, les mots « Titre VI. Dispositions relatives à la surveillance et au contrôle » sont remplacés par les mots « Titre V. Dispositions relatives à la surveillance et au contrôle ».

Art. 25. Dans le Livre II, Titre V, du même décret, il est inséré un chapitre IV intitulé « Le contrôle externe du système comptable et l'approche intégrée d'audit ».

Art. 26. Dans le chapitre IV, inséré par l'article 24, il est inséré un article 52/1 rédigé comme suit :

« Art. 52/1. § 1^{er}. Le système de comptabilité publique du Parlement, du Service du Médiateur, des organismes de type 1 et 2, de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, des entreprises régionales et des services administratifs à comptabilité autonome fait l'objet d'un audit indépendant.

La durée de validité de l'audit est fixée à un minimum de cinq ans. En cas de mutation vers un nouveau système informatique de tenue des comptes, un nouvel audit est réalisé dans un délai de deux ans maximum après sa mise en production.

§ 2. L'audit visé au paragraphe 1^{er} est confié à la Cour des Comptes en ce qui concerne l'entité, le Service du Médiateur, les organismes de type 1 et 2, l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, les entreprises régionales et les services administratifs à comptabilité autonome.

En ce qui concerne le Parlement, l'audit susvisé est confié, à son choix, soit à la Cour des Comptes, soit à organisme indépendant public ou privé. Dans la seconde hypothèse, un même organisme indépendant ne peut pas être mandaté pour effectuer deux audits successifs d'un même système comptable.

§ 3. Dans le respect des modalités arrêtées par le Gouvernement, les audits relatifs aux systèmes comptables sont transmis :

1° au Parlement en ce qui le concerne et en ce qui concerne le Service du Médiateur;

2° au Ministre du Budget en ce qui concerne l'entité;

3° au Ministre du Budget et aux Ministres de tutelle ou aux Ministres fonctionnellement compétents en ce qui concerne les services administratifs à comptabilité autonome, les organismes de type 1 et 2 ainsi que l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et les entreprises régionales. »

Art. 27. Dans le chapitre IV, inséré par l'article 24, il est inséré un article 52/2 rédigé comme suit :

« Art. 52/2. Sans préjudice de l'application de dispositions légales spécifiques, le Gouvernement arrête des modalités de la collaboration entre les différents intervenants en charge des contrôles et des audits des unités d'administration publique. »

Art. 28. Dans le Livre II du même décret, les mots « Titre VII. Dispositions relatives au recouvrement des droits constatés de nature non fiscale » entre les articles 52 et 53 sont remplacés par les mots « Titre VI. Dispositions relatives au recouvrement des droits constatés de nature non fiscale ».

Art. 29. Dans l'article 56, § 1^{er}, 2°, du même décret, les mots « Titre XI » sont remplacés par les mots « Titre X ».

Art. 30. Dans le Livre II du même décret, les mots « Titre VIII. Dispositions relatives à l'octroi des subventions et des prix » sont remplacés par les mots « Titre VII. Dispositions relatives à l'octroi des subventions et des prix ».

Art. 31. Dans le Livre II du même décret, les mots « Titre IX. Dispositions relatives aux biens désaffectés » sont remplacés par les mots « Titre VIII. Dispositions relatives aux biens désaffectés ».

Art. 32. Dans le Livre II du même décret, les mots « Titre X. Dispositions applicables aux services administratifs à comptabilité autonome » sont remplacés par les mots « Titre IX. Dispositions applicables aux services administratifs à comptabilité autonome ».

Art. 33. Dans l'article 68 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° un budget annuel est établi par le service administratif à comptabilité autonome dans les formes et selon les modalités fixées par le Gouvernement. Ce budget comporte l'ensemble des recettes et des dépenses telles que définies à l'article 4 de la loi de dispositions générales, déclinées en articles de base en suivant la classification économique; »;

b) il est complété par un 2°/1 rédigé comme suit :

« 2°/1 Conformément aux articles 16/11 et 16/12 de la loi de dispositions générales, le budget annuel est documenté au travers de notes justificatives et explicatives. Lors de l'élaboration de son budget initial, le service administratif à comptabilité autonome y joint une projection pluriannuelle sur trois ans au moins de ses recettes et de ses dépenses à politique inchangée et, le cas échéant, corrigées pour atteindre l'objectif budgétaire qui lui est assigné; »;

c) il est complété par un 2°/2 rédigé comme suit :

« 2°/2 Le service administratif à comptabilité autonome démontre la manière dont l'objectif qui lui a été fixé par le Gouvernement est atteint; »;

d) le 4° est complété par les mots :

« et à concurrence maximum de leurs réalisations; »;

e) le 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° en cas de cessation de fonction, le receveur ou le trésorier transmet de manière complète et sans délai les données comptables et budgétaires au responsable du service; ».

Art. 34. Dans l'article 69 du même décret, les alinéas 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« L'avant-projet de budget annuel des recettes et des dépenses de chaque service administratif à comptabilité autonome est transmis aux Ministres fonctionnellement compétents selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le projet de budget du service administratif à comptabilité autonome est inséré dans le projet de décret contenant les dépenses du budget de la Région wallonne. Parmi les dispositions de ce projet de décret, il est fait mention, pour approbation par le Parlement, du total des recettes et du total des dépenses des services administratifs concernés.

A défaut d'approbation, au 1^{er} janvier de l'année budgétaire, du projet de budget visé à l'alinéa 2, les dispositions de l'article 12 sont applicables aux services administratifs à comptabilité autonome. »

Art. 35. Dans le Livre II du même décret, il est inséré un article 69/1 rédigé comme suit :

« Art. 69/1. Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi de dispositions générales, chaque service administratif à comptabilité autonome tient une comptabilité générale selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double. Les dispositions des articles 30 à 35 sont applicables aux services administratifs à comptabilité autonome, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

La comptabilité budgétaire doit permettre un suivi permanent du respect des autorisations budgétaires accordées par le Parlement et de l'exécution du budget. Elle est intégrée à la comptabilité générale. »

Art. 36. Dans le même décret, l'article 71 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 71. Conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le contrôle administratif et budgétaire visé aux articles 48 et 49 est applicable aux services administratifs à comptabilité autonome, selon les modalités fixées par le Gouvernement. »

Art. 37. Dans le même décret, l'article 72 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 72. La Cour des Comptes :

1° exerce son contrôle sur les services administratifs à comptabilité autonome, conformément à l'article 10, § 1^{er} et 3, de la loi de dispositions générales;

2° procède à la certification des comptes annuels des services administratifs à comptabilité autonome établis selon les modalités fixées à l'article 73, conformément aux dispositions prévues à l'article 52, § 1^{er}. »

Art. 38. Dans l'article 73 du même décret, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le compte annuel de chaque service administratif à comptabilité autonome est transmis, pour le 31 mars de l'année qui suit l'année budgétaire, aux Ministres fonctionnellement compétents et au Ministre du Budget qui est chargé de le soumettre à la Cour des Comptes, au plus tard le 15 avril suivant. La Cour fait parvenir les comptes annuels accompagnés de ses observations au Parlement au plus tard à la fin du mois de juin suivant et en informe conjointement le Ministre du Budget qui communique ces observations aux Ministres fonctionnellement compétents. »

Art. 39. Dans le Livre II du même décret, les mots « Titre XI. Dispositions en matière de prescription » entre les articles 73 et 74 sont remplacés par les mots « Titre X. Dispositions en matière de prescription ».

Art. 40. Dans l'article 74 du même décret, le mot « entités » est remplacé par les mots « unités d'administration publique, à l'exception des organismes de type 3 ».

Art. 41. Dans l'article 75 du même décret, le mot « entités » est remplacé par les mots « unités d'administration publique visées à l'article 74 ».

Art. 42. Dans le Livre II du même décret, les mots « Titre XII. Dispositions relatives aux objectifs budgétaires, économiques et environnementaux » insérés par le décret du 23 décembre 2013 sont remplacés par les mots « Titre XI. Dispositions relatives aux objectifs budgétaires, économiques et environnementaux ».

Art. 43. Dans l'article 78, § 2, 1^o, du même décret, inséré par le décret du 23 décembre 2013, le mot « [économiques] » est remplacé par le mot « économiques ».

Art. 44. Dans le même décret, il est inséré entre les articles 78 et 79 un « Livre III » intitulé :

« Dispositions applicables aux organismes, à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, aux entreprises régionales, au Parlement et au Service du Médiateur ».

Art. 45. Dans le Livre III du même décret, il est inséré un « Titre I^{er} » intitulé :

« Dispositions relatives à la structure et au contenu du budget ».

Art. 46. Dans le Livre III, titre I^{er} du même décret, il est inséré un « chapitre I^{er} » intitulé :

« Disposition commune ».

Art. 47. Dans le Chapitre I^{er} inséré par l'article 45, il est inséré un article 79 rédigé comme suit :

« Art. 79. § 1^{er}. Pour chaque organisme et entreprise régionale ainsi que pour l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, un budget annuel est établi. Ce budget comprend toutes les recettes et toutes les dépenses, quelles qu'en soient l'origine et la cause. L'année budgétaire coïncide avec l'année civile.

Par recettes, l'on entend les droits constatés par l'organisme ou l'entreprise régionale ou l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles du chef de ses relations avec les tiers.

Par dépenses, l'on entend tous les droits constatés à l'égard des tiers à charge de l'organisme ou de l'entreprise régionale ou de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles.

§ 2. Les dispositions du paragraphe 1^{er} s'appliquent au Parlement et au Service du Médiateur. »

Art. 48. Dans le Livre III, Titre I^{er}, du même décret, il est inséré un « Chapitre II » intitulé :

« Dispositions spécifiques ».

Art. 49. Dans le chapitre II inséré par l'article 47, il est inséré un article 80 rédigé comme suit :

« Art. 80. Conformément aux articles 16/11 et 16/12 de la loi de dispositions générales, tous les organismes ainsi que les entreprises régionales et l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles documentent d'office leur budget au travers de notes justificatives et explicatives. Lors de l'élaboration de leur budget initial, ils y joignent une projection pluriannuelle sur trois ans au moins de leurs recettes et de leurs dépenses à politique inchangée et, le cas échéant, corrigées pour atteindre l'objectif budgétaire qui leur est assigné.

Le Gouvernement fixe les formes des documents requis à l'alinéa 1^{er}. »

Art. 50. Dans le même chapitre II inséré par l'article 47, il est inséré un article 81 rédigé comme suit :

« Art. 81. § 1^{er}. Tous les organismes et entreprises régionales ainsi que l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles transmettent leur budget initial et leur budget ajusté selon les instructions, en ce compris le calendrier, décidées par le Gouvernement conformément à l'article 10 et diffusées par le Ministre du Budget.

Le Gouvernement peut, par délibération motivée, empêcher ou suspendre les transferts financiers aux organismes, aux entreprises régionales et à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles qui en bénéficient, lorsqu'ils sont en défaut de déposer leur budget.

§ 2. Les budgets des organismes, des entreprises régionales et de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles doivent se conformer aux objectifs budgétaires et financiers de la Région wallonne tels que définis par le Gouvernement. A cette fin, ils sont, le cas échéant, ajustés à la suite de l'ajustement du budget des dépenses visé à l'article 10. »

Art. 51. Dans le même chapitre II inséré par l'article 47, il est inséré un article 82 rédigé comme suit :

« Art. 82. § 1^{er}. Tous les organismes de type 1 et 2, l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et les entreprises régionales démontrent la manière dont l'objectif qui leur a été fixé par le Gouvernement est atteint, en distinguant le cas échéant les ressources complémentaires que sont notamment les recettes propres ou les prélèvements sur les réserves ou le recours à l'emprunt.

§ 2. L'inscription au budget d'un prélèvement sur les réserves ou d'un recours à l'emprunt requière l'accord préalable du Gouvernement. »

Art. 52. Dans le même chapitre II inséré par l'article 47, il est inséré un article 83 rédigé comme suit :

« Art. 83. Pour les organismes de type 1 et 2 et les entreprises régionales, toutes les dépenses doivent être préalablement engagées pour pouvoir être liquidées. Chaque dépense est dotée au budget d'un crédit d'engagement et d'un crédit de liquidation.

Ces crédits sont limitatifs, excepté pour les crédits de liquidation lorsque le libellé précise qu'ils sont non limitatifs. Cette faculté est limitée aux dépenses dont le volume peut varier durant l'année budgétaire en fonction de recettes propres affectées, aux dépenses appartenant au sous-groupe 11 de la classification économique ou aux dépenses consécutives à des procédures ou décisions judiciaires. L'accord préalable du Ministre de tutelle et du Ministre du Budget est requis. »

Art. 53. Dans le même chapitre II inséré par l'article 47, il est inséré un article 84 rédigé comme suit :

« Art. 84. § 1^{er}. Pour l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, toutes les dépenses du budget de gestion visé par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé doivent être préalablement engagées pour pouvoir être liquidées. Chaque dépense est dotée au budget d'un crédit d'engagement et d'un crédit de liquidation.

Les crédits inscrits à ce budget de gestion sont limitatifs, excepté pour les crédits de liquidation lorsque le libellé précise qu'ils sont non limitatifs. Cette faculté est limitée aux dépenses dont le volume peut varier durant l'année budgétaire en fonction de recettes propres affectées, aux dépenses appartenant au sous-groupe 11 de la classification économique ou aux dépenses consécutives à des procédures ou décisions judiciaires. L'accord préalable du Ministre de tutelle et du Ministre du Budget est requis.

§ 2. Les crédits alloués aux missions paritaires de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles telles que définies par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, sont limitatifs, excepté les dérogations et aux conditions prévues par le même Code.

§ 3. Les crédits alloués aux missions autres que paritaires de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles telles que définies par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, sont limitatifs. »

Art. 54. Dans le même chapitre II inséré par l'article 47, il est inséré un article 85 rédigé comme suit :

« Art. 85. Lorsque l'organisme est autorisé à recourir à l'emprunt, le montant maximum pouvant bénéficier de la garantie de la Région est inscrit au dispositif du décret contenant les dépenses du budget de la Région. »

Art. 55. Dans le même chapitre II inséré par l'article 47, il est inséré un article 86 rédigé comme suit :

« Art. 86. Le Gouvernement peut arrêter des structures budgétaires spécifiques à chaque catégorie d'organismes et pour les entreprises régionales ainsi que pour l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles. Elles intègrent la classification économique des recettes et des dépenses. »

Art. 56. Dans le Livre III du même décret, il est inséré un « Titre II » rédigé comme suit :

« Dispositions relatives à l'approbation du budget ».

Art. 57. Dans le Livre III, Titre II, du même décret, il est inséré un article 87 rédigé comme suit :

« Art. 87. § 1^{er}. Le Ministre de tutelle établit le projet de budget des organismes de type 1 et des entreprises régionales et le transmet au Ministre du Budget.

Le Gouvernement fixe les formes et les modalités de ce projet de budget, lequel est inséré dans le projet de décret contenant les dépenses du budget visé à l'article 10.

Les dispositions du projet de décret visé à l'alinéa 2 mentionnent par organisme de type 1 et par entreprise régionale le total des recettes et le total des dépenses figurant dans leur budget individuel.

Le vote du budget des dépenses entraîne l'approbation de chacun des budgets.

§ 2. Les organes de gestion établissent le projet de budget des organismes de type 2, lequel est approuvé par le Ministre de tutelle qui le transmet au Ministre du Budget. Il est accompagné d'un exposé particulier qui justifie et commente les recettes et les dépenses au regard des missions qui sont dévolues à l'organisme concerné.

Le budget des organismes de type 2 et son exposé particulier ou, à défaut, un projet de budget établi par les organes de gestion, est joint à l'exposé particulier visé à l'article 9, § 1^{er}, 2^o.

Le Ministre de tutelle communique le budget définitif au Parlement dans les deux mois qui suivent son approbation.

§ 3. Les organes de gestion établissent et approuvent le budget des organismes de type 3 et le transmettent aux Ministres de tutelle qui le communiquent au Ministre du Budget.

§ 4. Conformément au Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le projet de budget de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles est constitué d'une partie relative à la gestion, d'une partie relative aux missions paritaires et d'une partie relative aux missions autres que paritaires.

Le Conseil général, conformément au Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, établit la partie du projet de budget relative à la gestion ainsi que celle relative aux missions paritaires. Elles sont accompagnées d'un exposé particulier qui justifie et commente les recettes et les dépenses au regard des missions qui sont dévolues à l'Agence.

Le Ministre de tutelle établit sur proposition du Conseil général, conformément au Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, la partie du projet de budget relative aux missions autres que paritaires, laquelle est accompagnée d'un exposé particulier qui justifie et commente les recettes et les dépenses.

Le Gouvernement approuve le projet de budget.

Le budget ou, à défaut, un projet de budget, est joint à l'exposé particulier visé à l'article 9, § 1^{er}, 2^o.

Le budget définitif est communiqué au Parlement.

§ 5. Les règles énoncées aux paragraphes 1^{er} à 4 s'appliquent pour les ajustements desdits budgets en cours d'année.

§ 6. Le budget du Parlement et le budget du Service du Médiateur sont établis conformément aux règles qui leur sont applicables et approuvés par le Parlement.

Il est procédé de la même manière pour les ajustements des budgets en cours d'année. »

Art. 58. Dans le Livre III, Titre II, du même décret, il est inséré un article 88 rédigé comme suit :

« Art. 88. Les budgets des organismes de type 1 et des entreprises régionales d'une année budgétaire sont approuvés au plus tard le 31 décembre de l'année précédente.

Les ajustements sont approuvés au plus tard le 31 décembre de l'année budgétaire en cours. »

Art. 59. Dans le Livre III, Titre II, du même décret, il est inséré un article 89 rédigé comme suit :

« Art. 89. § 1^{er}. A défaut d'approbation, au 1^{er} janvier de l'année budgétaire, du budget conformément à l'article 88, les dispositions de l'article 12 s'appliquent aux organismes de type 1 et aux entreprises régionales.

§ 2. Pour les organismes de type 2, le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

§ 3. Pour l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget.

La disposition visée à l'alinéa précédent ne s'applique pas aux dépenses d'un principe nouveau, non autorisées par le budget de l'année précédente, inscrites au budget des missions, ni aux dépenses inscrites au budget de gestion pour lesquelles les commissaires du Gouvernement ont remis un avis défavorable par défaut de conformité avec les dispositions légales et réglementaires ou avec les dispositions du contrat de gestion qui ont une portée budgétaire ou financière. »

Art. 60. Dans le Livre III du même décret, il est inséré un « Titre III » rédigé comme suit :

« Dispositions relatives à l'exécution du budget et à la comptabilité budgétaire ».

Art. 61. Dans le Livre III, titre III, du même décret, il est inséré un « Chapitre I^{er} » intitulé :

« Disposition commune ».

Art. 62. Dans le chapitre I^{er} inséré par l'article 60, il est inséré un article 90 rédigé comme suit :

« Art. 90. La comptabilité budgétaire doit permettre un suivi permanent du respect des autorisations budgétaires accordées par le Parlement et de l'exécution du budget. Elle est intégrée à la comptabilité générale visée au chapitre IV du présent titre. »

Art. 63. Dans le Livre III, Titre III, du même décret, il est inséré un « chapitre II » intitulé :

« Dispositions particulières »

Art. 64. Dans le chapitre II inséré par l'article 62, il est inséré un article 91 rédigé comme suit :

« Art. 91. § 1^{er}. Pour une année budgétaire déterminée, sont imputés au budget des organismes de type 1 et 2, de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et des entreprises régionales :

1^o en recettes, les droits constatés en faveur de l'organisme, de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ou de l'entreprise régionale durant cette année budgétaire;

2^o en dépenses,

a) à la charge des crédits d'engagement, les sommes qui sont engagées au cours de l'année budgétaire;

b) à la charge des crédits de liquidation, les sommes qui sont liquidées au cours de l'année budgétaire du chef de droits constatés découlant des obligations préalablement engagées;

Le solde budgétaire est obtenu par différence entre les recettes imputées et les dépenses liquidées.

§ 2. Pour les organismes de type 1 et les entreprises régionales, les droits constatés au 31 décembre de l'année budgétaire considérée peuvent être imputés à charge des crédits d'engagement et de liquidation du budget jusqu'au 31 janvier de l'année suivante. A défaut, ils sont imputés à charge des crédits d'engagement et de liquidation de l'année budgétaire suivante.

§ 3. Les crédits de liquidation non utilisés au terme de l'année budgétaire tombent en annulation. »

Art. 65. Dans le même chapitre II inséré par l'article 62, il est inséré un article 92 rédigé comme suit :

« Art. 92. A défaut de dispositions légales ou réglementaires particulières, les organismes de type 1 et 2, l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et les entreprises régionales enregistrent dans leur comptabilité budgétaire, d'une part, à la charge des crédits d'engagement, les sommes engagées et, d'autre part, à la charge des crédits de liquidation, les sommes liquidées au cours de l'année budgétaire.

Les contrats et les marchés de travaux, de fournitures et de services ainsi que tout autre acte faisant naître des obligations non conditionnelles à l'égard des tiers ne sont notifiés aux tiers qu'après que leur montant ait été imputé sur les crédits d'engagement prévus.

Les obligations conditionnelles sont enregistrées dans la classe 0 de la comptabilité générale jusqu'à la réalisation des conditions. Les autres dépenses sont imputées à la charge des crédits d'engagement à l'appui d'une pièce justificative interne constatant l'existence et l'étendue exacte de l'obligation.

Les crédits autorisés d'engagement non utilisés au terme de l'année budgétaire tombent en annulation. »

Art. 66. Dans le même chapitre II inséré par l'article 62, il est inséré un article 93 rédigé comme suit :

« Art. 93. § 1^{er}. A la condition de respecter le montant total des crédits autorisés, les crédits d'engagement et les crédits de liquidation limitatifs inscrits dans les budgets des organismes de type 1 et des entreprises régionales peuvent être redistribués durant l'année budgétaire moyennant l'accord préalable du Ministre du Budget et du Ministre de tutelle.

Toutefois, sont exclus de toute redistribution les crédits inscrits aux articles de dépenses appartenant aux groupes 8 et 9 de la classification économique ainsi que les crédits de liquidation non limitatifs sauf pour couvrir des dépenses du sous-groupe 11 de la classification économique.

§ 2. A la condition de respecter le montant total des crédits autorisés, les crédits d'engagement et les crédits de liquidation limitatifs inscrits dans les budgets des organismes de type 2 peuvent être redistribués durant l'année budgétaire moyennant l'accord préalable des organes de gestion et du Ministre de tutelle.

Toutefois, sont exclus de toute redistribution les crédits inscrits aux articles de dépenses appartenant aux groupes 8 et 9 de la classification économique ainsi que les crédits de liquidation non limitatifs sauf pour couvrir des dépenses du sous-groupe 11 de la classification économique.

§ 3. A la condition de respecter le montant total des crédits autorisés, les crédits d'engagement et les crédits de liquidation limitatifs inscrits dans les budgets de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles peuvent être redistribués durant l'année budgétaire moyennant l'accord du Conseil général, conformément au Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, et du Ministre de tutelle pour ce qui concerne le budget de gestion et le budget des missions paritaires et moyennant l'accord du Ministre du Budget et du Ministre de tutelle pour ce qui concerne le budget des missions autres que paritaires. »

Art. 67. Dans le Livre III du même décret, il est inséré un « Titre IV » rédigé comme suit :

« Dispositions relatives à la comptabilité générale ».

Art. 68. Dans le Livre III, Titre IV, chapitre IV du même décret, il est inséré un article 94 rédigé comme suit :

« Art. 94. § 1^{er}. Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi de dispositions générales, les organismes, l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et les entreprises régionales tiennent une comptabilité générale selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double.

§ 2. Les règles relatives à la tenue de la comptabilité générale par l'entité, visées aux articles 30 et 32 à 35, s'appliquent aux organismes de type 1 et 2, à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et aux entreprises régionales.

Par dérogation à l'article 30 et à défaut de disposer d'un plan comptable spécifique en vertu de dispositions organiques ou réglementaires, les organismes de type 1 et 2, l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ou les entreprises régionales tiennent leur comptabilité générale en suivant, soit :

1° le plan comptable arrêté conformément à l'article 5 de la loi de dispositions générales;

2° le plan comptable minimum normalisé conforme à l'arrêté royal du 12 septembre 1983 déterminant la teneur et la présentation d'un plan comptable minimum normalisé ou conformément au plan comptable normalisé annexé à l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations.

Concernant le 2°, les unités d'administration publique concernées :

a) établissent un lien avec le plan comptable visé au 1°, au moyen d'un tableau de correspondance, univoque et permanent, pour tous les comptes utilisés;

b) complètent les informations à figurer dans les droits et engagements hors bilan en fonction des rubriques reprises dans la classe 0 du plan comptable visé au 1°.

Le Gouvernement fixe le modèle du tableau de correspondance visé sous a). »

Art. 69. Dans le Livre III, Titre IV, du même décret, il est inséré un article 95 rédigé comme suit :

« Art. 95. Chaque organisme de type 1 et 2 et chaque entreprise régionale ainsi que l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles déterminent, dans le respect des dispositions du droit comptable auquel il est soumis, les règles d'évaluation, d'amortissements, de constitution de provision pour risques et charges ainsi que les règles de réduction de valeur et de réévaluation. Ces règles sont approuvées par l'autorité compétente et justifiées dans l'annexe au compte général. Leur application doit être constante d'un exercice à l'autre. »

Art. 70. Dans le Livre III, Titre IV, du même décret, il est inséré un article 96 rédigé comme suit :

« Art. 96. En ce qui concerne les organismes de type 1 et 2, l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ainsi que les entreprises régionales, les opérations à enregistrer dans la comptabilité générale et qui requièrent un enregistrement en comptabilité budgétaire doivent avoir été constatées préalablement et sont imputées simultanément dans ladite comptabilité budgétaire. »

Art. 71. Dans le Livre III du même décret, il est inséré un « Titre V » rédigé comme suit :

« Dispositions relatives au rapportage ».

Art. 72. Dans le Livre III, Titre V, du même décret, il est inséré un « Chapitre I^{er} » intitulé :

« Du compte général annuel ».

Art. 73. Dans le chapitre I^{er} inséré par l'article 71, il est inséré un article 97 rédigé comme suit :

« Art. 97. § 1^{er}. Chaque année, les organismes de type 1 et 2, l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et les entreprises régionales dressent leur compte général relatif à l'année budgétaire et comptable écoulée :

1° pour le 31 mars, en ce qui concerne les organismes de type 1 et les entreprises régionales;

2° pour le 30 avril, en ce qui concerne les organismes de type 2 et l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles.

Le compte général comprend :

1° le bilan;

2° le compte de résultats établi sur la base des charges et produits;

3° le compte d'exécution du budget établi dans le même format obligatoire que le budget approuvé et faisant apparaître les estimations de recettes et les dépenses autorisées, et en regard de celles-ci, respectivement, les droits constatés imputés en recettes et les droits constatés imputés en dépenses;

4° une annexe comportant notamment :

a) un résumé des règles d'évaluation et d'amortissement;

b) un relevé explicatif des variations des immobilisations incorporelles, corporelles et financières;

c) un état des créances et des dettes;

d) un état de la trésorerie et des placements;

e) un relevé détaillé des droits et engagements hors bilan;

f) le cas échéant, une justification de la constitution d'une provision pour risques et charges;

g) un rapport permettant de réconcilier le solde budgétaire et le résultat issu de la différence entre les charges et les produits enregistrés dans la comptabilité générale.

§ 2. Les montants repris dans le rapport visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 4°, g), sont ceux arrêtés au 31 décembre de l'année comptable et budgétaire écoulée.

§ 3. Les autorités qui approuvent le budget des organismes, de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et des entreprises régionales remplissent la même mission à l'égard de leur compte général annuel. »

Art. 74. Dans le Livre III, Titre V, du même décret, il est inséré un « Chapitre II » intitulé :

« Des comptes intermédiaires ».

Art. 75. Dans le chapitre II inséré par l'article 73, il est inséré un article 98 rédigé comme suit :

« Art. 98. Sans préjudice des dispositions régissant la matière dans leur décret organique ou dans le droit comptable auquel ils sont soumis, les organismes de type 1 et 2, l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et les entreprises régionales établissent des comptes intermédiaires préalablement aux ajustements budgétaires en cours d'exercice. »

Art. 76. Dans le Livre III du même décret, il est inséré un « Titre VI » rédigé comme suit :

« Dispositions relatives aux contrôles ».

Art. 77. Dans le Livre III, Titre VI, du même décret, il est inséré un « Chapitre I^{er} » intitulé :

« Disposition générale ».

Art. 78. Dans le chapitre I^{er} inséré par l'article 76, il est inséré un article 99 rédigé comme suit :

« Art. 99. § 1^{er}. Chaque organisme de type 1 et 2 et chaque entreprise régionale ainsi que l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles appliquent, dans leur organisation administrative, le principe de la séparation des fonctions entre les fonctions de décision, d'exécution, d'enregistrement, de paiement et de surveillance.

§ 2. Les procédures budgétaires et comptables sont décrites et établies par écrit pour constituer une documentation claire, formalisée et à jour à tous les niveaux. »

Art. 79. Dans le Livre III, Titre VI, du même décret, il est inséré un « Chapitre II » intitulé :

« Du contrôle et de l'audit internes ».

Art. 80. Dans le chapitre II inséré par l'article 78, il est inséré un article 100 rédigé comme suit :

« Art. 100. § 1^{er}. Le système de comptabilité publique intègre un contrôle et un audit internes.

Les objectifs fixés par l'article 46 s'appliquent aux organismes, à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et aux entreprises régionales.

Les règles relatives à l'audit interne énoncées à l'article 47 s'appliquent aux organismes de type 1 et aux entreprises régionales.

§ 2. Chaque membre du personnel participe, en fonction des missions et des responsabilités qui lui incombent, au bon fonctionnement du contrôle interne. »

Art. 81. Dans le Livre III, Titre VI, du même décret, il est inséré un « Chapitre III » intitulé :

« Du contrôle administratif et budgétaire ».

Art. 82. Dans le chapitre III inséré par l'article 78, il est inséré un article 101 rédigé comme suit :

« Art. 101. Le Gouvernement surveille l'exécution du budget et la gestion financière des organismes de type 1, des entreprises régionales et de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles en ce qui concerne son budget des missions autres que paritaires telles que définies par le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Le Gouvernement fixe les modalités de ce contrôle, notamment le recours éventuel à l'assistance des inspecteurs des finances mis à sa disposition et à l'application des articles 48 et 49. »

Art. 83. Dans le Livre III, Titre VI, du même décret, il est inséré un « Chapitre IV » intitulé :

« Du contrôle externe et de la certification du compte général ».

Art. 84. Dans le chapitre IV inséré par l'article 82, il est inséré un article 102 rédigé comme suit :

« Art. 102. § 1^{er}. Conformément à l'article 10, § 2, de la loi de dispositions générales, les organismes de type 1 et 2, l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et les entreprises régionales sont soumis au contrôle de la Cour des Comptes tel que défini à l'article 50. »

§ 2. Les comptes annuels et le rapport du réviseur des organismes de type 3 sont transmis à la Cour des Comptes dans les trente jours après l'approbation par l'assemblée générale.

Sans préjudice du secret des affaires, la Cour des Comptes peut adresser au réviseur des questions en lien avec son rapport. »

Art. 85. Dans le même chapitre IV inséré par l'article 82, il est inséré un article 103 rédigé comme suit :

« Art. 103. § 1^{er}. Les dispositions de l'article 52, § 1^{er}, relatives à la certification exercée par la Cour des Comptes s'appliquent aux comptes généraux des organismes de type 1 et des entreprises régionales.

§ 2. Les comptes généraux des organismes de type 2 et de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles sont certifiés par au moins un commissaire aux comptes inscrit au registre public de l'Institut des réviseurs d'entreprise. Son rapport est transmis avec le compte général certifié de l'organisme au plus tard le 31 mai suivant l'exercice auquel il se rapporte au Gouvernement et à la Cour des Comptes. »

Art. 86. Dans le même décret modifié par le décret du 23 décembre 2013, les mots « Titre XIII. Dispositions diverses, transitoires et finales » sont remplacés par les mots « livre IV. Dispositions diverses, transitoires et finales ».

Art. 87. Dans le Livre IV du même décret, les mots « Chapitre I^{er}. Dispositions diverses » sont remplacés par les mots « Titre I^{er}. Dispositions diverses ».

Art. 88. Les articles 79 à 83 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 2013, deviennent les articles 104 à 108.

Art. 89. Dans le Livre IV, du même décret, les mots « Chapitre II. Dispositions transitoires » sont remplacés par les mots « Titre II. Dispositions transitoires ».

Art. 90. L'article 108 du même décret, modifié par le décret du 23 décembre 2013, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 108. Sans préjudice de la mise en application par le Gouvernement des dispositions du chapitre 2 du titre 3 du Livre III du Code de droit économique relatif à la comptabilité des entreprises, les entreprises régionales demeurent soumises aux dispositions du titre III des lois coordonnées du 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat qui sont relatives au budget et à son exécution, au contrôle ainsi qu'aux règles de gestion et de trésorerie pour les exercices comptables et budgétaires antérieurs à la date d'entrée en vigueur visée à l'article 114 du présent décret. »

Art. 91. Dans le chapitre II du même décret, il est inséré un article 109 rédigé comme suit :

« Art. 109. Les obligations relatives au compte général annuel ou au compte annuel des organismes et des entreprises régionales se rapportant aux années budgétaires antérieures à la date d'entrée en vigueur visée à l'article 114 du présent décret restent celles applicables aux unités d'administration publique avant cette date. »

Art. 92. Dans le Livre IV du même décret, les mots « Chapitre III. Dispositions abrogatoires et finales » sont remplacés par les mots « Titre III. Dispositions abrogatoires et finales ».

Art. 93. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 110 rédigé comme suit :

« Art. 110. La loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt publics est abrogée pour les matières visées par le présent décret. »

Art. 94. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 111 rédigé comme suit :

« Art. 111. Sous réserve de non-conformité ou de contradiction avec les dispositions du présent décret, les dispositions applicables aux unités d'administration publique visées par ledit décret, de nature légale et réglementaire, de portée organique et statutaire, ainsi que les stipulations contenues dans les contrat de gestion ou toute autre convention restent d'application. »

Art. 95. Dans le chapitre III du même décret, il est inséré un article 112 rédigé comme suit :

« Art. 112. § 1^{er}. Entrent en vigueur :

1^o le 1^{er} janvier 2016 :

a) les dispositions qui sont applicables à l'entité;

b) les articles 45/1 à 45/3 en ce qui concerne les organismes, les entreprises régionales, l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, le Parlement, le Service du Médiateur et les services administratifs à comptabilité autonome;

c) les dispositions du Livre III qui sont applicables à l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles. Le budget initial de l'Agence pour l'exercice 2016 est élaboré et approuvé par le Gouvernement;

2^o le 1^{er} janvier 2017 : les dispositions des Livres II et III qui sont applicables aux organismes, aux entreprises régionales, au Parlement, au Service du Médiateur et aux services administratifs à comptabilité autonome.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er} et en application notamment de l'article 10, § 1^{er}/1, de la loi de dispositions générales, le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur des articles 52, 52/1, et 103 et ce, au plus tard le 1^{er} janvier 2020. »

*CHAPITRE II. — Modifications au décret du 5 mars 2008
portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat*

Art. 96. Dans l'article 1^{er} du décret du 5 mars 2008 portant constitution de l'Agence wallonne de l'air et du climat, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'Agence wallonne de l'air et du climat est érigée en service administratif à comptabilité autonome au sens de l'article 2, 5^o, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes. Elle est dénommée ci-après "l'Agence" ». »

Art. 97. Dans le même décret, il est inséré un article 1/1 rédigé comme suit :

« Dans le respect des obligations fixées par le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, l'Agence:

- 1° élabore un budget annuel comportant l'ensemble de ses recettes et dépenses;
- 2° tient une comptabilité générale selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double;
- 3° tient une comptabilité budgétaire en liaison avec la comptabilité générale;
- 4° met en place un système de contrôle et d'audit internes;
- 5° dresse un compte annuel. »

CHAPITRE III. — *Modifications au Code wallon du Logement et de l'Habitat durable*

Art. 98. Dans l'article 179, 4°, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le budget du Fonds est établi et approuvé par l'organe de gestion. Le budget ou, à défaut, un projet de budget, est joint à l'exposé particulier visé à l'article 9, § 1^{er}, 2°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

Le Gouvernement communique le budget définitif du Fonds pour information au Parlement wallon dans les deux mois de son approbation. »

Art. 99. Les articles 96 à 98 du présent décret entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2017.

ANNEXE

Les organismes visés à l'article 3, § 1^{er}, 4°, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes sont classés de la façon suivante :

Dénomination	N° BCE	Type
AEI		Type 3
Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEX)	267314479	Type 2
Agence wallonne du numérique		Type 3
Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (APAQ-W)	267400492	Type 1
AGROBOS TECHNOLOGY	472437213	Type 3
ARCEO	865732522	Type 3
B.E. Fin	419202029	Type 3
BIOTECH COACHING	883921903	Type 3
Building	401632260	Type 3
Caisse d'Investissement de Wallonie	811463495	Type 3
CAPITAL & CROISSANCE	890073384	Type 3
Centre régional d'aide aux communes (CRAC)	254714773	Type 1
Centre wallon de recherches agronomiques (CRA-W)	262172984	Type 1
Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation		Type 2
Commissariat général au tourisme (CGT)	898739543	Type 1
Commission wallonne pour l'énergie (CWAPE)	850260131	Type 2
COMPAGNIE FINANCIERE DU VAL	866661841	Type 3
Conseil Economique et Social de Wallonie (CESW)	216754517	Type 3
Credissimo	403977482	Type 3
Credissimo Hainaut	402495065	Type 3
Crédit à l'épargne immobilière	401228127	Type 3
Crédit social de la Province du Brabant wallon	400351068	Type 3
Crédit social du Luxembourg	404370630	Type 3
Crédit social logement	202268754	Type 3
DGL MAINTENANCE SA	860911919	Type 3
Ecole d'Administration Publique		Type 2
EcoTechnoPôle-Wallonie	809581596	Type 3
ENTWICKLUNGS- UND BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT OSTBELGIENS	437216117	Type 3
ESPACE FINANCEMENT	553753006	Type 3
FINANCIERE D'ENTREPRISE ET DE RENOVATION IMMOBILIERE	873769961	Type 3
Financière Spin-off luxembourgeoise	882104835	Type 3
FIWAPAC	421988404	Type 3

Dénomination	N° BCE	Type
FONDS D'AIDES A L'INVESTISSEMENT TRANSFRONTALIER	464531317	Type 3
FONDS DE CAPITAL A RIQUE DE L'INVEST MONS-BORINAGE-CENTRE	454259413	Type 3
FONDS DE CAPITAL A RISQUE - CONVERGENCE	809505580	Type 3
FONDS DE CAPITAL A RISQUE - OBJECTIFNo 1 - DES ARRONDISSEMENTS DE CHARLEROI ET DE THUIN	454196164	Type 3
Fonds de participation - Wallonie	554780018	Type 3
Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne	0	Type 1
FONDS D'INVESTISSEMENT DANS LES ENTREPRISES CULTURELLES "St'art"	812088849	Type 3
Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie (FLFNW)	421102536	Type 3
Fonds piscicole et halieutique	0	Type 1
Fonds wallon des calamités naturelles	0	Type 1
FOREIGN STRATEGIC INVESTMENTS HOLDING	480029442	Type 3
GELIGAR	811443701	Type 3
GEPART	871229947	Type 3
Habitation Lambotte	402550889	Type 3
HOCCINVEST - FONDS SPIN-OFF/SPIN-OUT	890497612	Type 3
IMBC Convergence	809432039	Type 3
IMBC SPINNOVA	870661013	Type 3
IMMO-DIGUE	847284310	Type 3
INNODEM	480662318	Type 3
INNODEM2	809550122	Type 3
Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises	254011128	Type 3
Institut du patrimoine wallon (IPW)	266436531	Type 1
Institut scientifique de service public (ISSEP)	241530493	Type 1
Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS)	866518618	Type 1
Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises (IFAPME)	869559171	Type 2
Institut wallon virtuel de recherche d'excellence dans les domaines des sciences de la vie	812367476	Type 3
INVEST SERVICES	428590738	Type 3
INVESTPARTNER	808219836	Type 3
INVESTSUD	424971945	Type 3
LA FINANCIERE DU BOIS	882099588	Type 3
La Maison ouvrière de l'arrondissement de Charleroi et du Sud-Hainaut	401553373	Type 3
La Prévoyance	401778057	Type 3
La Terrienne du crédit social	401417672	Type 3
La Terrienne du Luxembourg	862775210	Type 3
Le Crédit hypothécaire O. Bricoult	405631729	Type 3
Le Crédit social et les Propriétaires réunis	401609593	Type 3
Le PASS	462311896	Type 3
Le Petit Propriétaire	402509715	Type 3
Le Travailleur chez Lui	402439340	Type 3
Liege airport	440516788	Type 3
Liège Airport-Security	894960602	Type 3
LOCINVEST	428036749	Type 3
L'Ouvrier chez Lui	401465578	Type 3
LUXEMBOURG DEVELOPPEMENT	862540628	Type 3
LUXEMBOURG DEVELOPPEMENT EUROPE	809720366	Type 3
NAMUR CAPITAL RISQUE	860503925	Type 3
NAMUR DEVELOPPEMENT COMPETITIVITE	809583675	Type 3
NAMUR INVEST	456316803	Type 3
NIVELLEASE	432218835	Type 3
NOVALLIA	812008774	Type 3

Dénomination	N° BCE	Type
OFFICE ECONOMIQUE WALLON DU BOIS	816595290	Type 3
Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)	236363165	Type 2
Port Autonome de Charleroi (PAC)	208201095	Type 2
Port autonome de Liège (PAL)		Type 2
Port autonome de Namur (PAN)		Type 2
Port autonome du Centre et de l'Ouest (PACO)	475273274	Type 2
PREFACE	473771358	Type 3
Proxi prêt	401412625	Type 3
S.R.I.W. ENVIRONNEMENT	426516918	Type 3
S.R.I.W. FINANCE	429547573	Type 3
S.R.I.W. IMMOBILIER	434854760	Type 3
Synergie Wallonie	437249076	Type 3
SAMANDA	480028848	Type 3
SAMBRELEAS	430467687	Type 3
SAMBRINVEST SPIN-OFF/SPIN-OUT	884341575	Type 3
SILYA	477985712	Type 3
SOCIETE D'ASSAINISSEMENT ET DE RENOVATION DES SITES INDUSTRIELS DU BRABANT WALLON	260639790	Type 3
SOCIETE DE CAPITAL A RISQUE - OBJECTIF No1 DU HAINAUT OCCIDENTAL	454183890	Type 3
Société de crédit pour habitations sociales	402324326	Type 3
Société de Développement de l'Ouest du Brabant Wallon	460369126	Type 3
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE LEASING DE LA REGION DE MONS, DU BORINAGE ET DU CENTRE	869752676	Type 3
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE PARTICIPATION DE LA WALLONIE PICARDE	434279094	Type 3
Société de Développement et de Participation du Bassin de Charleroi	427908867	Type 3
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE PARTICIPATION DU BASSIN DE LIEGE	426624509	Type 3
Société de Financement de Projets Structurants de l'Est du Brabant Wallon	807763936	Type 3
SOCIETE DE FINANCEMENT DES EAUX	466557627	Type 3
SOCIETE DE GESTION DU FRI DE LA REGION WALLONNE	240365703	Type 3
SOCIETE DE RENOVATION ET D'ASSAINISSEMENT DES SITES INDUSTRIELS	435532572	Type 3
Société de Transport en Commun de Charleroi	401567330	Type 2
Société de Transport en Commun de Liège - Verviers	242319658	Type 2
Société de Transport en Commun de Namur-Luxembourg	244309049	Type 2
Société de Transport en Commun du Brabant wallon	244308059	Type 2
Société de Transport en Commun du Hainaut	244311524	Type 2
SOCIETE DES CAUTIONS MUTUELLES DE WALLONIE	861927053	Type 3
Société d'Investissement Agricole de Wallonie	471517988	Type 3
SOCIETE D'INVESTISSEMENT DE MONS, DU BORINAGE ET DU CENTRE	436833758	Type 3
SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT DU BRABANT WALLON	430636943	Type 3
Société Financière de l'Est du Brabant Wallon	807541826	Type 3
SOCIETE LIEGEOISE DE GESTION FONCIERE	873260316	Type 3
SOCIETE MIXTE DE DEVELOPPEMENT IMMOBILIER	816917469	Type 3
Société publique d'aide à la qualité de l'environnement	243929462	Type 3
Société Régionale d'Investissement de Wallonie	219919487	Type 3
Société régionale wallonne du transport (SRWT)	242069339	Type 2
Société terrienne du crédit social du Hainaut	401122615	Type 3
SOCIETE WALLONNE D'ACQUISITIONS ET DE CESSION D'ENTREPRISES	881746727	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE DES INFRASTRUCTURES	252151302	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT DE L'EXPORTATION ET DE L'INTERNALISATION DES ENTREPRISES WALLONNES - SOFINEX	860662588	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	227842904	Type 3

Dénomination	N° BCE	Type
SOCIETE WALLONNE DE GESTION ET DE PARTICIPATIONS	426887397	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE L'AERONAUTIQUE ET DE L'ESPACE	471250249	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE	472303391	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE LOCATION-FINANCEMENT	426091207	Type 3
SOCIETE WALLONNE D'ECONOMIE SOCIALE MARCHANDE	455653441	Type 3
SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS	475247837	Type 3
Société wallonne du crédit social (SWCS)	473771754	Type 2
Société wallonne du Logement (SWL)	231550084	Type 2
SOCIETE WALLONNE POUR LA GESTION D'UN FINANCEMENT ALTERNATIF	877942347	Type 3
SOCIETE WALLONNE POUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES DES POLES DE COMPETITIVITES	877938090	Type 3
SOLAR CHEST	552710255	Type 3
SPARAXIS	452116307	Type 3
SPINVENTURE	465001172	Type 3
START UP	460291031	Type 3
START-UP INVEST	440028325	Type 3
Terre et Foyer	402436568	Type 3
Tous Propriétaires	401731339	Type 3
TRIAGE-LAVOIR DU CENTRE	480753576	Type 3
UDIL.GE	544978266	Type 3
WALLIMAGE	472062970	Type 3
WALLIMAGE COPRODUCTIONS	473372272	Type 3
WALLIMAGE ENTREPRISES	865277018	Type 3
WALLONIE - BRUXELLES tourisme	888366085	Type 3
WALLONIE PICARDE - CAPITAL A RISQUE	809506372	Type 3
Wallonie-Bruxelles International	810888623	Type 1
WESPAVIA	471925091	Type 3
WSL	466071439	Type 3

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 17 décembre 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2015-2016.

Documents du Parlement wallon, 343 (2015-2016), n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 décembre 2015.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/205985]

17. DEZEMBER 2015 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung, des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'air et du climat" als Dienststelle mit getrennter Geschäftsführung und des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

KAPITEL I — *Änderungen im Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung*

Artikel 1 - Vorliegendes Dekret regelt teilweise, in Anwendung von Artikel 138 der Verfassung, eine in Artikel 128 § 1 der Letzteren erwähnte Angelegenheit.

Art. 2 - Die Überschrift des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung wird durch die folgende Überschrift ersetzt:

«Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten».

Art. 3 - In demselben Dekret wird die Wortfolge "Titel I - Gegenstand, Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich" durch die Wortfolge "Buch I - Gegenstand, Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich" ersetzt.

Art. 4 - In demselben Dekret wird Artikel 1 wie folgt ergänzt: "und setzt die Richtlinie 2011/85/EU vom 8. November 2011 über die Anforderungen an die haushaltspolitischen Rahmen der Mitgliedsstaaten teilweise um".

Art. 5 - Artikel 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 2013 wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 4 wird das Wort "wallonischen" gestrichen;

b) Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

«5° Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung: öffentliche Verwaltungseinheit, deren Geschäftsführung und Buchführung von denjenigen der allgemeinen Verwaltungsdienststellen aufgrund eines Gesetzes oder eines Dekrets getrennt sind, ohne dass ihr die Rechtspersönlichkeit erteilt wird, und die über ein autonomes Kassenwesen und eine autonome Buchführung verfügt;»;

c) unter Ziffer 10 d) wird das Wort "Einheit" durch die Wortfolge "öffentlichen Verwaltungseinheit" ersetzt;

d) unter Ziffer 20 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "la mise ne œuvre" durch die Wortfolge "la mise en œuvre" ersetzt;

e) er wird durch die Ziffern 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 und 33 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«23° Wirtschaftshaushalt: der Haushalt nach Artikel 108 Buchstabe g des Gesetzes vom 21. Dezember 1994 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen, abgeändert durch das Gesetz vom 28. Februar 2014;

24° INR: das Institut der nationalen Rechnungen nach Artikel 107 des Gesetzes vom 21. Dezember 1994 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen;

25° Konsolidierungskreis: der durch das Institut der nationalen Rechnungen definierte Teilsektor 1312 "Länder" des Sektors 13 "Staat" im Sinne der Verordnung Nr. 549/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Mai 2013 zum Europäischen System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene in der Europäischen Union;

26° ESVG: das Europäische System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene in der Europäischen Union im Sinne der betreffenden Verordnung Nr. 549/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Mai 2013;

27° Öffentliche Verwaltungseinheit: die institutionelle Einheit, die Teil des Konsolidierungskreises der wallonischen Region ist;

28° Regionales Unternehmen: die regionale Verwaltungseinheit kommerzieller, industrieller oder finanzieller Art, die autonom handelt, ohne dass ihr die Rechtspersönlichkeit erteilt wird;

29° Einrichtung: die öffentliche Verwaltungseinheit, die sich von allgemeinen Verwaltungsdienststellen unterscheidet, die über die Rechtspersönlichkeit verfügt und deren Zweck die Durchführung von Aufgaben im allgemeinen Interesse ist;

30° "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Wallonische Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie): die durch das Wallonische Gesetzbuch über die sozialen Maßnahmen und die Gesundheit geschaffene und organisierte öffentliche Verwaltungseinheit;

31° Aufsichtsminister: der Minister der Regierung, dem eine besondere Befugnis zur Verwaltung oder Kontrolle einer Einrichtung übertragen worden ist aufgrund eines Dekrets oder Erlasses zur Organisation dieser Einrichtung oder gegebenenfalls aufgrund des Erlasses zur Festlegung der Zuständigkeitsbereiche innerhalb der Regierung;

32° Übertragung von Mitteln: der in dem Ausgabenhaushaltsplan nach Artikel 10 eingetragene Betrag zugunsten gewisser öffentlicher Verwaltungseinheiten;

33° Geschäftsführungsvertrag: die zwischen der Regierung und dem Geschäftsführungsorgan einer Einrichtung abgeschlossene Vereinbarung zur Bestimmung von besonderen Vorschriften und Bedingungen, nach denen diese Einrichtung ihre Aufgaben im allgemeinen Interesse wahrnimmt.»

Art. 6 - Artikel 3 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 3 - § 1 - Die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets sind anwendbar auf die öffentlichen Verwaltungseinheiten, die in folgende Kategorien unterteilt werden:

1° die allgemeinen Verwaltungsdienststellen, die ministeriellen Kabinette und die ihnen in ihrer Arbeitsweise gleichgestellten Dienststellen, die gemeinsam eine einzige Einheit bilden;

2° die regionalen Unternehmen;

3° die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung;

4° die wie folgt unterteilten Einrichtungen:

a) Einrichtungen des Typs 1 sind jene, die direkt der Zuständigkeit eines Aufsichtsministers unterstehen und deren laufende Verwaltung zu diesem Zweck bezeichneten Beamten oder Mandatträgern anvertraut wird;

b) Einrichtungen des Typs 2 sind jene, die autonom von den gemäß ihrem Rechtsstatus bezeichneten Geschäftsführungsorganen verwaltet werden, unbeschadet der Aufsichts- und Kontrollbefugnisse der Regierung;

c) Einrichtungen des Typs 3 sind jene, die:

(1) entweder gemäß dem Gesetzbuch über die Gesellschaften verwaltet werden, oder dem Gesetz vom 27. Juli 1921 über die Vereinigungen ohne Erwerbszweck, die internationalen Vereinigungen ohne Erwerbszweck und die Stiftungen unterliegen;

(2) und auf die die Wallonische Region einen entscheidenden Einfluss nimmt, entweder indem sie mit ihnen einen Geschäftsführungsvertrag abschließt, oder indem die Region direkt oder indirekt mehr als die Hälfte der Mitglieder ihres Verwaltungs-, Geschäftsführungs- oder Leitungsorgans bezeichnet, oder indem sie eine oder mehrere Personen bezeichnet, die die Aufgabe haben, innerhalb der Einrichtungen die Verwaltungsaufsicht der Regierung auszuüben, oder indem sie direkt oder indirekt die Mehrheit des gezeichneten Kapitals besitzt, oder aber indem sie direkt oder indirekt über die Mehrheit der mit den Anteilen der als Gesellschaft gegründeten Einrichtung verbundenen Stimmrechte verfügt;

5° die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Wallonische Agentur für Gesundheit, Sozialschutz, Behindertenwesen und Familie);

6° das Parlament und der Vermittlungsdienst.

§ 2 - Die Liste und die Einstufung der in Paragraph 1 Ziffer 4 erwähnten Einrichtungen werden dem vorliegenden Dekret beigefügt.

Wenigstens einmal jährlich wird auf Vorschlag der Regierung die in Absatz 1 erwähnte Liste per Dekret aktualisiert.»

Art. 7 - Zwischen die Artikel 3 und 4 desselben Dekrets wird ein Buch II mit folgendem Titel eingefügt: "Allgemeine Bestimmungen".

Art. 8 - In Buch II desselben Dekrets wird die Wortfolge "Titel II - Bestimmungen bezüglich des Haushalts" durch die Wortfolge "Titel I - Bestimmungen bezüglich des Haushalts" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 4 desselben Dekrets werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° vor dem Wort "Gemäß" wird "§ 1 -" eingefügt;

2° Der Artikel wird durch die Paragraphen 2 und 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 2 - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 16/9 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen wird der Haushaltsplan auf der Grundlage der vom INR erstellten gesamtwirtschaftlichen Prognosen des Wirtschaftshaushalts ausgearbeitet. Eventuelle Abweichungen von diesen Prognosen werden in den Informations- und Rechtfertigungsdocumenten des Haushaltsplanes ausführlich angeführt und gerechtfertigt.

§ 3 - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 16/9 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen wird alle drei Jahre unter Zugrundelegung von objektiven Kriterien eine Bewertung der bei der Ausarbeitung des Haushaltsplans angewandten Haushaltsprognosen durch eine unabhängige Einrichtung durchgeführt. Wird bei dieser Bewertung eine bedeutende Abweichung festgestellt, trifft die Regierung die erforderlichen Maßnahmen, um die Methodik der späteren Haushaltsprognosen zu verbessern, und gibt sie diese öffentlich bekannt.

Die unabhängige Einrichtung wird in einem Zusammenarbeitsabkommen bezeichnet.»

Art. 10 - In Artikel 9 § 1 desselben Dekrets wird Ziffer 1 durch Folgendes ersetzt:

«1° die allgemeine Darstellung, die insbesondere Folgendes erläutert:

a) die Richtlinien des Haushaltsplans;

b) eine Zusammenfassung der Einnahmen und Ausgaben;

c) ein Finanzbericht;

d) gemäß den Bestimmungen von Artikel 16/11 und 16/12 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen und unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Modalitäten:

(1) der mittelfristige Haushaltsrahmen und die mehrjährige Haushaltsplanung nach Absatz 3 und die gegebenenfalls erfolgten Anpassungen sowie jegliche Erläuterung einer Abweichung des Jahreshaushaltsplans vom Haushaltsrahmen;

(2) eine Sensitivitätsanalyse, die einen Überblick über die Entwicklung der wichtigsten Haushaltsvariablen unter Berücksichtigung unterschiedlicher Annahmen bezüglich der Wachstumsrate und der Zinssätze umfasst;

(3) eine Auflistung aller Einrichtungen und Fonds, die nicht in dem Ausgabenhaushaltsplan aufgeführt werden, jedoch Teil des Konsolidierungskreises sind, sowie eine Analyse ihrer Auswirkungen auf das Finanzierungsergebnis und die öffentliche Verschuldung;

(4) eine detaillierte Beschreibung der Auswirkungen der steuerlichen Ausgaben auf die Einnahmen, wobei eine Auflistung der genannten Ausgaben beizufügen ist, die alle Ermäßigungen, Verringerungen und Ausnahmen des allgemeinen Systems der Steuererhebung anführt, die im Laufe eines Haushaltsjahres zugunsten der Steuerpflichtigen oder der wirtschaftlichen, sozialen oder kulturellen Tätigkeiten angewandt werden.

Der mittelfristige Haushaltsrahmen deckt eine Legislaturperiode oder wenigstens einen Zeitraum von wenigstens drei Jahren ab. Eine neue Regierung ist befugt, den von der vorherigen Regierung festgelegten mittelfristigen Haushaltsrahmen anzupassen, um ihren neuen prioritären Maßnahmenbereichen Rechnung zu tragen.

In diesem Fall hebt die neue Regierung die Unterschiede zu dem vorherigen mittelfristigen Haushaltsrahmen hervor.

Die mehrjährige Haushaltsplanung, die auf den Prognosen des Wirtschaftshaushalts beruht, umfasst die folgenden Bestandteile:

a) umfassende und transparente mehrjährige Haushaltsziele in Bezug auf das öffentliche Defizit, die öffentliche Verschuldung und andere zusammenfassende Finanzindikatoren, wie etwa Ausgaben;

b) auf der Annahme einer unveränderten Politik basierende Projektionen für jeden Hauptausgaben- und Haupteinnahmeposten;

c) einer Beschreibung der mittelfristig geplanten Maßnahmen, die Auswirkung auf die gesamtstaatlichen Finanzen haben, aufgeschlüsselt nach Haupteinnahmen- und Hauptausgabenposten, wobei darzulegen ist, wie die Anpassung an die mittelfristigen Haushaltsziele gegenüber den Projektionen unter Annahme einer unveränderten Politik erreicht werden soll;

d) eine Einschätzung der Frage, wie die geplanten politischen Maßnahmen im Hinblick auf ihre unmittelbare langfristige Auswirkung auf die gesamtstaatlichen Finanzen wahrscheinlich die langfristige Tragfähigkeit der öffentlichen Finanzen beeinflussen werden.»

Art. 11 - In Artikel 10 desselben Dekrets wird § 1 durch Folgendes ersetzt:

«§ 1 - Angesichts des in Artikel 9 § 1 Ziffer 1 erwähnten mittelfristigen Haushaltsrahmens stellt die Regierung die Dekretentwürfe, nämlich einen Dekretentwurf zur Festlegung der Haushaltseinnahmen und einen weiteren zur Festlegung der Haushaltsausgaben, und die in Artikel 9 erwähnten Dokumente sowie ggf. die Dekretentwürfe bezüglich der Anpassung des Haushaltsplanes und die in § 9 erwähnten Dokumente auf.»

Art. 12 - In Buch II desselben Dekrets wird die Wortfolge "Titel III - Bestimmungen über die Ausführung des Haushaltsplans und die Haushaltsbuchführung" durch die Wortfolge "Titel II - Bestimmungen über die Ausführung des Haushaltsplans und die Haushaltsbuchführung" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 15 desselben Dekrets wird die Wortfolge "in Titel IV" durch die Wortfolge "in Titel III des vorliegenden Buches" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 16 desselben Dekrets werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

b) unter Ziffer 2 wird Punkt a) durch Folgendes ersetzt:

«a) die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres aufgrund von Verpflichtungen gebunden werden, die entstanden sind oder in Zukunft entstehen werden oder eingegangen wurden oder in Zukunft eingegangen werden;»;

2° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 2 - Die am 31. Dezember des betreffenden Haushaltsjahres festgestellten Ansprüche können bis zum 31. Januar des folgenden Jahres auf die Verpflichtungsermächtigungen und Ausgabenfeststellungskredite des Haushaltsplans angerechnet werden. In Ermangelung dessen werden sie auf die Verpflichtungsermächtigungen und Ausgabenfeststellungskredite des folgenden Haushaltsjahres angerechnet.»

Art. 15 - In Buch II desselben Dekrets wird die Wortfolge "Titel IV - Bestimmungen über die allgemeine Buchführung" durch die Wortfolge "Titel III - Bestimmungen über die allgemeine Buchführung" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 33 desselben Dekrets wird die Wortfolge "des Titels XI" durch die Wortfolge "der Artikel 74 und 75" ersetzt.

Art. 17 - In Buch II desselben Dekrets wird die Wortfolge "Titel V - Bestimmungen über das allgemeine Konto" durch die Wortfolge "Titel IV - Bestimmungen über das allgemeine Konto und die obligatorische Berichterstattung" ersetzt.

Art. 18 - In Artikel 42 Absatz 1 desselben Dekrets wird die Wortfolge "das allgemeine Konto" durch die Wortfolge "das allgemeine Konto der Einheit" eingefügt.

Art. 19 - In Artikel 43 desselben Dekrets wird Ziffer 4 durch Folgendes ersetzt:

«4° ein Bericht über die in den Artikeln 57 und 63 erwähnten Übertragungen von unbeweglichen Gütern, sowie über die aufgrund von Titel VIII des vorliegenden Buches durchgeführten entgeltlichen Veräußerungen der unbeweglichen Güter.»

Art. 20 - Artikel 44 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 44 - § 1 - Spätestens am 15. April übermittelt die Regierung dem Rechnungshof das gemäß Artikel 41 bis 43 erstellte allgemeine Konto der Einheit sowie die gemäß Artikel 97 erstellten jährlichen allgemeinen Konten der Einrichtungen des Typs 1 und der regionalen Unternehmen.

Der Rechnungshof lässt dem Parlament diese allgemeinen Konten gemeinsam mit seinen Bemerkungen und den Zertifizierungen, die er gemäß Artikel 52 und 102 § 1 ausstellt, spätestens am Ende des nachfolgenden Monats Juni zukommen.

Gleichzeitig sendet er eine Abschrift seiner Bemerkungen und der Zertifizierung:

1° an die Regierung bezüglich des allgemeinen Kontos der Einheit;

2° an den Aufsichtsminister und den Minister für Haushalt bezüglich der Einrichtungen des Typs 1 und der regionalen Unternehmen.

§ 2 - Spätestens am 31. August legt die Regierung dem Parlament den Dekretentwurf zur Genehmigung des allgemeinen Kontos der Einheit vor, dem die allgemeinen Konten der Einrichtungen des Typs 1 und der regionalen Unternehmen beigelegt werden. Die Genehmigung dieses Entwurfs erfolgt spätestens am nachfolgenden 31. Oktober.

Die allgemeinen Konten der vorerwähnten Einrichtungen des Typs 1 und der regionalen Unternehmen werden durch die Verabschiedung der sie betreffenden Bestimmungen genehmigt.

§ 3 - Die Bemerkungen und die Zertifizierungen des Rechnungshofes, sowie die oben erwähnten allgemeinen Konten mit Ausnahme des Anhangs zu der in Artikel 29 § 5 Ziffer 1 erwähnten Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung werden als Anhang zum Dekret zu dessen Genehmigung veröffentlicht.»

Art. 21 - In Buch II Titel IV desselben Dekrets wird ein Artikel 45/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 45/1 - § 1 - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 16/10 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen werden die Haushaltsdaten in Bezug auf Einnahmen und Ausgaben, die nach dem Zahlungszeitpunkt oder auf der Grundlage der Buchführung erfasst wurden, dem Föderalstaat monatlich im Hinblick auf die Veröffentlichung durch die von der Regierung bezeichnete Dienststelle übermittelt. Diese Haushaltsdaten umfassen die Einnahmen und Ausgaben aller öffentlichen Verwaltungseinheiten.

§ 2 - Jede öffentliche Verwaltungseinheit übermittelt der von der Regierung bezeichneten Dienststelle systematisch und bis zum fünfzehnten Tag des darauffolgenden Monats die in Paragraph 1 angeführten erforderlichen Daten.

§ 3 - Die in Paragraph 2 erwähnten Haushaltsdaten in Bezug auf Einnahmen und Ausgaben werden:

1° als festgestellte Ansprüche auf der Grundlage der Haushaltsbuchführung oder – sollten diese Daten nicht vorliegen – auf der Grundlage der allgemeinen Buchführung bestimmt;

2° am Ende jedes vorangehenden Monats festgelegt. Die monatlichen Beträge werden von Monat zu Monat kumuliert;

3° nach dem von der Regierung bestimmten Muster vorgelegt.

§ 4 - Die Haushaltsdaten werden durch die in Paragraph 2 erwähnten Dienststellen konsolidiert, um die wirtschaftliche Zusammenlegung des Teilssektors 1312, der der Wallonischen Region untersteht, zu erreichen. Sie werden der zuständigen föderalen Behörde zwecks Veröffentlichung übermittelt.»

Art. 22 - In Buch II Titel IV desselben Dekrets wird ein Artikel 45/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 45/2 - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 16/14 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen veröffentlicht die Regierung die relevanten Informationen über Eventualverbindlichkeiten, die sich erheblich auf den Haushaltsplan auswirken können, darunter öffentliche Bürgschaften, notleidende Darlehen und Verbindlichkeiten aus der Tätigkeit öffentlicher Unternehmen, sowie Informationen über Beteiligungen am Kapital privater oder öffentlicher Unternehmen bezüglich wirtschaftlich erheblicher Beträge. Die Regierung legt die Modalitäten für die Veröffentlichung dieser Informationen fest.»

Art. 23 - In Buch II Titel IV desselben Dekrets wird ein Artikel 45/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 45/3 - Ergänzend zu den Vorschriften von Artikel 45/1 und 45/2 übermittelt jede öffentliche Verwaltungseinheit der Regierung die sie betreffenden Daten, die ermöglichen, die weiteren regionalen, belgischen, europäischen oder internationalen Anforderungen auf dem Gebiet der Berichterstattung zu erfüllen. Die Regierung legt die Tragweite, die Regelmäßigkeit und die Modalitäten dieser Informationsanfragen fest.»

Art. 24 - In Buch II desselben Dekrets wird die Wortfolge "Titel VI - Bestimmungen in Bezug auf die Überwachung und Kontrolle" durch die Wortfolge "Titel V - Bestimmungen in Bezug auf die Überwachung und Kontrolle" ersetzt.

Art. 25 - In Buch II, Titel V desselben Dekrets wird in Kapitel IV mit dem Titel "Die externe Kontrolle des Rechnungslegungssystems und das Auditverfahren als integriertes Konzept" eingefügt.

Art. 26 - In das durch Artikel 24 eingefügte Kapitel IV wird ein Artikel 52/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 52/1 - § 1 - Das System des öffentlichen Rechnungswesens des Parlaments, des Vermittlungsdienstes, der Einrichtungen des Typs 1 und 2, der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", der regionalen Unternehmen und der Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung unterliegt einem unabhängigen Audit.

Die Gültigkeitsdauer dieses Audits wird auf wenigstens fünf Jahre festgelegt. Im Falle eines Wechsels zu einem neuen rechnergestützten System der Buchführung wird innerhalb einer Frist von höchstens zwei Jahren nach der Inbetriebnahme ein neues Audit durchgeführt.

§ 2 - Das in Paragraph 1 angeführte Audit wird dem Rechnungshof aufgetragen, insofern es sich um die Einheit, den Vermittlungsdienst, die Einrichtungen des Typs 1 und 2, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", die regionalen Unternehmen und die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung handelt.

Handelt es sich um das Parlament, entscheidet dieses, ob das oben erwähnte Audit entweder durch den Rechnungshof, oder aber durch eine unabhängige öffentliche oder private Einrichtung durchgeführt wird. In letzterem Fall darf ein und dieselbe unabhängige Einrichtung nicht beauftragt werden, um zwei aufeinanderfolgende Audits desselben Rechnungslegungssystems durchzuführen.

§ 3 - Unter Beachtung der von der Regierung bestimmten Modalitäten werden die Audits der Rechnungslegungssysteme:

1° dem Parlament übermittelt, falls es sich um das Parlament selbst oder den Vermittlungsdienst handelt;

2° dem Minister für Haushalt übermittelt, falls es sich um die Einheit handelt;

3° dem Minister für Haushalt und den Aufsichtsministern oder den funktional zuständigen Ministern übermittelt, falls es sich um die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung, die Einrichtungen des Typs 1 und 2 oder um die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" und die regionalen Unternehmen handelt.»

Art. 27 - In das durch Artikel 24 eingefügte Kapitel IV wird ein Artikel 52/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 52/2 - Unbeschadet der Anwendung spezifischer gesetzlicher Bestimmungen bestimmt die Regierung die Modalitäten für die Zusammenarbeit zwischen den jeweiligen Beteiligten, die mit der Kontrolle und dem Audit der öffentlichen Verwaltungseinheiten beauftragt sind.»

Art. 28 - In Buch II desselben Dekrets werden die Wörter "Titel VII - Bestimmungen in Bezug auf die Beitreibung des festgestellten Anrechte, mit Ausnahme der Steuern" zwischen den Artikeln 52 und 53 durch die Wörter "Titel VI - Bestimmungen in Bezug auf die Beitreibung des festgestellten Anrechte, mit Ausnahme der Steuern" ersetzt.

Art. 29 - In Artikel 56, 1 Ziffer 2° desselben Dekrets werden die Wörter "Titel XI" durch die Wörter "Titel X" ersetzt.

Art. 30 - In Buch II desselben Dekrets werden die Wörter "Titel VIII - Bestimmungen in Bezug auf die Gewährung von Zuschüssen und Preisen" werden durch die Wörter "Titel VII - Bestimmungen in Bezug auf die Gewährung von Zuschüssen und Preisen" ersetzt.

Art. 31 - In Buch II desselben Dekrets werden die Wörter "Titel IX - Bestimmungen in Bezug auf die nicht mehr benutzten Güter" durch die Wörter "Titel VIII - Bestimmungen in Bezug auf die nicht mehr benutzten Güter" ersetzt.

Art. 32 - In Buch II desselben Dekrets werden die Wörter "Titel X - Auf die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung anwendbare Bestimmungen" durch die Wörter "Titel IX - Auf die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung anwendbare Bestimmungen" ersetzt.

Art. 33 - Artikel 68 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«2° ein Jahreshaushaltsplan wird von der Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung nach von der Regierung festgelegten Formvorschriften und Modalitäten aufgestellt. Dieser Haushaltsplan umfasst alle in Artikel 4 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen definierten Einnahmen und Ausgaben, die in Übereinstimmung mit der wirtschaftlichen Klassifikation in Basisartikel aufgeteilt werden;»

b) er wird durch eine Ziffer 2/1 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«2°/1 Gemäß Artikel 16/11 und 16/12 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen wird der Jahreshaushaltsplan mit Informations- und Rechtfertigungsunterlagen bekräftigt. Bei der Erstellung ihres ursprünglichen Haushaltsplanes fügt die Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung eine mehrjährige Vorausberechnung ihrer Einnahmen und Ausgaben über mindestens drei Jahre, unter unverändert bleibender Politik, bei; diese Einnahmen und Ausgaben werden ggf. berichtet, um das ihr festgesetzte Haushaltsziel zu erreichen;»

c) er wird durch eine Ziffer 2/2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«2°/2 - Die Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung legt die Art und Weise dar, wie das ihr von der Regierung vorgegebene Ziel erreicht wird;»

d) Ziffer 4 wird durch folgenden Wortlaut ergänzt: ", und höchstens bis zur Höhe ihrer Realisierungen;»

e) Ziffer 10 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«10° legt er sein Amt nieder, so übermittelt der Einnehmer oder der Kassensführer dem Verantwortlichen für die Dienststelle sofort die vollständigen Buchführungs- und Haushaltsangaben;»

Art. 34 - In Artikel 69 desselben Dekrets werden die Absätze 1 und 2 durch Folgendes ersetzt:

«Der Vorentwurf zum Jahreshaushaltsplan der Einnahmen und der Ausgaben jeder Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung wird den funktional zuständigen Ministern nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten übermittelt.

Der Haushaltsentwurf der Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung wird in den Dekretentwurf zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region eingefügt. Unter den Bestimmungen dieses Dekretentwurfs werden zwecks Genehmigung durch das Parlament der Gesamtbetrag der Einnahmen und der Gesamtbetrag der Ausgaben der betreffenden Verwaltungsdienststellen angeführt.

Ist der in Absatz 2 erwähnte Haushaltsentwurf am ersten Januar des Haushaltsjahres nicht genehmigt worden, so finden die Bestimmungen von Artikel 12 auf die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung Anwendung.»

Art. 35 - In Buch II desselben Dekrets wird ein Artikel 69/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 69/1 - Gemäß den Bestimmungen des Artikels 6 des Gesetzes über allgemeine Bestimmungen hält jede Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung eine allgemeine Buchführung gemäß den gewöhnlichen Regeln der doppelten Buchführung. Die Bestimmungen der Artikel 30 bis 35 finden Anwendung auf die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten.

Durch die Haushaltsbuchführung soll eine ständige Überwachung der Einhaltung der vom Parlament gewährten Zulassungen und der Ausführung des Haushaltsplans gewährleistet sein. Sie ist in die allgemeine Buchführung eingegliedert.»

Art. 36 - In demselben Dekret wird Artikel 71 durch Folgendes ersetzt:

«Art. 71 - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 51 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen findet die in den Artikel 48 und 49 erwähnte Verwaltungs- und Haushaltskontrolle auf die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten Anwendung.»

Art. 37 - In demselben Dekret wird Artikel 72 durch Folgendes ersetzt:

«Art. 72 - Der Rechnungshof:

1° übt seine Kontrolle über die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung gemäß Artikel 10 § 1 und 3 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen aus;

2° nimmt gemäß den Bestimmungen von Artikel 52 § 1 die Zertifizierung der nach den Modalitäten von Artikel 73 erstellten Jahresabschlüsse der Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung vor.»

Art. 38 - In Artikel 73 desselben Dekrets wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

«Der Jahresabschluss jeder Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung wird vor dem 31. März des Jahres, das auf das Haushaltsjahr folgt, den funktional zuständigen Ministern und dem Minister für Haushalt übermittelt, der die Aufgabe hat, ihn spätestens am darauffolgenden 15. April dem Rechnungshof vorzulegen. Der Hof übermittelt dem Parlament die Jahresabschlüsse gemeinsam mit seinen Anmerkungen spätestens am Ende des darauffolgenden Monats Juni und informiert gleichzeitig den Minister für Haushalt, der diese Anmerkungen den funktional zuständigen Ministern weiterleitet.»

Art. 39 - In Buch II desselben Dekrets werden die Wörter "Titel XI - Bestimmungen in Bezug auf die Verjährung" zwischen den Artikeln 73 und 74 durch die Wörter "Titel X - Bestimmungen in Bezug auf die Verjährung" ersetzt.

Art. 40 - In Artikel 74 desselben Dekrets werden die Wörter "Einheiten" durch die Wörter "öffentlichen Verwaltungseinheiten, mit Ausnahme der Einrichtungen des Typs 3," ersetzt.

Art. 41 - In Artikel 75 desselben Dekrets werden die Wörter "Einheiten" durch die Wörter "in Artikel 74 erwähnten öffentlichen Verwaltungseinheiten" ersetzt.

Art. 42 - In Buch II desselben Dekrets werden die durch das Dekret vom 23. Dezember 2013 eingefügten Wörter "Titel XII - "Haushalts-, soziale, wirtschaftliche und ökologische Ziele" durch die Wörter "Titel XI - Haushalts-, soziale, wirtschaftliche und ökologische Ziele" ersetzt.

Art. 43 - In den durch das Dekret vom 23. Dezember 2013 eingefügten Artikel 78 § 2 Ziffer 1 desselben Dekrets wird das Wort "[wirtschaftlichen]" durch das Wort "wirtschaftlichen" ersetzt.

Art. 44 - In demselben Dekret wird zwischen Artikel 78 und 79 ein "Buch III" mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Auf die Einrichtungen, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", die regionalen Unternehmen, das Parlament und den Vermittlungsdienst anwendbare Bestimmungen.»

Art. 45 - In Buch III desselben Dekrets wird ein "Titel I" mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Bestimmungen in Bezug auf die Struktur und den Inhalt des Haushalts».

Art. 46 - In Buch III, Titel I desselben Dekrets wird ein "Kapitel I" mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Gemeinsame Bestimmung»

Art. 47 - In Kapitel I, eingefügt durch Artikel 45 wird ein Artikel 79 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 79 - § 1 - Für jede Einrichtung und jedes regionale Unternehmen, sowie für die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" wird ein Jahreshaushaltsplan erstellt. Dieser Haushaltsplan umfasst alle Einnahmen und alle Ausgaben, ungeachtet ihrer Herkunft und Ursache. Das Haushaltsjahr stimmt mit dem Kalenderjahr überein.

Unter Einnahmen versteht man die von der Einrichtung, dem regionalen Unternehmen oder der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" aufgrund ihrer/seiner Beziehungen mit Dritten festgestellten Ansprüche.

Unter Ausgaben versteht man alle zu Lasten der Einrichtung, des regionalen Unternehmens oder der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" gegenüber Dritten festgestellten Ansprüche.

§ 2 - Die Bestimmungen von Paragraph 1 finden Anwendung auf das Parlament und den Vermittlungsdienst.»

Art. 48 - In Buch III, Titel I desselben Dekrets wird ein "Kapitel II" mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Spezifische Bestimmungen»

Art. 49 - In Kapitel II, eingefügt durch Artikel 47 wird ein Artikel 80 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 80 - Gemäß den Artikeln 16/11 und 16/12 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen bekräftigen alle Einrichtungen sowie die regionalen Unternehmen und die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" vom Amte wegen ihren Haushaltsplan mit Informations- und Rechtfertigungsunterlagen. Bei der Erstellung ihres ursprünglichen Haushaltsplanes fügen sie ihm eine mehrjährige Vorausberechnung ihrer Einnahmen und Ausgaben über mindestens drei Jahre, unter unverändert bleibender Politik, bei; diese Einnahmen und Ausgaben werden ggf. berichtigt, um das ihnen vorgegebene Haushaltsziel zu erreichen.

Die Regierung legt die Form der gemäß Absatz 1 erforderlichen Unterlagen fest.»

Art. 50 - In Kapitel II, eingefügt durch Artikel 47 wird ein Artikel 81 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 81 - § 1 - Alle Einrichtungen und regionalen Unternehmen sowie die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" übermitteln ihren ursprünglichen Haushaltsplan und ihren angepassten Haushaltsplan nach den Anweisungen, einschließlich des Zeitplans, die von der Regierung gemäß Artikel 10 beschlossen und von dem Minister für Haushalt mitgeteilt werden.

Die Regierung kann die Übertragung von Mitteln auf die Einrichtungen, die regionalen Unternehmen und die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", die diese in Anspruch nehmen, durch begründeten Beschluss verhindern oder aufheben, wenn sie versäumen, ihren Haushaltsplan vorzulegen.

§ 2 - Die Haushaltspläne der Einrichtungen, der regionalen Unternehmen und der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" müssen den durch die Regierung bestimmten Haushalts- und Finanzzielen der Wallonischen Region genügen. Zu diesem Zweck werden sie ggf. infolge der in Artikel 10 erwähnten Anpassung des Ausgabenhaushaltsplanes angepasst.»

Art. 51 - In dasselbe Kapitel II, eingefügt durch Artikel 47, wird ein Artikel 82 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 82 - § 1 - Alle Einrichtungen des Typs 1 und 2, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" und die regionalen Unternehmen legen die Art und Weise dar, wie das ihnen von der Regierung vorgelegte Ziel erreicht wird, wobei ggf. die zusätzlichen Einkünfte, die insbesondere in Eigeneinnahmen oder in Abhebungen von den Rücklagen oder in der Aufnahme von Anleihen bestehen, unterschieden werden.

§ 2 - Die Eintragung in den Haushaltsplan einer Abhebung von den Rücklagen oder der Aufnahme einer Anleihe bedarf der vorherigen Zustimmung der Regierung.»

Art. 52 - In dasselbe Kapitel II, eingefügt durch Artikel 47, wird ein Artikel 83 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 83 - Für die Einrichtungen des Typs 1 und 2 und die regionalen Unternehmen müssen alle Ausgaben vorher aufgrund von Verpflichtungen gebunden worden sein, um als zahlbar festgestellt zu werden. Für jede Ausgabe bestehen im Haushaltsplan eine Verpflichtungsermächtigung und ein Ausgabenfeststellungskredit.

Diese Mittel sind einschränkend, mit Ausnahme der Ausgabenfeststellungskredite, wenn ihre Bezeichnung sie als nicht einschränkende Haushaltsmittel identifiziert. Diese Möglichkeit beschränkt sich auf die Ausgaben, deren Volumen im Laufe des Haushaltsjahres je nach den zweckgebundenen Eigeneinnahmen variieren kann, auf die Ausgaben der Untergruppe 11 der wirtschaftlichen Klassifikation oder auf die Ausgaben infolge von gerichtlichen Verfahren oder Beschlüssen. Die vorherige Zustimmung des Aufsichtsministers und des Ministers für Haushalt ist erforderlich.»

Art. 53 - In dasselbe Kapitel II, eingefügt durch Artikel 47, wird ein Artikel 84 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 84 - § 1 - Für die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" müssen alle Ausgaben des in dem Wallonischen Gesetzbuch für soziale Maßnahmen und Gesundheit genannten Verwaltungshaushaltsplanes vorher aufgrund von Verpflichtungen gebunden worden sein, um als zahlbar festgestellt zu werden. Für jede Ausgabe bestehen im Haushaltsplan eine Verpflichtungsermächtigung und ein Ausgabenfeststellungskredit.

Diese in dem Verwaltungshaushaltsplan eingetragenen Mittel sind einschränkend, mit Ausnahme der Ausgabenfeststellungskredite, wenn ihre Bezeichnung sie als nicht einschränkende Haushaltsmittel identifiziert. Diese Möglichkeit beschränkt sich auf die Ausgaben, deren Volumen im Laufe des Haushaltsjahres je nach den zweckgebundenen Eigeneinnahmen variieren kann, auf die Ausgaben der Untergruppe 11 der wirtschaftlichen Klassifikation oder auf die Ausgaben infolge von gerichtlichen Verfahren oder Beschlüssen. Die vorherige Zustimmung des Aufsichtsministers und des Ministers für Haushalt ist erforderlich.

§ 2 - Die für die paritätischen Aufgaben der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit bereitgestellten Mittel sind einschränkend, mit Ausnahme der Abweichungen und unter den durch dasselbe Gesetzbuch vorgesehenen Bedingungen.

§ 3 - Die für die anderen Aufgaben als die paritätischen Aufgaben der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit bereitgestellten Mittel sind einschränkend.

Art. 54 - In dasselbe Kapitel II, eingefügt durch Artikel 47, wird ein Artikel 85 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 85 - Wenn die Einrichtung ermächtigt ist, Anleihen aufzunehmen, wird der Höchstbetrag, für den die Bürgerschaft der Region gewährt werden kann, im maßgebenden Text des Dekrets zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplanes der Region angegeben.»

Art. 55 - In dasselbe Kapitel II, eingefügt durch Artikel 47, wird ein Artikel 86 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 86 - Die Regierung kann spezifische Haushaltsstrukturen für jede Einrichtungskategorie und für die regionalen Unternehmen sowie für die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" erlassen. Sie beachten die wirtschaftliche Klassifikation der Einnahmen und der Ausgaben.»

Art. 56 - In Buch III desselben Dekrets wird ein "Titel II" mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Bestimmungen in Bezug auf die Genehmigung des Haushaltsplanes».

Art. 57 - In Buch III, Titel II desselben Dekrets wird ein Artikel 87 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 87 - § 1 - Der Aufsichtsminister stellt den Haushaltsentwurf der Einrichtungen des Typs 1 und der regionalen Unternehmen auf und übermittelt ihn dem Minister für Haushalt.

Die Regierung legt die Formen und die Modalitäten für diesen Haushaltsentwurf fest; dieser wird in den in Artikel 10 erwähnten Entwurf des Dekrets zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplanes eingegliedert.

Die Bestimmungen des in Absatz 2 erwähnten Dekretentwurfs geben je Einrichtung des Typs 1 und je regionales Unternehmen den Gesamtbetrag der Einnahmen und den Gesamtbetrag der Ausgaben an, die in ihrem individuellen Haushaltsplan eingetragen sind.

Die Verabschiedung des Ausgabenhaushaltsplanes hat die Genehmigung jeder seiner Haushaltspläne zur Folge.

§ 2 - Die Geschäftsführungsorgane stellen den Haushaltsentwurf der Einrichtungen des Typs 2 auf; dieser wird von dem Aufsichtsminister genehmigt, der ihn dem Minister für Haushalt übermittelt. Ihm wird eine Einzeldarstellung zur Rechtfertigung und Erläuterung der Einnahmen und Ausgaben hinsichtlich der Aufgaben, die der betroffenen Einrichtung anvertraut worden sind, beigefügt.

Der Haushaltsplan der Einrichtungen des Typs 2 und seine Einzeldarstellung oder, mangels dessen, ein durch die Geschäftsführungsorgane aufgestellter Haushaltsentwurf wird der in Artikel 9 § 1 Ziffer 2 erwähnten Einzeldarstellung beigefügt.

Der Aufsichtsminister übermittelt den endgültigen Haushaltsplan dem Parlament innerhalb von zwei Monaten nach dessen Genehmigung.

§ 3 - Die Geschäftsführungsorgane stellen den Haushaltsentwurf der Einrichtungen des Typs 3 auf, genehmigen ihn und übermitteln ihn den Aufsichtsministern, die ihn dem Minister für Haushalt übermitteln.

§ 4 - Dem Wallonischen Gesetzbuch für soziale Maßnahmen und Gesundheit gemäß besteht der Haushaltsentwurf der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" aus einem Teil, der sich auf die Verwaltung bezieht, einem Teil, der sich auf die der paritätischen Aufgaben bezieht und einem Teil über die Aufgaben, die keine paritätischen Aufgaben sind.

Der allgemeine Rat erstellt gemäß dem Wallonischen Gesetzbuch für soziale Maßnahmen und Gesundheit den Teil des Haushaltsentwurfs, der sich auf die Verwaltung bezieht, sowie den Teil bezüglich der paritätischen Aufgaben. Ihnen wird eine Einzeldarstellung zur Rechtfertigung und Erläuterung der Einnahmen und Ausgaben hinsichtlich der Aufgaben, die der Agentur anvertraut werden, beigefügt.

Der Aufsichtsminister stellt auf Vorschlag des allgemeinen Rats gemäß dem Wallonischen Gesetzbuch für soziale Maßnahmen und Gesundheit den Teil des Haushaltsplanes, der sich auf die Aufgaben, die keine paritätischen Aufgaben sind, bezieht, auf; dieser wird eine Einzeldarstellung zur Rechtfertigung und Erläuterung der Einnahmen und Ausgaben beigefügt.

Die Regierung genehmigt den Haushaltsentwurf.

Der Haushaltsplan oder mangels dessen, ein Haushaltsentwurf wird der in Artikel 9 § 1 Ziffer 2 erwähnten Einzeldarstellung beigefügt.

Der endgültige Haushaltsplan wird dem Parlament übermittelt.

§ 5 - die in den Paragraphen 1 bis 4 angeführten Regeln finden Anwendung auf die Anpassungen der besagten Haushaltspläne im Laufe des Jahres.

§ 6 - Der Haushaltsplan des Parlaments und der Haushaltsplan des Vermittlungsdienstes werden gemäß den ihnen anwendbaren Regeln aufgestellt und von dem Parlament genehmigt.

Die Anpassungen der Haushaltspläne im Laufe des Jahres werden auf gleiche Weise vorgenommen.»

Art. 58 - In Buch III, Titel II desselben Dekrets wird ein Artikel 88 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 88 - Die Haushaltspläne der Einrichtungen des Typs 1 und der regionalen Unternehmen eines Haushaltsjahres werden spätestens am 31. Dezember des vorangehenden Jahres genehmigt.

Die Anpassungen werden spätestens am 31. Dezember des laufenden Haushaltsjahres genehmigt.»

Art. 59 - In Buch III, Titel II desselben Dekrets wird ein Artikel 89 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 89 - § 1 - Wird der Haushaltsplan am 1. Januar des Haushaltsjahres nicht gemäß Artikel 88 genehmigt, so finden die Bestimmungen von Artikel 12 Anwendung auf die Einrichtungen des Typs 1 und auf die regionalen Unternehmen.

§ 2 - Für die Einrichtungen des Typs 2 steht die Tatsache, dass der Haushaltsplan am ersten Tag des Haushaltsjahres nicht genehmigt worden ist, der Verwendung der im Entwurf zum Haushaltsplan eingetragenen Mittel nicht im Wege, außer wenn es sich um grundsätzlich neuartige Ausgaben handelt, für die im Haushaltsplan des vorigen Jahres keine Genehmigung vorliegt.

§ 3 - Für die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" steht die Tatsache, dass der Haushaltsplan am ersten Tag des Haushaltsjahres nicht genehmigt worden ist, der Verwendung der im Entwurf zum Haushaltsplan eingetragenen Mittel nicht im Wege.

Die im vorigen Absatz angeführte Bestimmung findet Anwendung weder auf die im Haushaltsplan der Aufgaben eingetragenen grundsätzlich neuartigen Ausgaben, für die im Haushaltsplan der vorigen Jahre keine Genehmigung vorliegt, noch auf die im Verwaltungshaushaltsplan eingetragenen Ausgaben, für welche die Kommissare der Regierung ein ungünstiges Gutachten wegen Nichtübereinstimmung mit den Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen oder mit den Bestimmungen des Geschäftsführungsvertrags, die eine haushaltsmäßige oder finanzielle Tragweite haben, abgegeben haben.»

Art. 60 - In Buch III desselben Dekrets wird ein "Titel III" mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Bestimmungen über die Ausführung des Haushaltsplans und die Haushaltsbuchführung».

Art. 61 - In Buch III, Titel III desselben Dekrets wird ein "Kapitel I" mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Gemeinsame Bestimmung».

Art. 62 - In Kapitel I, eingefügt durch Artikel 60, wird ein Artikel 90 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 90 - Durch die Haushaltsbuchführung soll eine ständige Überwachung der Einhaltung der vom Parlament gewährten Zulassungen und der Ausführung des Haushaltsplans gewährleistet sein. Sie wird in die in Kapitel IV des vorliegenden Titels erwähnte allgemeine Buchführung eingegliedert.»

Art. 63 - In Buch III Titel III desselben Dekrets wird ein Kapitel II mit der Überschrift "Besondere Bestimmungen" eingefügt.

Art. 64 - In das durch Artikel 62 eingefügte Kapitel II wird ein Artikel 91 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 91 - § 1 - Für ein bestimmtes Haushaltsjahr werden auf den Haushaltsplan der Einrichtungen des Typs 1 und 2, der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" und der regionalen Unternehmen angerechnet:

1° bei den Einnahmen: die zugunsten der Einrichtung, der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" oder des regionalen Unternehmens während dieses Haushaltsjahres festgestellten Ansprüche;

2° bei den Ausgaben:

a) zu Lasten der Verpflichtungsermächtigungen: die Beträge, für die im Laufe des Haushaltsjahres Verpflichtungen eingegangen werden;

b) zu Lasten der Ausgabenfeststellungskredite, die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres aufgrund von festgestellten Ansprüchen, die sich aus den vorher eingegangenen Verpflichtungen ergeben, als zahlbar festgestellt werden;

Der Haushaltssaldo ergibt sich aus dem Unterschied zwischen den angerechneten Einnahmen und den festgestellten Ausgaben.

§ 2 - Für die Einrichtungen des Typs 1 und die regionalen Unternehmen können die am 31. Dezember des betreffenden Haushaltsjahres festgestellten Ansprüche bis zum 31. Januar des folgenden Jahres auf die Verpflichtungsermächtigungen und Ausgabenfeststellungskredite des Haushaltsplans angerechnet werden. Ansonsten werden sie auf die Verpflichtungsermächtigungen und Ausgabenfeststellungskredite des folgenden Haushaltsjahres angerechnet.

§ 3 - Die Ausgabenfeststellungskredite, die am Ende des Haushaltsjahres nicht beansprucht worden sind, verfallen.»

Art. 65 - In dasselbe durch Artikel 62 eingefügte Kapitel II wird ein Artikel 92 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 92 - Mangels besonderer gesetzlicher oder verordnungsrechtlicher Bestimmungen buchen die Einrichtungen des Typs 1 und 2, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" und die regionalen Unternehmen in ihrer Haushaltsbuchführung einerseits, zu Lasten der Verpflichtungsermächtigungen, die Beträge, für die Verpflichtungen eingegangen werden, und andererseits, zu Lasten der Ausgabenfeststellungskredite, die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres als zahlbar festgestellt wurden.

Bau-, Liefer- und Dienstleistungsverträge und -aufträge sowie sonstige Handlungen, aus denen nicht bedingte Verbindlichkeiten gegenüber Dritten entstehen, werden den Drittpersonen nur dann notifiziert, nachdem ihr Betrag auf die vorgesehenen Verpflichtungsermächtigungen angerechnet worden sind.

Bedingte Verbindlichkeiten werden bis zur Erfüllung der Bedingungen in Klasse 0 der allgemeinen Buchführung gebucht. Die anderen Ausgaben werden auf Vorlage eines internen Belegstücks, in dem das Vorhandensein und das genaue Ausmaß der Verpflichtung festgestellt werden, auf die Verpflichtungsermächtigungen angerechnet.

Die zugelassenen Verpflichtungsermächtigungen, die am Abschluss des Haushaltsjahres nicht beansprucht worden sind, verfallen.»

Art. 66 - In dasselbe durch Artikel 62 eingefügte Kapitel II wird ein Artikel 93 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 93 - § 1 - Insofern der Gesamtbetrag der zugelassenen Mittel beachtet wird, können die Verpflichtungsermächtigungen und die einschränkenden Ausgabenfeststellungskredite, die in den Haushaltsplänen der Einrichtungen des Typs 1 und der regionalen Unternehmen gebucht sind, im Laufe des Haushaltsjahres umverteilt werden, unter der Bedingung, dass der Minister für Haushalt und der Aufsichtsminister sich vorab damit einverstanden erklärt haben.

Aus jeglicher Umverteilung ausgeschlossen sind die Haushaltsmittel, die in den Ausgabenartikeln der Gruppen 8 und 9 der wirtschaftlichen Klassifikation gebucht sind, sowie die nicht einschränkenden Ausgabenfeststellungskredite, es sei denn, diese Mittel werden benutzt, um Ausgaben der Untergruppe 11 der wirtschaftlichen Klassifikation zu decken.

§ 2 - Insofern der Gesamtbetrag der zugelassenen Mittel beachtet wird, können die Verpflichtungsermächtigungen und die einschränkenden Ausgabenfeststellungskredite, die in den Haushaltsplänen der Einrichtungen des Typs 2 gebucht sind, im Laufe des Haushaltsjahres umverteilt werden, unter der Bedingung, dass die Geschäftsführungsorgane und der Aufsichtsminister sich vorab damit einverstanden erklärt haben.

Aus jeglicher Umverteilung ausgeschlossen sind die Haushaltsmittel, die in den Ausgabenartikeln der Gruppen 8 und 9 der wirtschaftlichen Klassifikation gebucht sind, sowie die nicht einschränkenden Ausgabenfeststellungskredite, es sei denn, diese Mittel werden benutzt, um Ausgaben der Untergruppe 11 der wirtschaftlichen Klassifikation zu decken.

§ 3 - Insofern der Gesamtbetrag der zugelassenen Mittel beachtet wird, können die Verpflichtungsermächtigungen und die einschränkenden Ausgabenfeststellungskredite, die in den Haushaltsplänen der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" gebucht sind, im Laufe des Haushaltsjahres umverteilt werden, unter der Bedingung, dass der "Conseil général" in Übereinstimmung mit dem Wallonischen Gesetzbuch für soziale Maßnahmen und Gesundheit und der Aufsichtsminister, was den Verwaltungshaushaltsplan und den Haushaltsplan der paritätischen Aufgaben betrifft, und der Minister für Haushalt und der Aufsichtsminister, was die nicht paritätischen Aufgaben betrifft, sich vorab damit einverstanden erklärt haben.»

Art. 67 - In Buch III desselben Dekrets wird ein Titel IV mit der Überschrift "Bestimmungen in Bezug auf die allgemeine Buchführung" eingefügt.

Art. 68 - In Buch III Titel IV Kapitel IV desselben Dekrets wird ein Artikel 94 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 94 - § 1 - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 6 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen halten die Einrichtungen, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" und die regionalen Unternehmen eine allgemeine Buchführung nach den gewöhnlichen Regeln der doppelten Buchführung.

§ 2 - Die Regeln in Bezug auf die allgemeine Buchführung nach Artikel 30 und 32 bis 35 durch die Einheit sind auf die Einrichtungen des Typs 1 und 2, auf die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" und auf die regionalen Unternehmen anwendbar.

In Abweichung von Artikel 30 und insoweit kein spezifischer Kontenplan kraft grundlegender oder verordnungsrechtlicher Bestimmungen vorliegt, halten die Einrichtungen des Typs 1 und 2, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" oder die regionalen Unternehmen ihre allgemeine Buchführung, indem sie einen der folgenden Kontenpläne beachten:

1° entweder den Kontenplan nach Artikel 5 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen;

2° oder den Mindestkonteneinheitsplan nach dem Königlichen Erlass vom 12. September 1983 zur Festlegung des Inhalts und der Gliederung eines Mindestkonteneinheitsplans oder in Übereinstimmung mit dem Konteneinheitsplan nach dem Anhang des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2003 über die Buchhaltungspflichten und die Offenlegung des Jahresabschlusses bestimmter Einrichtungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, internationaler Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Stiftungen.

In Bezug auf Ziffer 2 haben die öffentlichen Verwaltungseinheiten folgende Pflichten:

a) anhand einer eindeutigen und ständigen Übereinstimmungstabelle stellen sie für alle verwendeten Konten eine Verbindung zu dem Kontenplan nach Ziffer 1 her;

b) sie ergänzen die Angaben, die aufgrund der Rubriken in Klasse 0 des Kontenplans nach Ziffer 1 in den Rechten und Verpflichtungen außerhalb der Bilanz stehen müssen.

Die Regierung bestimmt das Muster für die unter a) genannte Übereinstimmungstabelle.»

Art. 69 - In Buch III Titel IV desselben Dekrets wird ein Artikel 95 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 95 - Jede Einrichtung des Typs 1 und 2 und jedes regionale Unternehmen sowie die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" bestimmen die Regeln für die Einschätzung, die Abschreibungen, die Bildung von Rückstellungen für Risiken und Aufwendungen sowie die Regeln für die Wertminderung und Neubewertung unter Einhaltung der Bestimmungen des Buchhaltungsrechts, denen sie/es unterliegt. Diese Regeln werden von der zuständigen Behörde genehmigt und in dem Anhang zum allgemeinen Konto gerechtfertigt. Ihre Anwendung muss von einem Haushaltsjahr zum anderen gleich bleiben.»

Art. 70 - In Buch III Titel IV desselben Dekrets wird ein Artikel 96 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 96 - Was die Einrichtungen des Typs 1 und 2, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" sowie die regionalen Unternehmen betrifft, müssen die in der allgemeinen Buchführung zu verbuchenden Geschäfte, die ebenfalls einer Buchung in der Haushaltsbuchführung bedürfen, vorher festgestellt worden sein; sie werden dann gleichzeitig in der Haushaltsbuchführung verbucht.»

Art. 71 - In Buch III desselben Dekrets wird ein Titel V mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Bestimmungen in Bezug auf die Berichterstattung".

Art. 72 - In Buch III Titel V desselben Dekrets wird ein Kapitel I mit der Überschrift "Jahresgesamtrechnung" eingefügt.

Art. 73 - In das durch Artikel 71 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel 97 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 97 - § 1 - Jedes Jahr erstellen die Einrichtungen des Typs 1 und 2, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" und die regionalen Unternehmen ihre allgemeines Konto für das abgelaufene Haushalts- und Rechnungsjahr:

1° zum 31. März, was die Einrichtungen des Typs 1 und die regionalen Unternehmen betrifft,

2° zum 30. April, was die Einrichtungen des Typs 2 und die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" betrifft.

Das allgemeine Konto umfasst:

1° die Bilanz;

2° die auf der Grundlage der Aufwendungen und Erträge erstellte Erfolgsrechnung;

3° die Rechnungslegung zur Ausführung des Haushalts, die in derselben obligatorischen Form wie der genehmigte Haushaltsplan ausgestellt wird, und in der die Veranschlagung der Einnahmen und genehmigten Ausgaben zum Vorschein kommt, wobei gegenüber dieser Angaben einerseits die in den Einnahmen verbuchten festgestellten Ansprüche und andererseits die in den Ausgaben verbuchten festgestellten Ansprüche stehen;

4° einen Anhang, der insbesondere folgende Unterlagen umfasst:

- a) eine Zusammenfassung der Regeln für die Einschätzung und die Abschreibungen;
- b) eine Aufstellung der Schwankungen der immateriellen, materiellen und finanziellen Aktiva mit den einschlägigen Erläuterungen;
- c) eine Aufstellung der Forderungen und Verbindlichkeiten;
- d) ein Bestandsverzeichnis der Barmittel und Anlagen;
- e) ein ausführliches Verzeichnis der Ansprüche und Verpflichtungen außerhalb der Bilanz;
- f) gegebenenfalls eine Rechtfertigung für die Bildung einer Rückstellung für Risiken und Aufwendungen;
- g) einen Bericht, durch den der Haushaltssaldo und das Ergebnis aus der Differenz zwischen den in der allgemeinen Buchführung eingetragenen Aufwendungen und Erträgen in Einklang gebracht werden können.

§ 2 - Die in dem Bericht nach § 1 Absatz 2 Ziffer 4 Buchstabe g) genannten Beträge sind diejenigen, die am 31. Dezember des abgelaufenen Rechnungs- und Haushaltsjahres verabschiedet wurden.

§ 3 - Die Behörden, die den Haushaltsplan der Einrichtungen, der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" und der regionalen Unternehmen genehmigen, erfüllen die gleiche Aufgabe hinsichtlich ihrer eigenen Jahresgesamtrechnung.»

Art. 74 - In Buch III Titel V desselben Dekrets wird ein Kapitel II mit der Überschrift "Zwischenrechnungen" eingefügt.

Art. 75 - In das durch Artikel 73 eingefügte Kapitel II wird ein Artikel 98 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 98 - Unbeschadet der einschlägigen Bestimmungen in ihrem jeweiligen Grundlagendekret oder im auf sie anwendbaren Buchhaltungsrecht erstellen die Einrichtungen des Typs 1 und 2, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" und die regionalen Unternehmen Zwischenrechnungen vor den Haushaltsanpassungen im Laufe des Haushaltsjahres.»

Art. 76 - In Buch III desselben Dekrets wird ein Titel VI mit folgendem Wortlaut eingefügt: "Bestimmungen in Bezug auf die Kontrollen".

Art. 77 - In Buch III Titel VI desselben Dekrets wird ein Kapitel I mit der Überschrift "Allgemeine Bestimmung" eingefügt.

Art. 78 - In das durch Artikel 76 eingefügte Kapitel I wird ein Artikel 99 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 99 - § 1 - Jede Einrichtung des Typs 1 und 2 und jedes regionale Unternehmen sowie die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" wenden in ihrer verwaltungstechnischen Organisation den Grundsatz der Trennung der Funktionen zwischen der Entscheidungs-, der Ausführungs-, der Buchungs-, der Zahlungs- und der Aufsichtsfunktion an.

§ 2 - Die Haushalts- und Buchhaltungsvorgänge werden schriftlich beschrieben und erfasst und bilden so eine deutliche, formalisierte und auf allen Ebenen aktuelle Dokumentation.»

Art. 79 - In Buch III Titel VI desselben Dekrets wird ein Kapitel II mit der Überschrift "Interne Kontrolle und internes Audit" eingefügt.

Art. 80 - In das durch Artikel 78 eingefügte Kapitel II wird ein Artikel 100 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 100 - § 1 - Das öffentliche Buchführungssystem umfasst eine interne Kontrolle und ein internes Audit.

Die in Artikel 46 festgelegten Ziele sind auf die Einrichtungen, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" und die regionalen Unternehmen anwendbar.

Die Regeln in Artikel 47 festgelegten Regeln in Sachen internes Audit sind auf die Einrichtungen des Typs 1 und die regionalen Unternehmen anwendbar.

§ 2 - Jedes Personalmitglied beteiligt sich unter Berücksichtigung seiner Aufgaben und Verantwortungsbereiche an der ordnungsgemäßen Anwendung des internen Kontrollsystems.»

Art. 81 - In Buch III Titel VI desselben Dekrets wird ein Kapitel III mit der Überschrift "Die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle" eingefügt.

Art. 82 - In das durch Artikel 78 eingefügte Kapitel III wird ein Artikel 101 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 101 - Die Regierung überwacht die Ausführung des Haushaltsplans und die Finanzverwaltung der Einrichtungen des Typs 1, der regionalen Unternehmen und der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", was ihren Haushaltsplan für die nicht paritätischen Aufgaben im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Maßnahmen und Gesundheit betrifft.

Die Regierung bestimmt die Durchführungsbestimmungen dieser Kontrolle, insbesondere die Inanspruchnahme der zu ihrer Bestimmung gestellten Finanzinspektoren und die Anwendung der Artikel 48 und 49.»

Art. 83 - In Buch III Titel VI desselben Dekrets wird ein Kapitel IV mit der Überschrift "Externe Kontrolle und Zertifizierung der allgemeinen Kontos" eingefügt.

Art. 84 - In das durch Artikel 82 eingefügte Kapitel IV wird ein Artikel 102 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 102 - § 1 - Gemäß Artikel 10 § 2 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen unterliegen die Einrichtungen des Typs 1 und 2, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" und die regionalen Unternehmen der Kontrolle des Rechnungshofs nach Artikel 50.»

§ 2 - Die Jahresabschlüsse und der Revisorbericht für die Einrichtungen des Typs 3 werden binnen dreißig Tagen nach der Zustimmung der Generalversammlung dem Rechnungshof übermittelt.

Unbeschadet des Geschäftsgeheimnisses kann der Rechnungshof dem Revisor Fragen in Verbindung mit seinem Bericht stellen.»

Art. 85 - In dasselbe durch Artikel 82 eingefügte Kapitel IV wird ein Artikel 103 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 103 - § 1 - Die Bestimmungen von Artikel 52 § 1 über die Zertifizierung durch den Rechnungshof sind ebenfalls auf die allgemeinen Konten der Einrichtungen des Typs 1 und der regionalen Unternehmen anwendbar.

§ 2 - Die allgemeinen Konten der Einrichtungen des Typs 2 und der "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" werden durch mindestens einen im öffentlichen Register des Instituts der Betriebsrevisor eingetragenen Rechnungsprüfer zertifiziert. Dessen Bericht wird zusammen mit dem zertifizierten allgemeinen Konto der Einrichtung spätestens am 31. Mai nach dem Haushaltsjahr, auf das er sich bezieht, der Regierung und dem Rechnungshof übermittelt.»

Art. 86 - In demselben Dekret, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 2013 werden die Wörter "Titel XIII - Sonstige Bestimmungen, Übergangsbestimmungen und Schlussbestimmungen" durch "Buch IV - Sonstige Bestimmungen, Übergangsbestimmungen und Schlussbestimmungen" ersetzt.

Art. 87 - In Buch IV desselben Dekrets werden die Wörter "Kapitel I - Sonstige Bestimmungen" durch die Wörter "Titel I - Sonstige Bestimmungen" ersetzt.

Art. 88 - Die Artikel 79 bis 83 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 2013, werden zu den Artikeln 104 bis 108.

Art. 89 - In Buch IV desselben Dekrets werden die Wörter "Kapitel II - Übergangsbestimmungen" durch die Wörter "Titel II - Übergangsbestimmungen" ersetzt.

Art. 90 - Artikel 108 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 2013, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 108 - Unbeschadet der Ausführung durch die Regierung der Bestimmungen von Buch III Titel 3 Kapitel 2 des Wirtschaftsgesetzbuches in Bezug auf die Buchhaltung der Unternehmen unterliegen die regionalen Unternehmen für die Rechnungs- und Haushaltsjahre vor dem in Artikel 114 vorliegenden Dekrets angegebenen Inkrafttredatum weiterhin den Bestimmungen von Titel III der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetzen über die Staatsbuchführung, die sich auf den Haushalt und dessen Ausführung, die Kontrolle sowie auf die Verwaltung und die Finanzen anwendbaren Bestimmungen beziehen.»

Art. 91 - In Kapitel II desselben Dekrets wird ein Artikel 109 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 109 - Die Verpflichtungen in Bezug auf die Jahresgesamtrechnung oder den Jahresabschluss der Einrichtungen und der regionalen Unternehmen für die Haushaltsjahre vor dem in Artikel 114 vorliegenden Dekrets angegebenen Inkrafttredatum bleiben diejenigen, die vor diesem Datum auf die öffentlichen Verwaltungseinheiten anwendbar waren.»

Art. 92 - In Buch IV desselben Dekrets werden die Wörter "Kapitel III - Aufhebungs- und Schlussbestimmungen" durch die Wörter "Titel III - Aufhebungs- und Schlussbestimmungen" ersetzt.

Art. 93 - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 110 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 110 - Das Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses wird für die unter vorliegendes Dekret fallenden Bereiche aufgehoben.»

Art. 94 - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 111 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 111 - Vorbehaltlich der Nichtübereinstimmung oder des Widerspruchs mit den Bestimmungen vorliegenden Dekrets bleiben die gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen mit grundlegender und statutarischer Tragweite, die für die öffentlichen Verwaltungseinheiten im Sinne vorliegenden Dekrets gelten, sowie die Bestimmungen, die in den Geschäftsführungsverträgen oder in sonstigen Vereinbarungen enthalten sind, anwendbar.»

Art. 95 - In Kapitel III desselben Dekrets wird ein Artikel 112 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 112 - § 1 - Es treten in Kraft:

1° am 1. Januar 2016:

a) die auf die Einheit anwendbaren Bestimmungen;

b) die Artikel 45/1 bis 45/3 in Bezug auf die Einrichtungen, die regionalen Unternehmen, die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", das Parlament, den Vermittlungsdienst und die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung;

c) die Bestimmungen von Buch III, die auf die "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" anwendbar sind. Der ursprüngliche Haushaltsplan der "Agence" für das Haushaltsjahr 2016 wird von der Regierung ausgearbeitet und genehmigt.

2° am 1. Januar 2017: die Bestimmungen von Buch II und Buch III, die auf die Einrichtungen, die regionalen Unternehmen, das Parlament, den Vermittlungsdienst und die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung anwendbar sind.

§ 2 - In Abweichung von Paragraph 1 und insbesondere in Anwendung von Artikel 10 § 1/1 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen bestimmt die Regierung das Inkrafttredatum der Artikel 52, 52/1 und 103, dies spätestens am 1. Januar 2020.»

KAPITEL II — Änderungen im Dekret vom 5. März 2008
zur Errichtung der "Agence wallonne de l'air et du climat"

Art. 96 - In Artikel 1 des Dekrets vom 5. März 2008 zur Errichtung der "Agence wallonne de l'air et du climat" wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

«Die "Agence wallonne de l'air et du climat" wird als Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung im Sinne des Artikels 2 Ziffer 5 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten errichtet. Sie wird nachstehend die "Agence" genannt.»

Art. 97 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Unter Einhaltung der durch das Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten festgelegten Verpflichtungen hat die "Agence" folgende Aufgaben:

- 1° die Erstellung eines jährlichen Haushaltsplans, der ihre gesamten Einnahmen und Ausgaben enthält;
- 2° eine allgemeine Buchführung gemäß den gewöhnlichen Regeln der doppelten Buchführung;
- 3° eine Haushaltsbuchführung in Verbindung mit der allgemeinen Buchführung;
- 4° die Einrichtung eines Systems der internen Kontrolle und des internen Audits;
- 5° die Erstellung eines Jahresabschlusses.»

*KAPITEL III — Änderungen im Wallonischen Gesetzbuch über das Wohnungswesen
und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse*

Art. 98. In Artikel 179 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

«Der Haushalt des Fonds wird vom Geschäftsführungsorgan erstellt und verabschiedet. Der Haushaltsplan oder in Ermangelung dessen ein Haushaltsentwurf wird der in Artikel 9 § 1 Ziffer 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten erwähnten Einzeldarstellung beigefügt.

Die Regierung übermittelt dem wallonischen Parlament den endgültigen Haushaltsplan des Fonds zur Information innerhalb von zwei Monaten ab dessen Verabschiedung.»

Art. 99 - Die Artikel 96 bis 98 des vorliegenden Dekrets treten am 1. Januar 2017 in Kraft.

ANHANG

Die in Artikel 3 § 1 Ziffer ° des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten erwähnten Einrichtungen werden folgendermaßen eingestuft:

Bezeichnung	ZDU-Nr.	Typ
AEI		Typ 3
Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (Wallonische Exportagentur) (AWEX)	267314479	Typ 2
Agence wallonne du numérique		Typ 3
Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (Wallonische Agentur für die Förderung einer Qualitätslandwirtschaft) (APAQ-W)	267400492	Typ 1
AGROBOS TECHNOLOGY	472437213	Typ 3
ARCEO	865732522	Typ 3
B.E. Fin	419202029	Typ 3
BIOTECH COACHING	883921903	Typ 3
Building	401632260	Typ 3
Caisse d'Investissement de Wallonie (Investitionskasse der Wallonie)	811463495	Typ 3
CAPITAL & CROISSANCE	890073384	Typ 3
Centre régional d'aide aux communes (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden) (CRAC)	254714773	Typ 1
Centre wallon de recherches agronomiques (Wallonisches Zentrum für agronomische Forschung) (CRA-W)	262172984	Typ 1
Subregionale Ausschüsse für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung		Typ 2
Commissariat général au tourisme (Generalkommissariat für Tourismus) (CGT)	898739543	Typ 1
Commission wallonne pour l'énergie (Wallonische Kommission für Energie) (CWAPE)	850260131	Typ 2
COMPAGNIE FINANCIERE DU VAL	866661841	Typ 3
Conseil Economique et Social de Wallonie (Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonie) (CESW)	216754517	Typ 3
Credissimo	403977482	Typ 3
Credissimo Hennegau	402495065	Typ 3
Crédit à l'épargne immobilière	401228127	Typ 3
Crédit social de la Province du Brabant wallon	400351068	Typ 3
Crédit social du Luxembourg	404370630	Typ 3

Bezeichnung	ZDU-Nr.	Typ
Crédit social logement	202268754	Typ 3
DGL MAINTENANCE SA	860911919	Typ 3
Ecole d'Administration Publique (Schule für öffentliche Verwaltung)		Typ 2
EcoTechnoPôle-Wallonie	809581596	Typ 3
ENTWICKLUNGS- UND BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT OSTBELGIENS	437216117	Typ 3
ESPACE FINANCEMENT	553753006	Typ 3
FINANCIERE D'ENTREPRISE ET DE RENOVATION IMMOBILIERE	873769961	Typ 3
Financière Spin-off luxembourgeoise	882104835	Typ 3
FIWAPAC	421988404	Typ 3
FONDS D'AIDES A L'INVESTISSEMENT TRANSFRONTALIER	464531317	Typ 3
FONDS DE CAPITAL A RIQUE DE L'INVEST MONS-BORINAGE-CENTRE	454259413	Typ 3
FONDS DE CAPITAL A RISQUE - CONVERGENCE	809505580	Typ 3
FONDS DE CAPITAL A RISQUE - OBJECTIF No 1 - DES ARRONDISSEMENTS DE CHARLEROI ET DE THUIN	454196164	Typ 3
Fonds de participation - Wallonie (Beitragsfonds - Wallonie)	554780018	Typ 3
Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne (Fonds zur Angleichung der Haushaltspläne)	0	Typ 1
INVESTMENTFONDS FÜR KULTURUNTERNEHMEN St'art	812088849	Typ 3
Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie) (FLFNW)	421102536	Typ 3
Fonds piscicole et halieutique (Wallonischer Fischzucht- und Fischereifonds)	0	Typ 1
Fonds wallon des calamités naturelles (Wallonischer Fonds für allgemeine Naturkatastrophen)	0	Typ 1
FOREIGN STRATEGIC INVESTMENTS HOLDING	480029442	Typ 3
GELIGAR	811443701	Typ 3
GEPART	871229947	Typ 3
Habitation Lambotte	402550889	Typ 3
HOCCINVEST - FONDS SPIN-OFF/SPIN-OUT	890497612	Typ 3
IMBC Convergence	809432039	Typ 3
IMBC SPINNOVA	870661013	Typ 3
IMMO-DIGUE	847284310	Typ 3
INNODEM	480662318	Typ 3
INNODEM2	809550122	Typ 3
Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises (Institut für ständige Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen)	254011128	Typ 3
Institut du patrimoine wallon (Institut für das wallonische Erbe) (IPW)	266436531	Typ 1
Institut scientifique de service public (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes) (ISSEP)	241530493	Typ 1
Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique (Studienzentrum der Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse) (IWEPS)	866518618	Typ 1
Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises (Wallonisches Institut für die alternierende Ausbildung und für die Ausbildung der Selbstständigen und der kleinen und mittleren Unternehmen) (IFAPME)	869559171	Typ 2
Institut wallon virtuel de recherche d'excellence dans les domaines des sciences de la vie (Wallonisches virtuelles Institut für Exzellenzforschung in den Bereichen Biowissenschaften)	812367476	Typ 3
INVEST SERVICES	428590738	Typ 3
INVESTPARTNER	808219836	Typ 3

Bezeichnung	ZDU-Nr.	Typ
INVESTSUD	424971945	Typ 3
LA FINANCIERE DU BOIS	882099588	Typ 3
La Maison ouvrière de l'arrondissement de Charleroi et du Sud-Hainaut	401553373	Typ 3
La Prévoyance	401778057	Typ 3
La Terrienne du crédit social	401417672	Typ 3
La Terrienne du Luxembourg	862775210	Typ 3
Le Crédit hypothécaire O. Bricoult	405631729	Typ 3
Le Crédit social et les Propriétaires réunis	401609593	Typ 3
Le PASS	462311896	Typ 3
Le Petit Propriétaire	402509715	Typ 3
Le Travailleur chez Lui	402439340	Typ 3
Lüttich Airport	440516788	Typ 3
Lüttich Airport-Security	894960602	Typ 3
LOCINVEST	428036749	Typ 3
L'Ouvrier chez Lui	401465578	Typ 3
LUXEMBOURG DEVELOPPEMENT	862540628	Typ 3
LUXEMBOURG DEVELOPPEMENT EUROPE	809720366	Typ 3
NAMUR CAPITAL RISQUE	860503925	Typ 3
NAMUR DEVELOPPEMENT COMPETITIVITE	809583675	Typ 3
NAMUR INVEST	456316803	Typ 3
NIVELLEASE	432218835	Typ 3
NOVALLIA	812008774	Typ 3
OFFICE ECONOMIQUE WALLON DU BOIS	816595290	Typ 3
Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung) (FOREm)	236363165	Typ 2
Autonomer Hafen Charleroi (PAC)	208201095	Typ 2
Autonomer Hafen Lüttich (PAL)		Typ 2
Autonomer Hafen Namur (PAN)		Typ 2
Autonomer Hafen Centre-Ouest (PACO)	475273274	Typ 2
PREFACE	473771358	Typ 3
Proxiprêt	401412625	Typ 3
S.R.I.W. (Société régionale d'investissement de Wallonie (Wallonische Investitionsgesellschaft für die Wallonie)UMWELT	426516918	Typ 3
S.R.I.W. FINANZEN	429547573	Typ 3
S.R.I.W. IMMOBILIEN	434854760	Typ 3
Synergie Wallonie	437249076	Typ 3
SAMANDA	480028848	Typ 3
SAMBRELEASE	430467687	Typ 3
SAMBRINVEST SPIN-OFF/SPIN-OUT	884341575	Typ 3
SILYA	477985712	Typ 3
SOCIETE D'ASSAINISSEMENT ET DE RENOVATION DES SITES INDUSTRIELS DU BRABANT WALLON	260639790	Typ 3
SOCIETE DE CAPITAL A RISQUE - OBJECTIF No1 DU HAINAUT OCCIDENTAL	454183890	Typ 3

Bezeichnung	ZDU-Nr.	Typ
Société de crédit pour habitations sociales	402324326	Typ 3
Société de Développement de l'Ouest du Brabant Wallon	460369126	Typ 3
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE LEASING DE LA REGION DE MONS, DU BORINAGE ET DU CENTRE	869752676	Typ 3
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE PARTICIPATION DE LA WALLONIE PICARDE	434279094	Typ 3
Société de Développement et de Participation du Bassin de Charleroi	427908867	Typ 3
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE PARTICIPATION DU BASSIN DE LIEGE	426624509	Typ 3
Société de Financement de Projets Structurants de l'Est du Brabant Wallon	807763936	Typ 3
SOCIETE DE FINANCEMENT DES EAUX	466557627	Typ 3
SOCIETE DE GESTION DU FRI DE LA REGION WALLONNE	240365703	Typ 3
SOCIETE D'ASSAINISSEMENT ET DE RENOVATION DES SITES INDUSTRIELS DU BRABANT WALLON	435532572	Typ 3
Société de Transport en Commun de Charleroi (Verkehrsgesellschaft Charleroi)	401567330	Typ 2
Société de Transport en Commun de Liège - Verviers (Verkehrsgesellschaft Lüttich-Verviers)	242319658	Typ 2
Société de Transport en Commun de Namur-Luxembourg (Verkehrsgesellschaft Namur-Luxembourg)	244309049	Typ 2
Société de Transport en Commun du Brabant wallon (Verkehrsgesellschaft Wallonisch Brabant)	244308059	Typ 2
Société de Transport en Commun du Hainaut (Verkehrsgesellschaft Hennegau)	244311524	Typ 2
SOCIETE DES CAUTIONS MUTUELLES DE WALLONIE	861927053	Typ 3
Société d'Investissement Agricole de Wallonie	471517988	Typ 3
SOCIETE D'INVESTISSEMENT DE MONS, DU BORINAGE ET DU CENTRE	436833758	Typ 3
SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT DU BRABANT WALLON	430636943	Typ 3
Société Financière de l'Est du Brabant Wallon	807541826	Typ 3
SOCIETE LIEGEOISE DE GESTION FONCIERE	873260316	Typ 3
SOCIETE MIXTE DE DEVELOPPEMENT IMMOBILIER	816917469	Typ 3
Société publique d'aide à la qualité de l'environnement (Öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität)	243929462	Typ 3
Société d'Investissement Agricole de Wallonie	219919487	Typ 3
Société régionale wallonne du transport (Wallonische regionale Verkehrsgesellschaft) (SRWT)	242069339	Typ 2
Société terrienne du crédit social du Hainaut	401122615	Typ 3
SOCIETE WALLONNE D'ACQUISITIONS ET DE CESSION D'ENTREPRISES	881746727	Typ 3
SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE DES INFRASTRUCTURES	252151302	Typ 3
SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT DE L'EXPORTATION ET DE L'INTERNALISATION DES ENTREPRISES WALLONNES - SOFINEX	860662588	Typ 3
SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	227842904	Typ 3
SOCIETE WALLONNE DE GESTION ET DE PARTICIPATIONS	426887397	Typ 3
SOCIETE WALLONNE DE L'AERONAUTIQUE ET DE L'ESPACE	471250249	Typ 3
SOCIETE WALLONNE DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE	472303391	Typ 3
SOCIETE WALLONNE DE LOCATION-FINANCEMENT	426091207	Typ 3
SOCIETE WALLONNE D'ECONOMIE SOCIALE MARCHANDE	455653441	Typ 3
SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS	475247837	Typ 3
Société wallonne du crédit social (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) (SWCS)	473771754	Typ 2
Société wallonne du Logement (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) (SWL)	231550084	Typ 2

Bezeichnung	ZDU-Nr.	Typ
SOCIETE WALLONNE POUR LA GESTION D'UN FINANCEMENT ALTERNATIF	877942347	Typ 3
SOCIETE WALLONNE POUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES DES POLES DE COMPETITIVITES	877938090	Typ 3
SOLAR CHEST	552710255	Typ 3
SPARAXIS	452116307	Typ 3
SPINVENTURE	465001172	Typ 3
START UP	460291031	Typ 3
START-UP INVEST	440028325	Typ 3
Terre et Foyer	402436568	Typ 3
Tous propriétaires	401731339	Typ 3
TRIAGE-LAVOIR DU CENTRE	480753576	Typ 3
UDIL.GE	544978266	Typ 3
WALLIMAGE	472062970	Typ 3
WALLIMAGE COPRODUCTIONS	473372272	Typ 3
WALLIMAGE ENTREPRISES	865277018	Typ 3
WALLONIE - BRUXELLES tourisme	888366085	Typ 3
WALLONIE PICARDE - CAPITAL A RISQUE	809506372	Typ 3
Wallonie-Bruxelles International	810888623	Typ 1
WESPAVIA	471925091	Typ 3
WSL	466071439	Typ 3

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
 Namur, den 17. Dezember 2015

Der Minister-Präsident
 P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe
 M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien
 J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie
 P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz
 C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung
 Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung
 C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Sportinfrastrukturen,
 und Vertreter bei der Großregion
 R. COLLIN

—
 Fußnote

(1) Sitzung 2015-2016

Dokumente des wallonischen Parlaments, 343 (2015-2016), Nrn. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 17. Dezember 2015

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/205985]

17 DECEMBER 2015. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering, het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het Agence wallonne de l'air et du climat (Waals agentschap voor Lucht en Klimaat) en het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering*

Artikel 1. Dit decreet regelt gedeeltelijk, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Het opschrift van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering wordt vervangen als volgt :

« Decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid ».

Art. 3. In hetzelfde decreet worden de woorden "Titel I. Machtiging, begripsomschrijving en toepassingsgebied" vervangen door de woorden "Boek I. Machtiging, begripsomschrijving en toepassingsgebied".

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt artikel 1 aangevuld als volgt : "en zet gedeeltelijk Richtlijn 2011/85/EU van 8 november 2011 tot vaststelling van voorschriften voor de begrotingskaders van de lidstaten".

Art. 5. In artikel 2 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 4° vervalt het woord "Waalse";

b) punt 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie : openbare bestuursseenheid waarvan het beheer en de boekhouding bij een wet of een decreet gescheiden worden van die van de diensten van algemeen bestuur, zonder dat haar een afzonderlijke rechtspersoonlijkheid wordt toegekend, en die beschikt over een autonome thesaurie en boekhouding; »;

c) in 10°, d), wordt het woord "eenheid" vervangen door de woorden "openbare bestuursseenheid";

d) in 20° van de Franse versie worden de woorden, "la mise ne œuvre" vervangen door de woorden "la mise en œuvre";

e) het artikel wordt aangevuld met de punten 23°, 24°, 25°, 26°, 27°, 28°, 29°, 30°, 31°, 32° en 33, luidend als volgt :

« 23° economische begroting : de begroting bedoeld in artikel 108, g), van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, gewijzigd bij de wet van 28 februari 2014;

24° INR : het Instituut voor nationale rekeningen bedoeld in artikel 107 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen;

25° consolidatieperimeter : subsector 1312 "Deelstaatoverheid" van sector 13 "Overheid" in de zin van Verordening nr. 549/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013 betreffende het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Europese Unie, zoals bepaald door het INR;

26° ESR : het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen in de Europese Unie in de zin van desbetreffende Verordening nr. 549/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2013;

27° openbare bestuursseenheid : de institutionele eenheid die deel uitmaakt van de consolidatieperimeter van het Waalse Gewest;

28° gewestelijke onderneming : de openbare bestuursseenheid met een commercieel, industrieel of financieel karakter die geniet van een autonome regeling, zonder dat haar een afzonderlijke rechtspersoonlijkheid wordt toegekend;

29° orgaan : de openbare bestuursseenheid, gescheiden van de diensten van algemeen bestuur, met rechtspersoonlijkheid en met als doel de uitoefening van opdrachten van algemeen belang;

30° "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen) : de openbare bestuursseenheid opgericht en georganiseerd bij het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

31° Voogdijminister : de Minister van de Regering die een bijzondere beheers- of toezichtbevoegdheid op een ander organisme heeft krachtens het decreet of een besluit houdende organisatie ervan en, in voorkomend geval, het besluit tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden binnen de Regering;

32° financiële overdracht : het bedrag opgenomen in de in artikel 10 bedoelde uitgavenbegroting ten gunste van sommige openbare bestuursseenheden;

33° beheerscontract : de overeenkomst gesloten tussen de Regering en de beheersinstelling van een orgaan om de bijzondere regels en voorwaarden te bepalen, krachtens welke dit orgaan zijn openbare opdrachten uitoefent. »

Art. 6. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. § 1. De bepalingen van dit decreet zijn van toepassing op de openbare beheerseenheden die verdeeld worden volgens de volgende categorieën :

1° de diensten van algemeen bestuur, de ministeriële kabinetten en de voor hun werking ermee gelijkgestelde diensten die samen een enige eenheid vormen;

2° de gewestelijke ondernemingen;

3° de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie;

4° de organen gerangschikt volgens de volgende typen :

a) van type 1 : de organen die rechtstreeks onder het gezag van een voogdijminister staan en waarvan het dagelijks bestuur toevertrouwd wordt aan aangewezen ambtenaren of mandatarissen;

b) van type 2 : de organen die op autonome wijze door de beheersinstellingen aangewezen volgens hun rechtstatuut onverminderd de toezichts- en controlebevoegdheden van de Regering;

c) van type 3 : de organen die :

(1) ofwel beheerd worden overeenkomstig het Wetboek van de vennootschappen, ofwel onderworpen worden aan de wet van 27 juni 1921 over de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

(2) en die een bepalende invloed van het Waalse Gewest ondergaan, ofwel door een beheerscontract met genoemd gewest te sluiten, ofwel door het feit dat het Gewest al dan niet rechtstreeks meer dan de helft van de leden van hun bestuurs-, beheers- of leidingsorgaan aanwijst of dat het één of meerdere personen aanwijst die belast zijn met het administratief toezicht van de Regering uit hun midden, ofwel dat het al dan niet rechtstreeks de meerderheid van het kapitaal bezit of dat het al dan niet rechtstreeks over de meeste stemmen gebonden aan de aandelen van het orgaan opgericht in de vorm van een vennootschap beschikt;

5° het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles"

6° het Parlement en de Ombudsdienst.

§ 2. De lijst en de rangschikking van de in § 1, 4°, bedoelde organen worden bij dit decreet gevoegd.

Minstens één keer per jaar en op voorstel van de Regering actualiseert het decreet de in het eerste lid bedoelde lijst.»

Art. 7. In hetzelfde decreet wordt, tussen de artikelen 3 en 4, een Boek II ingevoegd, luidend als volgt : "Algemene bepalingen".

Art. 8. In Boek II van hetzelfde decreet worden de woorden "Titel II. Bepalingen betreffende de begroting" vervangen door de woorden "Titel I. Bepalingen betreffende de begroting".

Art. 9. Artikel 4 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° de termen "§ 1" worden ingevoegd voor het woord "Overeenkomstig";

2° het wordt aangevuld met de §§ 2 en 3, luidend als volgt :

« § 2. Overeenkomstig artikel 16/9 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen wordt de begroting uitgewerkt op basis van de macro-economische prognoses van de economische begroting van het Instituut voor de Nationale Rekeningen. De eventuele afwijkingen ten aanzien van deze prognoses worden uitdrukkelijk vermeld en gemotiveerd in de informatieve en rechtvaardigende documenten bij de begroting.

§ 3. Overeenkomstig artikel 16/3 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen wordt om de drie jaar door een onafhankelijke instelling, op grond van objectieve criteria, van de begrotingsprognoses die worden gebruikt bij de uitwerking van de begroting, een evaluatie uitgevoerd. Indien uit de evaluatie een relevante afwijking blijkt, neemt de Regering de maatregelen die noodzakelijk zijn voor de verbetering van de methodologie van de volgende begrotingsprognoses en maakt die openbaar.

De onafhankelijke instelling wordt in een samenwerkingsakkoord aangesteld. »

Art. 10. Artikel 9, § 1, van hetzelfde decreet wordt 1° vervangen als volgt :

"1° de algemene toelichting, die inzonderheid de volgende documenten voorstelt :

a) de richtlijnen van de begroting;

b) een synthese van de ontvangsten en uitgaven;

c) een financieel verslag;

d) overeenkomstig de artikelen 16/11 en 16/12 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen en met inachtneming van de door de Regering bepaalde modaliteiten :

(1) het begrotingskader voor de middellange termijn en de meerjarige begrotingsplanning, zoals bepaald in het derde lid, de eventuele aanpassingen ervan, alsook de uitleg voor elke afwijking van de jaarbegroting in vergelijking met het begrotingskader;

(2) een gevoeligheidsanalyse met daarin een overzicht van de ontwikkelingen van de belangrijkste begrotingsvariabelen onder verschillende groei- en renteaannames;

(3) de vermelding van alle instellingen en fondsen van de overheid die niet in de uitgavenbegroting zijn opgenomen maar die deel uitmaken van de consolidatieperimeter, alsook een analyse van de impact van die instellingen en fondsen op het vorderingensaldo en op de overheidsschuld;

(4) de impact op gedetailleerde wijze van belastinguitgaven voor de ontvangsten, waarbij een inventaris van die uitgaven wordt gevoegd; deze omvat alle kortingen, verminderingen en uitzonderingen op het algemeen stelsel van de belastingheffing die tijdens het begrotingsjaar gelden ten gunste van de belastingplichtigen of van economische, sociale of culturele activiteiten.

Het begrotingskader op middellange termijn dekt de regeerperiode of minstens een minimale periode van drie jaar. Een nieuwe Regering mag het door een vorige Regering bepaalde begrotingskader op middellange termijn aanpassen aan haar nieuwe beleidsprioriteiten.

In dit geval geeft de nieuwe Regering de verschillen met het voorgaande begrotingskader op middellange termijn aan.

De meerjarige begrotingsplanning gegrond op de prognoses van de economische begroting bevat de volgende elementen :

a) algemene en transparante meerjarige begrotingsdoelstellingen voor het overheidstekort, de overheidsschuld of eventuele andere samenvattende begrotingsindicatoren, zoals de uitgaven;

b) prognoses voor elke belangrijke uitgaven- en ontvangstenpost bij ongewijzigd beleid;

c) een beschrijving van de geplande beleidsmaatregelen voor de middellange termijn die gevolgen hebben voor de overheidsfinanciën, uitgesplitst naar de voornaamste ontvangsten- en uitgavenposten, waarbij wordt getoond op welke wijze de aanpassing aan de middellangetermijndoelstellingen voor de begroting wordt verwezenlijkt, afgezet tegen de prognoses bij ongewijzigd beleid;

d) een beoordeling van de wijze waarop de voorgenomen beleidsmaatregelen in het licht van hun rechtstreekse langetermijnpact op de overheidsfinanciën de houdbaarheid van de overheidsfinanciën op lange termijn zouden kunnen beïnvloeden. »

Art. 11. In artikel 10, § 1, van hetzelfde decreet wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1. Overeenkomstig het in artikel 9, § 1, 1^o, bedoelde begrotingskader op middellange termijn zorgt de Regering voor het opmaken van de decreetsontwerpen, waarbij het ene de ontvangsten van de begroting omvat, en het andere de uitgaven van de begroting, en van de in artikel 9 bedoelde documenten alsmede, in voorkomend geval, van de decreetsontwerpen tot aanpassing van de begroting en de in § 4 bedoelde documenten. »

Art. 12. In Boek II van hetzelfde decreet worden de woorden "Titel III. Bepalingen inzake uitvoering van de begroting en begrotingsboekhouding" vervangen door de woorden "Titel II. Bepalingen inzake uitvoering van de begroting en begrotingsboekhouding".

Art. 13. In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de woorden "in titel IV" vervangen door de woorden "in titel III van dit Boek".

Art. 14. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1^o in punt 2^o, wordt punt a) vervangen als volgt :

« a) de bedragen die tijdens het begrotingsjaar worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen die zijn of zullen ontstaan of die zijn of zullen worden gesloten; »;

2^o paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

« § 2. De op 31 december van het begrotingsjaar vastgestelde rechten kunnen worden aangerekend op de vastleggings- en vereffeningskredieten van de begroting tot 31 januari van het volgende jaar. Bij gebrek worden ze aangerekend op de vastleggings- en vereffeningskredieten van het volgende begrotingsjaar. »

Art. 15. In Boek II van hetzelfde decreet worden de woorden "Titel IV. Bepalingen inzake de algemene boekhouding" vervangen door de woorden "Titel III. Bepalingen inzake de algemene boekhouding".

Art. 16. In artikel 33 van hetzelfde decreet worden de woorden "van Titel XI" vervangen door de woorden "van de artikelen 74 en 75".

Art. 17. In Boek II van hetzelfde decreet worden de woorden "Titel V. Bepalingen betreffende de algemene rekening" vervangen door de woorden "Titel IV. Bepalingen betreffende de algemene rekening en de verplichte verslaggeving".

Art. 18. In artikel 42, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "van de eenheid" ingevoegd tussen het woord "omvat" en de woorden "de algemene rekening".

Art. 19. Artikel 43, 4^o, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« 4^o een verslag over de overdrachten van onroerende goederen bedoeld in de artikelen 57 en 63 evenals over de vervreemdingen ten bezwarende titel van de onroerende goederen verricht krachtens Titel VIII van dit Boek. »

Art. 20. Artikel 44 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 44. § 1. Uiterlijk op 15 april maakt de Regering de overeenkomstig de artikelen 41 tot en met 43 opgestelde algemene rekening van de eenheid, en de overeenkomstig artikel 97 opgestelde jaarlijkse algemene rekeningen van de organen van type 1 en van de gewestelijke ondernemingen aan het Rekenhof over.

Het Rekenhof zendt die algemene rekeningen, samen met zijn opmerkingen en de certificering die het overeenkomstig de artikelen 52 en 102, § 1, verleent, aan het Parlement over tegen uiterlijk eind juni van het daaropvolgend jaar.

Daarbij voegt het Rekenhof een afschrift van zijn opmerkingen en de certificering :

1^o aan de Regering, wat betreft de algemene rekening van de eenheid;

2^o aan de voogdijminister en de Minister van Begroting wat betreft de organen van type 1 en de gewestelijke ondernemingen.

§ 2. Tegen uiterlijk 31 augustus legt de Regering het ontwerp-decreet tot goedkeuring van de algemene rekening van de eenheid, waarbij de algemene rekeningen van de organen van type 1 en van de gewestelijke ondernemingen worden gevoegd, in het Parlement neer. De goedkeuring van dat ontwerp moet uiterlijk op 31 oktober plaatsvinden.

De hierboven vermelde algemene rekeningen van de organen van type 1 en van de gewestelijke ondernemingen worden door de aanneming van desbetreffende bepalingen goedgekeurd.

§ 3. De opmerkingen en certificeringen van het Rekenhof alsook de hierboven vermelde algemene rekeningen, met uitzondering van het gedeelte van de bijlage bij de uitvoeringsrekening van de begroting bedoeld in artikel 29, § 5, 1^o, worden als bijlage bij het decreet tot goedkeuring ervan bekendgemaakt. »

Art. 21. In Boek II, Titel IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 45/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 45/1. § 1. Overeenkomstig artikel 16/10 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen, worden de begrotingsgegevens met betrekking tot de gerealiseerde uitgaven en ontvangsten op kasbasis of boekhoudkundige basis maandelijks voor publicatie overgemaakt aan de Federale Staat. Dit overzicht omvat de ontvangsten en uitgaven van alle openbare bestuurseenheden.

§ 2. Elke openbare bestuurseenheid deelt systematisch en voor de vijftiende van de volgende maand de in § 1 bedoelde noodzakelijke gegevens aan de door de Regering aangestelde dienst mee.

§ 3. De in § 2 bedoelde begrotingsgegevens met betrekking tot de uitgaven en ontvangsten worden :

1^o als vastgestelde rechten opgesteld op grond van de begrotingsboekhouding of, indien deze gegevens niet beschikbaar zijn, op grond van de algemene boekhouding;

2° aan het einde van elke vorige maand besloten. De maandelijks bedragen worden afzonderlijk van maand tot maand gecumuleerd;

3° volgens het door de Regering bepaalde model voorgesteld.

§ 4. De begrotingsgegevens worden door de in § 2 bedoelde diensten geconsolideerd om de economische groepering van de subsector 1312 van het Waalse Gewest vast te stellen. Ze worden voor publicatie overgemaakt aan de bevoegde federale overheid. »

Art. 22. In Boek II, Titel IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 45/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 45/2. Overeenkomstig artikel 16/14 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen publiceert de Regering relevante informatie over voorwaardelijke verplichtingen met mogelijk grote gevolgen voor de begroting, zoals onder meer overheidsgaranties, oninbare leningen en uit de exploitatie van overheidsbedrijven voortvloeiende verplichtingen, en informatie over participaties in kapitaal van particuliere en overheidsbedrijven, voor zover het om economisch significante bedragen gaat. De Regering bepaalt de publicatiemodaliteiten van die informatie. »

Art. 23. In Boek II, Titel IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 45/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 45/3. Overeenkomstig de voorschriften van de artikelen 45/1 en 45/2 maakt elke openbare bestuursinstelling aan de Regering de gegevens die haar betreffen over om te kunnen voldoen aan de gewestelijke, Belgische, Europese of internationale eisen inzake verslaggeving. De Regering bepaalt de reikwijdte, de periodiciteit en de modaliteiten van die informatieaanvragen. »

Art. 24. In Boek II van hetzelfde decreet worden de woorden "Titel VI. Bepalingen betreffende het toezicht en de controle" vervangen door de woorden "Titel V. Bepalingen betreffende het toezicht en de controle".

Art. 25. In Boek II, Titel V, van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IV ingevoegd, met als opschrift "Externe controle van het boekhoudsysteem en geïntegreerd auditaanpak".

Art. 26. In hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 52/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 52/1. § 1. De openbare boekhoudsystemen van het Parlement, de Ombudsdienst, de organismen van type 1 en 2, van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", van de gewestelijke ondernemingen en de administratieve diensten met een boekhoudige autonomie maakt het voorwerp uit van een onafhankelijk audit.

De audit heeft een geldigheidsduur van vijf jaar. In geval van overgang naar een nieuw informaticasysteem voor het houden van de rekeningen wordt een nieuwe audit uitgevoerd binnen een termijn van maximum twee jaar na het inwerking zetten ervan.

§ 2. De in § 1 bedoelde audit wordt aan het Rekenhof toevertrouwd wat de eenheid, de ombudsdienst, de organen van type 1 en 2, het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", de gewestelijke ondernemingen en de administratieve diensten met een boekhoudige autonomie betreft.

Wat het Parlement betreft, wordt de audit naar keuze ofwel aan het Rekenhof, ofwel aan een openbare of private onafhankelijke instelling toevertrouwd. In het tweede geval mag eenzelfde onafhankelijke instelling niet gemandateerd worden om twee opeenvolgende audits in eenzelfde boekhoudsysteem uit te voeren.

§ 3. Met inachtneming van de door de Regering bepaalde modaliteiten worden de audits betreffende de boekhoudsystemen overgemaakt :

1° aan het Parlement wat hem betreft en wat de Ombudsdienst betreft;

2° aan de Minister van Begroting wat de eenheid betreft;

3° aan de Minister van Begroting en de voogdijministers of de bevoegde vakministers wat de administratieve diensten met een boekhoudige autonomie, de organen van type 1 en 2, van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", en de gewestelijke ondernemingen betreft. »

Art. 27. In hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 52/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 52/2. Onverminderd de toepassing van specifieke wettelijke bepalingen legt de Regering modaliteiten voor de samenwerking tussen de verschillende interveniënten belast met de controles en audits van de openbare bestuursinstellingen vast. »

Art. 28. In Boek II van hetzelfde decreet worden de woorden "Titel VII. Bepalingen betreffende de inning van de vastgestelde rechten van niet-fiscale aard" tussen de artikelen 52 en 53 vervangen door de woorden "Titel VI. Bepalingen betreffende de inning van de vastgestelde rechten van niet-fiscale aard".

Art. 29. In artikel 56, § 1, 2°, van hetzelfde decreet worden de woorden "van Titel XI" vervangen door de woorden "Titel X".

Art. 30. In Boek II van hetzelfde decreet worden de woorden "Titel VIII. Bepalingen betreffende de toekenning van toelagen en prijzen" vervangen door de woorden "Titel VII. Bepalingen betreffende de toekenning van toelagen en prijzen".

Art. 31. In Boek II van hetzelfde decreet worden de woorden "Titel IX. Bepalingen betreffende afgeschreven goederen" vervangen door de woorden "Titel VIII. Bepalingen betreffende afgeschreven goederen".

Art. 32. In Boek II van hetzelfde decreet worden de woorden "Titel X. Bepalingen die toepasselijk zijn op administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie" vervangen door de woorden "Titel IX. Bepalingen die toepasselijk zijn op administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie".

Art. 33. Artikel 68 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

a) 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° een jaarlijkse begroting wordt door de administratieve dienst met boekhoudige autonomie vastgesteld in de door de Regering bepaalde vormen en modaliteiten. Ze bevat alle ontvangsten en uitgaven zoals bedoeld in artikel 4 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen, opgedeeld in basisallocaties overeenkomstig de economische classificatie; »;

b) het wordt aangevuld met een 2°/1, luidend als volgt :

« 2°/1. Overeenkomstig de artikelen 16/11 en 16/12 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen wordt de jaarlijkse begroting via bewijsnota's en toelichtingen gedocumenteerd. Bij de uitwerking van zijn oorspronkelijke begroting voegt de administratieve dienst met een boekhoudige autonomie een meerjarige projectie over drie jaar van de ontvangsten en uitgaven met een bij ongewijzigd beleid en, in voorkomend geval, verbeterd om de hem toegewezen budgettaire doelstelling te bereiken; »

b) het wordt aangevuld met een 2°/2, luidend als volgt :

« 2° 2. De administratieve dienst met een boekhoudige autonomie bewijst de wijze waarop de doelstelling die voor hem door de Regering is bepaald, wordt bereikt; »;

d) 4° wordt aangevuld met de volgende woorden :

« en hoogstens voor de verrichtingen ervan; »;

a) 10° wordt vervangen als volgt :

« 10° bij ambtsbeëindiging maakt de ontvanger of de penningmeester onverwijld en op volledige wijze de budgettaire en boekhoudkundige gegevens aan de verantwoordelijke van de dienst; ».

Art. 34. In artikel 69 van hetzelfde decreet worden de eerste en tweede leden vervangen als volgt :

« Het voorontwerp van jaarlijkse ontvangsten- en uitgavenbegroting van elke administratieve dienst met een boekhoudige autonomie wordt aan de bevoegde vakministers volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten overgemaakt.

Het ontwerp van begroting van de administratieve dienst met een boekhoudige autonomie wordt ingevoegd in het ontwerp van decreet houdende de uitgaven van de begroting van het Waalse Gewest. Onder de begrotingsbepalingen van dit ontwerp van decreet wordt melding gemaakt, ter goedkeuring door het Parlement, van het totaal van de ontvangsten en het totaal van de uitgaven van de betrokken administratieve diensten.

Bij gebrek aan goedkeuring op 1 januari van het begrotingsjaar van het ontwerp van begroting bedoeld in het tweede lid, zijn de bepalingen van artikel 12 van toepassing op de administratieve diensten met een boekhoudige autonomie. »

Art. 35. In Boek II van hetzelfde decreet wordt een artikel 69/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 69/1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen voert elke administratieve dienst met een boekhoudige autonomie een algemene boekhouding volgens de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden. De bepalingen van de artikelen 30 tot 35 zijn van toepassing op de administratieve diensten met een boekhoudige autonomie volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

De begrotingsboekhouding moet een permanente opvolging toelaten van de naleving van de begrotingsmachtigingen toegekend door het Parlement en van de uitvoering van de begroting. Ze wordt in de algemene boekhouding opgenomen. »

Art. 36. In hetzelfde decreet wordt artikel 71 vervangen als volgt :

« Art. 71. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 51 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, is de administratieve en begrotingscontrole bedoeld in de artikelen 48 en 49 toepasselijk op de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten. »

Art. 37. In hetzelfde decreet wordt artikel 72 vervangen als volgt :

« Art. 72. Het Rekenhof :

1° oefent toezicht uit op administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie overeenkomstig artikel 10, § 1 en 3, van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen;

2° verricht de certificering van de jaarrekeningen van de administratieve diensten met een boekhoudige autonomie die volgens de modaliteiten van artikel 73 opgesteld worden, overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 52, § 1. »

Art. 38. In artikel 73, van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De jaarrekening van elke administratieve dienst met een boekhoudkundige autonomie wordt uiterlijk voor 31 maart van het jaar volgend op het begrotingsjaar overgemaakt aan de bevoegde vakministers en aan de Minister van Begroting die ermee belast wordt ze uiterlijk op de eerstvolgende 15 april over te leggen aan het Rekenhof. Het Rekenhof zendt die algemene rekeningen, samen met zijn opmerkingen aan het Parlement over tegen uiterlijk eind juni van het daaropvolgend jaar en informeert tegelijkertijd de Minister van Begroting daarvan, die deze opmerkingen meedeelt aan de bevoegde vakministers. »

Art. 39. In Boek II van hetzelfde decreet worden de woorden "Titel XI. Bepalingen inzake verjaring" vervangen door de woorden "Titel X. Bepalingen inzake verjaring".

Art. 40. In artikel 74 van hetzelfde decreet wordt het woord "entiteiten" vervangen door de woorden "openbare beheerseenheden, met uitzondering van de organen van type 3".

Art. 41. In artikel 75 van hetzelfde decreet worden de woorden "de door de in artikel 2 bedoelde diensten ten onrechte uitbetaalde sommen" vervangen door de woorden "de sommen die door de in artikel 74 bedoelde openbare beheerseenheden ten onrechte zijn uitbetaald".

Art. 42. In Boek II van hetzelfde decreet worden de woorden "Titel XII. Bepalingen met betrekking tot de budgettaire, maatschappelijke, economische en leefmilieudoelstellingen", ingevoegd bij het decreet van 23 december 2013, vervangen door de woorden "Titel XII. Bepalingen met betrekking tot de budgettaire, maatschappelijke, economische en leefmilieudoelstellingen".

Art. 43. In artikel 78, § 2, 1° van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 23 december 2013 wordt het woord "economische" vervangen door het woord "economische".

Art. 44. In hetzelfde decreet wordt, tussen de artikelen 78 en 79, een Boek III ingevoegd, met als opschrift :

« Bepalingen toepasselijk op de organen, het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", de gewestelijke ondernemingen, het Parlement en de Ombudsdienst ».

Art. 45. In Boek III van hetzelfde decreet wordt een "Titel I" ingevoegd, met als opschrift :

« Bepalingen betreffende de structuur en de inhoud van de begroting ».

Art. 46. In Boek III, Titel I, van hetzelfde decreet wordt een "Hoofdstuk I" ingevoegd, met als opschrift :

« Algemene bepaling ».

Art. 47. In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 45, wordt een artikel 79 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 79. § 1. Voor alle organen en gewestelijke ondernemingen en voor het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", wordt er een jaarlijkse begroting vastgelegd. Die begroting omvat alle ontvangsten en uitgaven, ongeacht de oorsprong of de oorzaak ervan. Het begrotingsjaar valt samen met het kalenderjaar.

Onder ontvangsten wordt verstaan de rechten vastgesteld door het orgaan, de gewestelijke onderneming of het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" uit hoofde van zijn relaties met de derden.

Onder uitgaven wordt verstaan de rechten vastgesteld t.o.v. derden ten laste van het orgaan, of van de gewestelijke onderneming of het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles".

§ 2. De bepalingen van § 1 zijn van toepassing op het Parlement en op de Ombudsdienst. »

Art. 48. In Boek III, Titel I, van hetzelfde decreet wordt een "Hoofdstuk II" ingevoegd, met als opschrift :

« Specifieke bepalingen ».

Art. 49. In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 80 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 80. Overeenkomstig de artikelen 16/11 en 16/12 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen documenteren de organen, de gewestelijke ondernemingen en het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" van ambtswege hun begroting via bewijsnota's en toelichtingen. Bij de uitwerking van hun oorspronkelijke begroting voegen een meerjarige projectie over minstens drie jaar van hun ontvangsten en uitgaven met een bij ongewijzigd beleid en, in voorkomend geval, verbeterd om de hun toegewezen budgettaire doelstelling te bereiken.

De Regering bepaalt de in het eerste lid vereiste documenten. »

Art. 50. In hetzelfde hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 81 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 81. § 1. Alle organen en gewestelijke ondernemingen alsook het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" maken hun oorspronkelijke begroting en hun aangepaste begroting over volgens de instructies, met inbegrip van de kalender, die overeenkomstig artikel 10 door de Regering worden besloten en die door de Minister van Begroting worden meegedeeld.

De Regering kan bij gemotiveerd besluit de financiële overdrachten aan de organen, de gewestelijke ondernemingen en het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", die daarvan genieten, verhinderen of schorsen wanneer ze verzuimen hun begroting in te dienen ».

§ 2. De begrotingen van de organen, de gewestelijke ondernemingen en het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" moeten zich aanpassen aan de budgettaire en financiële doelstellingen van het Waalse Gewest, zoals bepaald door de Regering. Daartoe worden ze, in voorkomend geval, aangepast ten gevolge van de aanpassing van de uitgavenbegroting bedoeld in artikel 10.

Art. 51. In hetzelfde hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 82 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 82. § 1. Alle organen van type 1 en 2, het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", en de gewestelijke ondernemingen bewijzen de wijze waarop de doelstelling die voor hen door de Regering is bepaald, wordt bereikt, waarbij, in voorkomend geval, een onderscheiding wordt gemaakt tussen de aanvullende hulpmiddelen gevormd met name door de eigen ontvangsten of de heffingen op de reserves of het beroep op de lening.

§ 2. De opneming in de begroting van een heffing op de reserves of van een beroep op de lening vereist de voorafgaandelijke instemming van de Regering. »

Art. 52. In hetzelfde hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 83 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 83. Voor de organen van type 1 en 2 en de gewestelijke ondernemingen moeten alle uitgaven eerst vastgelegd worden om vereffend te kunnen worden. Elke uitgave wordt gespijsd met een vastleggings- en een vereffeningskrediet.

Die kredieten zijn limitatief, uitgezonderd voor de vereffeningskredieten wanneer de tekst ervan bepaalt dat ze niet limitatief zijn. Die mogelijkheid wordt beperkt tot de uitgaven waarvan het volume tijdens het begrotingsjaar kan schommelen naar gelang van eigen aangewende ontvangsten, tot de uitgaven die behoren tot subgroep 11 van de economische classificatie of tot de uitgaven voortvloeiend uit gerechtelijke procedures of beslissingen. De voorafgaandelijke instemming van de Voogdijminister en van de Minister van Begroting wordt vereist. »

Art. 53. In hetzelfde hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 84 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 84. § 1. Voor het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" moeten alle uitgaven van de in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid bedoelde beheersbegroting eerst vastgelegd worden om vereffend te kunnen worden. Elke uitgave wordt gespijsd met een vastleggings- en een vereffeningskrediet.

De op die beheersbegroting opgenomen kredieten zijn limitatief, uitgezonderd voor de vereffeningskredieten wanneer de tekst ervan bepaalt dat ze niet limitatief zijn. Die mogelijkheid wordt beperkt tot de uitgaven waarvan het volume tijdens het begrotingsjaar kan schommelen naar gelang van eigen aangewende ontvangsten, tot de uitgaven die behoren tot subgroep 11 van de economische classificatie of tot de uitgaven voortvloeiend uit gerechtelijke procedures of beslissingen. De voorafgaandelijke instemming van de Voogdijminister en van de Minister van Begroting wordt vereist.

§ 2. De kredieten toegekend voor de paritaire opdrachten van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", zoals bepaald in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, zijn limitatief met uitzondering van de in hetzelfde Wetboek bedoelde afwijkingen en voorwaarden.

§ 3. De kredieten toegekend voor andere opdrachten dan de paritaire opdrachten van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", zoals bepaald in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, zijn limitatief. »

Art. 54. In hetzelfde hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 85 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 85. Wanneer het orgaan ertoe gemachtigd wordt om een beroep te doen op de lening, wordt het maximumbedrag dat in aanmerking komt voor de garantie van het Gewest, opgenomen in de toelichting van het decreet houdende de uitgaven van de begroting van het Gewest. »

Art. 55. In hetzelfde hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 86 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 86. De Regering kan begrotingsstructuren specifiek voor elke categorie organen, voor de gewestelijke ondernemingen en voor het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", vastleggen. Ze nemen de economische classificatie van de ontvangsten en uitgaven op. »

Art. 56. In Boek III van hetzelfde decreet wordt een "Titel II" ingevoegd, luidend als volgt :

« Bepalingen betreffende de goedkeuring van de begroting ».

Art. 57. In Boek III, Titel II, van hetzelfde decreet wordt een artikel 87 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 87. § 1. De Voogdijminister stelt het ontwerp van begroting van de organen van type 1 en van de gewestelijke ondernemingen op en maakt het aan de Minister van Begroting over.

De Regering bepaalt de normen en modaliteiten van dit ontwerp van begroting, dat ingevoegd wordt in het ontwerp van decreet houdende de uitgaven van de begroting bedoeld in artikel 10.

De bepalingen van het in het eerste lid bedoelde ontwerp van decreet vermelden per orgaan van type 1 en per gewestelijke onderneming het totaal van de ontvangsten en het totaal van de uitgaven opgenomen in hun individuele begroting.

De stemming van de uitgavenbegroting heeft de goedkeuring van elke van die begrotingen als gevolg.

§ 2. De beheersorganen stellen het ontwerp van begroting van de organen van type 2 op, dat door de Voogdijminister wordt goedgekeurd en dat door laatstgenoemde aan de Minister van Begroting wordt overgemaakt. Het gaat vergezeld van een bijzondere toelichting die de ontvangsten en uitgaven ten opzichte van de opdrachten van het betrokken orgaan rechtvaardigt en uitlegt.

De begroting van de organen van type 2 en haar bijzondere toelichting of, bij gebrek, een ontwerp van begroting opgesteld door de beheersorganen, wordt gevoegd bij de in artikel 9, § 1, 2^o, bedoelde bijzondere toelichting.

De Voogdijminister deelt de definitieve begroting aan het Parlement mede binnen twee maande na de goedkeuring ervan.

§ 3. De begroting van de organen van type 3 wordt door beheersorganen opgesteld en goedgekeurd en wordt door hen overgemaakt aan de voogdijministers die ze aan de Minister van Begroting meedelen.

§ 4. Overeenkomstig het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid bestaat het ontwerp van begroting van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" uit een deel betreffende het beheer, een deel betreffende de paritaire opdrachten en een deel betreffende de andere opdrachten dan de paritaire opdrachten.

De Algemene raad stelt overeenkomstig het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid het deel van ontwerp van begroting betreffende het beheer en het deel betreffende de paritaire opdrachten op. Ze gaan vergezeld van een bijzondere toelichting die de ontvangsten en uitgaven ten opzichte van de opdrachten van het Agentschap rechtvaardigt en uitlegt.

De Voogdijminister stelt op voorstel van de Algemene raad en overeenkomstig het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid het deel van ontwerp van begroting betreffende het de andere opdrachten dan de paritaire opdrachten op. Dat deel wordt vergezeld van een bijzondere toelichting die de ontvangsten en uitgaven rechtvaardigt en uitlegt.

De Regering keurt het ontwerp van begroting goed.

De begroting of, bij gebrek, een ontwerp van begroting wordt gevoegd bij de bijzondere toelichting bedoeld in artikel 9, § 1, 2^o.

De definitieve begroting wordt aan het Parlement meegedeeld.

§ 5. De in de §§ 1 tot 4 bedoelde regels zijn toepasselijk op de aanpassingen van die begrotingen in de loop van het jaar.

§ 6. De begroting van het Parlement en de begroting van de Ombudsdienst worden opgesteld overeenkomstig de op hen toepasselijke regels en worden door het Parlement goedgekeurd.

Er wordt op dezelfde manier gehandeld voor de aanpassing van de begrotingen in de loop van het jaar. »

Art. 58. In Boek III, Titel II, van hetzelfde decreet wordt een artikel 88 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 88. De begrotingen van de organen van type 1 en van de gewestelijke ondernemingen van een begrotingsjaar worden uiterlijk op 31 december van het vorige jaar goedgekeurd.

De aanpassingen worden uiterlijk op 31 december van het lopende begrotingsjaar goedgekeurd. »

Art. 59. In Boek III, Titel II, van hetzelfde decreet wordt een artikel 89 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 89. § 1. Bij gebrek aan goedkeuring van de begroting op 1 januari van het begrotingsjaar overeenkomstig artikel 88, zijn de bepalingen van artikel 12 toepasselijk op de organen van type 1 en op de gewestelijke ondernemingen.

§ 2. Als de begroting voor de organen van type 2 niet is goedgekeurd op de eerste dag van het begrotingsjaar, mogen de kredieten waarin het begrotingsontwerp van het "Agence" voorziet desalniettemin gebruikt worden, behalve als het gaat om een nieuw soort uitgaven die de begroting van het vorige jaar niet toelaat.

§ 3. Als de begroting voor het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" niet is goedgekeurd op de eerste dag van het begrotingsjaar, mogen de kredieten waarin het begrotingsontwerp voorziet desalniettemin gebruikt worden.

De in het vorige lid bedoelde bepaling is niet van toepassing op het nieuw soort uitgaven die de begroting van het vorige jaar niet toelaat, die opgenomen zijn in de begroting van de opdrachten, noch op de uitgaven opgenomen in de beheersbegroting waarvoor de Regeringscommissarissen een ongunstig advies hebben uitgebracht wegens gebrek aan overeenstemming met de wettelijke en reglementaire bepalingen of met de bepalingen van het beheerscontract die een die een budgettaire of financiële draagwijdte hebben. »

Art. 60. In Boek III van hetzelfde decreet wordt een "Titel III ingevoegd, luidend als volgt :

« Bepalingen betreffende de uitvoering van de begroting en de budgettaire boekhouding ».

Art. 61. In Boek III, Titel III, van hetzelfde decreet wordt een "Hoofdstuk I" ingevoegd, met als opschrift :

« Algemene bepaling ».

Art. 62. In hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 60, wordt een artikel 90 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 90. De begrotingsboekhouding moet een permanente opvolging toelaten van de naleving van de begrotingsmachtigingen toegekend door het Parlement en van de uitvoering van de begroting. Ze wordt opgenomen in de algemene boekhouding bedoeld in hoofdstuk IV van deze titel. »

Art. 63. In Boek III, Titel III, van hetzelfde decreet wordt een "Hoofdstuk II" ingevoegd, met als opschrift :

« Bijzondere bepalingen ».

Art. 64. In hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 62, wordt een artikel 91 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 91. § 1. Worden voor een bepaald begrotingsjaar op de begroting van de organen van type 1 en 2, van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" en van de gewestelijke ondernemingen aangerekend :

1° in ontvangsten, de rechten vastgesteld ten gunste van het orgaan, het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" of de tijdens dit begrotingsjaar;

2° in uitgaven,

a) ten laste van de vastleggingskredieten, de sommen die tijdens het begrotingsjaar vastgelegd worden;

b) ten laste van de vereffeningskredieten, de sommen die tijdens het begrotingsjaar uit hoofde van vastgestelde rechten voortvloeiend uit de voorafgaandelijk vastgelegde verplichtingen vereffend worden;

Het begrotingssaldo wordt verkregen door het verschil tussen de aangerekende ontvangsten en de uitgaven die vereffend zijn.

§ 2. De op 1 december van het begrotingsjaar vastgestelde rechten kunnen voor de organen van type 1 en de gewestelijke onderneming worden aangerekend op de vastleggings- en vereffeningskredieten van de begroting tot 31 januari van het volgende jaar. Bij gebrek worden ze aangerekend op de vastleggings- en vereffeningskredieten van het volgende begrotingsjaar. »

§ 3. De vereffeningskredieten die aan het einde van het begrotingsjaar niet gebruikt worden, worden geannuleerd. »

Art. 65. Hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 62, wordt aangevuld met een artikel 92, luidend als volgt :

« Art. 92. Bij gebrek aan bijzondere wettelijke of reglementaire bepalingen registreren de instellingen van type 1 en 2, het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » en de gewestelijke ondernemingen in hun begrotingsboekhouding, enerzijds, ten laste van de vastleggingskredieten, de vastgelegde sommen en, anderzijds, ten laste van de vereffeningskredieten, de sommen vereffend in de loop van het begrotingsjaar.

De contracten en opdrachten voor werken, leveringen en diensten alsook elke akte waaruit niet voorwaardelijke verplichtingen jegens derden voortvloeien, worden pas aan derden meegedeeld nadat het bedrag ervan op de voorziene vastleggingskredieten is geboekt.

De voorwaardelijke verplichtingen worden in klasse 0 van de algemene boekhouding geregistreerd totdat de voorwaarden vervuld zijn. De overige uitgaven worden ten laste van de vastleggingskredieten geboekt op grond van een intern bewijsstuk aan de hand waarvan het bestaan en de exacte omvang van de verplichting worden vastgesteld.

De toegestane vastleggingskredieten die niet opgebruikt zijn na afloop van het begrotingsjaar worden onbruikbaar. »

Art. 66. Hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 62, wordt aangevuld met een artikel 93, luidend als volgt :

« Art. 93. § 1. Voor zover het totaalbedrag van de toegestane kredieten in acht genomen wordt, kunnen de limitatieve vastleggings- en vereffeningskredieten die opgenomen zijn in de begrotingen van de instellingen van type 1 en van de gewestelijke ondernemingen tijdens het begrotingsjaar herverdeeld worden met de voorafgaande toestemming van de Minister van Begroting en van de toezichthoudend Minister.

Uitgesloten van elke herverdeling zijn evenwel de kredieten die opgenomen zijn in de artikelen van uitgaven betreffende de groepen 8 en 9 van de economische classificatie alsook de niet-limitatieve vereffeningskredieten, behalve om de uitgaven van subgroep 11 van de economische classificatie te dekken.

§ 2. Voor zover het totaalbedrag van de toegestane kredieten in acht genomen wordt, kunnen de limitatieve vastleggings- en vereffeningskredieten die opgenomen zijn in de begrotingen van de instellingen van type 2 tijdens het begrotingsjaar herverdeeld worden met de voorafgaande toestemming van de beheersorganen en van de toezichthoudend Minister.

Uitgesloten van elke herverdeling worden evenwel de kredieten die opgenomen zijn in de artikelen van uitgaven betreffende de groepen 8 en 9 van de economische classificatie alsook de niet-limitatieve vereffeningskredieten, behalve om de uitgaven van subgroep 11 van de economische classificatie te dekken.

§ 3. Voor zover het totaalbedrag van de toegestane kredieten in acht genomen wordt, kunnen de limitatieve vastleggings- en vereffeningskredieten die opgenomen zijn in de begrotingen van het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » tijdens het begrotingsjaar herverdeeld worden met de toestemming van de Algemene raad, overeenkomstig het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, en van de toezichthoudend Minister, wat betreft de beheersbegroting en de begroting van de paritaire opdrachten, en met de toestemming van de Minister van Begroting en van de toezichthoudend Minister, wat betreft de begroting van andere opdrachten dan paritaire opdrachten. »

Art. 67. In boek I van hetzelfde decreet wordt een « titel IV » ingevoegd, luidend als volgt :

« Bepalingen betreffende de algemene boekhouding ».

Art. 68. In Boek III, titel IV, hoofdstuk IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 94 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 94. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van de wet algemene bepalingen, voeren de instellingen, het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" en de gewestelijke ondernemingen een algemene boekhouding volgens de gebruikelijke regels van de dubbele boekhouding.

§ 2. De regels betreffende het voeren van de algemene boekhouding per entiteit, bedoeld in de artikelen 30 en 32 tot 35, zijn van toepassing op de instellingen van type 1 en 2, op het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » en op de gewestelijke ondernemingen.

In afwijking van artikel 30 en bij gebrek aan een specifiek boekhoudplan krachtens organieke of reglementaire bepalingen voeren de instellingen van type 1 en 2, het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » of de gewestelijke ondernemingen hun algemene boekhouding volgens :

1° hetzij het boekhoudplan vastgelegd overeenkomstig artikel 5 van de wet algemene bepalingen;

2° hetzij de minimumindeling van een algemeen rekeningstelsel overeenkomstig het koninklijk besluit van 12 september 1983 tot bepaling van de minimumindeling van een algemeen rekeningstelsel of overeenkomstig het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen.

De betrokken overheidsbestuurseenheden, wat punt 2° betreft, :

a) leggen een verband met het rekeningstelsel bedoeld onder 1°, door middel van een overeenstemmingstabel, eenduidig en permanent, voor alle gebruikte rekeningen;

b) vullen de gegevens aan die in de rechten en vastleggingen buiten balans moeten voorkomen naar gelang van de rubrieken opgenomen in klasse 0 van het rekeningstelsel bedoeld onder 1°.

De Regering bepaalt het model van de overeenstemmingstabel bedoeld onder a). »

Art. 69. In Boek III, titel IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 95 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 95. Elke instelling van type 1 en 2, elke gewestelijke onderneming alsook het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » bepalen, met inachtneming van de bepalingen van het boekhoudkundig recht waaraan ze onderworpen zijn, de regels inzake evaluatie, afschrijvingen, voorraadaanleg voor risico's en lasten alsook de regels inzake waardevermindering en herevaluatie. Die regels worden door de bevoegde autoriteit goedgekeurd en in de bijlage bij de algemene rekening gerechtvaardigd. Ze worden stelselmatig toegepast van het ene boekjaar op het andere. »

Art. 70. In Boek III, titel IV, van hetzelfde decreet wordt een artikel 96 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 96. Bij gebrek aan bijzondere wettelijke of reglementaire bepalingen registreren de instellingen van type 1 en 2, het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" en de gewestelijke ondernemingen in hun begrotingsboekhouding, enerzijds, ten laste van de vastleggingskredieten, de vastgelegde sommen en, anderzijds, ten laste van de vereffeningskredieten, de sommen vereffend in de loop van het begrotingsjaar.

Art. 71. In boek III van hetzelfde decreet wordt een « titel V » ingevoegd, luidend als volgt :

« Bepalingen betreffende de rapportage ».

Art. 72. In boek III, titel V, van hetzelfde decreet wordt een « hoofdstuk I » ingevoegd, luidend als volgt :

« Algemene jaarrekening ».

Art. 73. Hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 71, wordt aangevuld met een artikel 97, luidend als volgt :

« Art. 97. § 1. De instellingen van type 1 en 2, het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » en de gewestelijke ondernemingen maken jaarlijks hun algemene rekening betreffende het afgelopen begrotings- en boekhoudjaar op :

1° tegen 31 maart, wat betreft de instellingen van type 1 en de gewestelijke ondernemingen;

2° tegen 30 april, wat betreft de instellingen van type 2 en het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ».

De algemene rekening omvat :

1° de balans;

2° de resultatenrekening, opgemaakt op basis van de lasten en opbrengsten;

3° de rekening van uitvoering van de begroting, opgemaakt in hetzelfde verplichte formaat als de goedgekeurde begroting en bevattende de ontvangstenramingen en de toegelaten uitgaven en, ertegenover, respectievelijk, de vastgestelde rechten geboekt als ontvangsten en de vastgestelde rechten geboekt als uitgaven;

4° een bijlage met ondermeer :

a) een samenvatting van de ramings- en afschrijvingsregels;

b) een verklarend overzicht van de variaties van de immateriële, materiële en financiële vaste activa;

c) een stand van de schuldvorderingen en schulden;

d) een stand van de schatkist en de plaatsingen;

e) een uitvoerige opgave van de rechten en verplichtingen buiten balans;

f) desgevallend, een rechtvaardiging van de aanleg van een voorraad voor risico's en lasten;

g) een verhouding op grond waarvan het begrotingssaldo in overeenstemming gebracht kan worden met het resultaat van het verschil tussen de lasten en de opbrengsten geregistreerd in de algemene boekhouding.

§ 2. De bedragen opgenomen in de verhouding bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 4°, g), zijn die welke vastgelegd zijn op 31 december van het afgelopen boekhoud- en begrotingsjaar.

§ 3. De autoriteiten die de begroting van de instellingen, van het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » en van de gewestelijke ondernemingen goedkeuren, vervullen dezelfde opdracht ten opzichte van hun algemene jaarrekening. »

Art. 74. Boek III, titel V, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een « hoofdstuk II », luidend als volgt :
« Tussenrekeningen ».

Art. 75. Hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 73, wordt aangevuld met een artikel 98, luidend als volgt :
« Art. 98. Onverminderd de bepalingen die de aangelegenheid regelen in hun organiek decreet of in het boekhoudkundig recht waaraan ze onderworpen zijn, maken de instellingen van type 1 en 2, het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » en de gewestelijke ondernemingen tussenrekeningen op voor de begrotingsaanpassingen in de loop van het boekjaar. »

Art. 76. In boek III van hetzelfde decreet wordt een « titel VI » ingevoegd, luidend als volgt :
« Bepalingen betreffende de controles ».

Art. 77. In boek III, titel VI, van hetzelfde decreet wordt een « hoofdstuk I » ingevoegd, luidend als volgt :
« Algemene bepaling ».

Art. 78. Hoofdstuk I, ingevoegd bij artikel 76, wordt aangevuld met een artikel 99, luidend als volgt :
« Art. 99. § 1. Elke instelling van type 1 en 2, elke gewestelijke onderneming alsook het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » passen in hun administratieve organisatie het beginsel van de functiesscheiding toe tussen de beslissings-, uitvoerings-, registratie-, betalings- en toezichtsfuncties.

§ 2. De budgettaire en boekhoudkundige procedures worden schriftelijk bepaald en vastgesteld zodat ze een duidelijke documentatie vormen, die op elk vlak geformaliseerd en bijgewerkt wordt. »

Art. 79. In boek III, titel VI, van hetzelfde decreet wordt een « hoofdstuk II » ingevoegd, luidend als volgt :
« Interne controle en audit ».

Art. 80. Hoofdstuk II, ingevoegd bij artikel 78, wordt aangevuld met een artikel 100, luidend als volgt :
« Art. 100. § 1. Het systeem van openbare boekhouding integreert een interne controle en een interne audit.
De doelstellingen bepaald bij artikel 46 zijn van toepassing op de instellingen, op het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » en op de gewestelijke ondernemingen.

De in artikel 47 bedoelde regels betreffende de interne audit zijn van toepassing op de instellingen van type 1 en op de gewestelijke ondernemingen.

§ 2. Elk personeelslid werkt aan de vlotte werking van de interne controle mee naar gelang van de opdrachten en verantwoordelijkheden die hem toegewezen worden. »

Art. 81. In boek III, titel VI, van hetzelfde decreet wordt een « hoofdstuk III » ingevoegd, luidend als volgt :
« Administratieve en begrotingscontrole ».

Art. 82. Hoofdstuk III, ingevoegd bij artikel 78, wordt aangevuld met een artikel 101, luidend als volgt :
« Art. 101. De Regering ziet toe op de uitvoering van de begroting en op het financiële beheer van de instellingen van type 1, van de gewestelijke ondernemingen en van het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles », wat betreft zijn begroting van de andere dan paritaire opdrachten, zoals bepaald bij het Waals wetboek van Sociale actie en Gezondheid.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor die controle, met name een eventueel beroep op de hulp van de inspecteurs van financiën die haar ter beschikking gesteld worden en op de toepassing van de artikelen 48 en 49. »

Art. 83. In boek III, titel VI, van hetzelfde decreet wordt een « hoofdstuk IV » ingevoegd, luidend als volgt :
« Externe controle en certificering van de algemene rekening ».

Art. 84. Hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 82, wordt aangevuld met een artikel 102, luidend als volgt :
« Art. 102. § 1. Overeenkomstig artikel 10, § 2, van de wet algemene bepalingen, worden de instellingen van type 1 en 2, het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » en de gewestelijke ondernemingen onderworpen aan de controle van het Rekenhof, zoals bepaald bij artikel 50. »

§ 2. De jaarrekeningen en het rapport van de revisor van de instellingen van type 3 worden aan het Rekenhof overgemaakt binnen dertig dagen na goedkeuring door de algemene vergadering.

Onverminderd de geheimhouding van de zaken, kan het Rekenhof vragen aan de revisor richten i.v.m. zijn rapport. »

Art. 85. Hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 82, wordt aangevuld met een artikel 103, luidend als volgt :
« Art. 103. § 1. De bepalingen van artikel 52, § 1, betreffende de certificering uitgeoefend door het Rekenhof zijn van toepassing op de algemene rekeningen van de instellingen van type 1 en de gewestelijke ondernemingen.

§ 2. De algemene rekeningen van de instellingen van type 2 en van het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles » worden gecertificeerd door minstens één rekeningcommissaris ingeschreven bij het openbaar register van het Instituut van bedrijfsrevisoren. Zijn rapport wordt samen met de gecertificeerde algemene rekening van de instelling uiterlijk 31 mei na het boekjaar waarop het betrekking heeft aan de Regering en aan het Rekenhof overgemaakt. »

Art. 86. In hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 2013, worden de woorden « titel XIII. Overgangs-, slot- en diverse bepalingen » vervangen door de woorden « boek IV. Diverse, overgangs- en slotbepalingen ».

Art. 87. In boek IV van hetzelfde decreet worden de woorden « Hoofdstuk I. Diverse bepalingen » vervangen door de woorden « titel I. Diverse bepalingen ».

Art. 88. De artikelen 79 tot 83 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 december 2013, worden de artikelen 104 tot 108.

Art. 89. In boek IV van hetzelfde decreet worden de woorden « Hoofdstuk II. Overgangsbepalingen » vervangen door de woorden « titel II. Overgangsbepalingen ».

Art. 90. Artikel 108 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 maart 2013, wordt vervangen als volgt :

« Art. 108. Onverminderd het in toepassing brengen van de bepalingen van hoofdstuk 2 van titel 3 van boek III van het Wetboek van economisch recht betreffende de boekhouding van de vennootschappen, blijven de gewestelijke ondernemingen onderworpen aan de bepalingen van titel III van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit die betrekking hebben op de begroting en op de uitvoering ervan, op de controle alsook op de beheers- en schatkistregels voor de boekhoud- en begrotingsjaren die voorafgaan aan de datum van inwerkingtreding bedoeld in artikel 114 van dit decreet. »

Art. 91. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een artikel 109 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 109. De verplichtingen m.b.t. de algemene jaarrekening of de jaarrekening van de instellingen en van de gewestelijke ondernemingen betreffende de begrotingsjaren die voorafgaan aan de inwerkingtredingsdatum bedoeld in artikel 114 van dit decreet blijven degene die voor die datum toepasselijk zijn op de **overheidsbestuurseenheden**. »

Art. 92. In boek IV van hetzelfde decreet worden de woorden « Hoofdstuk III. Opheffings- en slotbepalingen » vervangen door de woorden « titel III. Opheffings- en slotbepalingen ».

Art. 93. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een artikel 110 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 110. De wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt opgeheven wat betreft de aangelegenheden bedoeld in dit decreet. »

Art. 94. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een artikel 111 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 111. Onder voorbehoud van niet-overeenstemming of van tegenstrijdigheid met de bepalingen van dit decreet, wordt verder toepassing gemaakt van de bepalingen die toepasselijk zijn op de in genoemd decreet bedoelde overheidsbestuurseenheden, van wettelijke en reglementaire aard, met een organieke en statutaire draagwijdte, alsook van de bepalingen vervat in de beheerscontracten of in elke overeenkomst. »

Art. 95. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt een artikel 112 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 112. § 1^{er}. Treden in werking :

1° op 1 januari 2016 :

a) de bepalingen die op de entiteit toepasselijk zijn;

b) de artikelen 45/1 tot 45/3 wat betreft de instellingen, de gewestelijke ondernemingen, het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles », het Parlement, de Dienst Bemiddeling en de administratieve diensten met een autonome boekhouding;

c) de bepalingen van boek III die toepasselijk zijn op het « Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles. De aanvankelijke begroting van het Agentschap voor het boekjaar 2016 wordt opgemaakt en goedgekeurd door de Regering;

2° op 1 januari 2017 : de bepalingen van de boeken II en III die toepasselijk zijn op de instellingen, de gewestelijke ondernemingen, het Parlement, de Dienst Bemiddeling en de administratieve diensten met een autonome boekhouding.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 en bij toepassing van, ondermeer, artikel 10, § 1/1, van de wet algemene bepalingen, bepaalt de Regering de datum van inwerkingtreding van de artikelen 52, 52/1, en 103, uiterlijk 1 januari 2020. »

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het « Agence wallonne de l'air et du climat »

Art. 96. In artikel 1 van het decreet van 5 maart 2008 houdende oprichting van het « Agence wallonne de l'air et du climat » wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« Het "Agence wallonne de l'air et du climat" wordt opgericht als administratieve dienst met een boekhoudkundige autonome in de zin van artikel 2, 5°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden. Het wordt hierna "het Agentschap" genoemd. »

Art. 97. In hetzelfde decreet wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Met inachtneming van de verplichtingen bepaald bij het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, vervult het « Agentschap » de volgende taken :

1° het maakt een jaarbegroting op waarin het geheel van zijn ontvangsten en uitgaven opgenomen wordt;

2° het voert een algemene boekhouding volgens de regels van de dubbele boekhouding;

3° het voert een begrotingsboekhouding in verband met de algemene boekhouding;

4° het voert een systeem inzake interne controle en audit in;

5° het maakt een jaarrekening op. »

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het Waals wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen

Art. 98. In artikel 179, 4°, van het Waals wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« De begroting van het Fonds wordt door het beheersorgaan opgemaakt en goedgekeurd. De begroting of, bij gebreke daarvan, een ontwerp van begroting, wordt gevoegd bij de bijzondere toelichting bedoeld in artikel 9, § 1, 2°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, van de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden.

De Regering legt de definitieve begroting van het Fonds ter informatie aan het Waals Parlement over binnen twee maanden na de goedkeuring ervan. »

Art. 99. De artikelen 96 tot 98 van dit decreet treden in werking op 1 januari 2017.

BIJLAGE

De instellingen bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, van de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden zijn ingedeeld als volgt :

Benaming	Nr. ECB	Type
AEI		Type 3
Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEX)	267314479	Type 2
Agence wallonne du numérique		Type 3
Agence wallonne pour la promotion d'une agriculture de qualité (APAQ-W)	267400492	Type 1
AGROBOS TECHNOLOGY	472437213	Type 3
ARCEO	865732522	Type 3
B.E. Fin	419202029	Type 3
BIOTECH COACHING	883921903	Type 3
Building	401632260	Type 3
Caisse d'Investissement de Wallonie	811463495	Type 3
CAPITAL & CROISSANCE	890073384	Type 3
Centre régional d'aide aux communes (CRAC)	254714773	Type 1
Centre wallon de recherches agronomiques (CRA-W)	262172984	Type 1
Subregionale comités voor Tewerkstelling en Vorming		Type 2
Commissariat général au tourisme (CGT)	898739543	Type 1
Commission wallonne pour l'énergie (CWAPE)	850260131	Type 2
COMPAGNIE FINANCIERE DU VAL	866661841	Type 3
Conseil Economique et Social de Wallonie (CESW)	216754517	Type 3
Credissimo	403977482	Type 3
Credissimo Hainaut	402495065	Type 3
Crédit à l'épargne immobilière	401228127	Type 3
Crédit social de la Province du Brabant wallon	400351068	Type 3
Crédit social du Luxembourg	404370630	Type 3
Crédit social logement	202268754	Type 3
DGL MAINTENANCE SA	860911919	Type 3
Ecole d'Administration Publique		Type 2
EcoTechnoPôle-Wallonie	809581596	Type 3
ENTWICKLUNGS- UND BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT OSTBELGIENS	437216117	Type 3
ESPACE FINANCEMENT	553753006	Type 3
FINANCIERE D'ENTREPRISE ET DE RENOVATION IMMOBILIERE	873769961	Type 3
Financière Spin-off luxembourgeoise	882104835	Type 3
FIWAPAC	421988404	Type 3
FONDS D'AIDES A L'INVESTISSEMENT TRANSFRONTALIER	464531317	Type 3
FONDS DE CAPITAL A RISQUE DE L'INVEST MONS-BORINAGE-CENTRE	454259413	Type 3
FONDS DE CAPITAL A RISQUE - CONVERGENCE	809505580	Type 3
FONDS DE CAPITAL A RISQUE - OBJECTIFNo 1 - DES ARRONDISSEMENTS DE CHARLEROI ET DE THUIN	454196164	Type 3
Fonds de participation - Wallonie	554780018	Type 3
Fonds d'égalisation des budgets de la Région wallonne	0	Type 1
FONDS D'INVESTISSEMENT DANS LES ENTREPRISES CULTURELLES "St'art"	812088849	Type 3
Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie (FLFNW)	421102536	Type 3
Fonds piscicole et halieutique	0	Type 1
Fonds wallon des calamités naturelles	0	Type 1
FOREIGN STRATEGIC INVESTMENTS HOLDING	480029442	Type 3
GELIGAR	811443701	Type 3

Benaming	Nr. ECB	Type
GEPART	871229947	Type 3
Habitation Lambotte	402550889	Type 3
HOCCINVEST - FONDS SPIN-OFF/SPIN-OUT	890497612	Type 3
IMBC Convergence	809432039	Type 3
IMBC SPINNOVA	870661013	Type 3
IMMO-DIGUE	847284310	Type 3
INNODEM	480662318	Type 3
INNODEM2	809550122	Type 3
Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises	254011128	Type 3
Institut du patrimoine wallon (IPW)	266436531	Type 1
Institut scientifique de service public (ISSEP)	241530493	Type 1
Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (IWEPS)	866518618	Type 1
Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises (IFAPME)	869559171	Type 2
Institut wallon virtuel de recherche d'excellence dans les domaines des sciences de la vie	812367476	Type 3
INVEST SERVICES	428590738	Type 3
INVESTPARTNER	808219836	Type 3
INVESTSUD	424971945	Type 3
LA FINANCIERE DU BOIS	882099588	Type 3
La Maison ouvrière de l'arrondissement de Charleroi et du Sud-Hainaut	401553373	Type 3
La Prévoyance	401778057	Type 3
La Terrienne du crédit social	401417672	Type 3
La Terrienne du Luxembourg	862775210	Type 3
Le Crédit hypothécaire O. Bricoult	405631729	Type 3
Le Crédit social et les Propriétaires réunis	401609593	Type 3
Le PASS	462311896	Type 3
Le Petit Propriétaire	402509715	Type 3
Le Travailleur chez Lui	402439340	Type 3
Liege airport	440516788	Type 3
Liège Airport-Security	894960602	Type 3
LOCINVEST	428036749	Type 3
L'Ouvrier chez Lui	401465578	Type 3
LUXEMBOURG DEVELOPPEMENT	862540628	Type 3
LUXEMBOURG DEVELOPPEMENT EUROPE	809720366	Type 3
NAMUR CAPITAL RISQUE	860503925	Type 3
NAMUR DEVELOPPEMENT COMPETITIVITE	809583675	Type 3
NAMUR INVEST	456316803	Type 3
NIVELLEASE	432218835	Type 3
NOALLIA	812008774	Type 3
OFFICE ECONOMIQUE WALLON DU BOIS	816595290	Type 3
Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)	236363165	Type 2
Port Autonome de Charleroi (PAC)	208201095	Type 2
Port autonome de Liège (PAL)		Type 2
Port autonome de Namur (PAN)		Type 2
Port autonome du Centre et de l'Ouest (PACO)	475273274	Type 2
PREFACE	473771358	Type 3
Proxiprêt	401412625	Type 3
S.R.I.W. ENVIRONNEMENT	426516918	Type 3
S.R.I.W. FINANCE	429547573	Type 3
S.R.I.W. IMMOBILIER	434854760	Type 3
Synergie Wallonie	437249076	Type 3

Benaming	Nr. ECB	Type
SAMANDA	480028848	Type 3
SAMBRELEASE	430467687	Type 3
SAMBRINVEST SPIN-OFF/SPIN-OUT	884341575	Type 3
SILYA	477985712	Type 3
SOCIETE D'ASSAINISSEMENT ET DE RENOVATION DES SITES INDUSTRIELS DU BRABANT WALLON	260639790	Type 3
SOCIETE DE CAPITAL A RISQUE - OBJECTIF No1 DU HAINAUT OCCIDENTAL	454183890	Type 3
Société de crédit pour habitations sociales	402324326	Type 3
Société de Développement de l'Ouest du Brabant Wallon	460369126	Type 3
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE LEASING DE LA REGION DE MONS, DU BORINAGE ET DU CENTRE	869752676	Type 3
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE PARTICIPATION DE LA WALLONIE PICARDE	434279094	Type 3
Société de Développement et de Participation du Bassin de Charleroi	427908867	Type 3
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE PARTICIPATION DU BASSIN DE LIEGE	426624509	Type 3
Société de Financement de Projets Structurants de l'Est du Brabant Wallon	807763936	Type 3
SOCIETE DE FINANCEMENT DES EAUX	466557627	Type 3
SOCIETE DE GESTION DU FRI DE LA REGION WALLONNE	240365703	Type 3
SOCIETE DE RENOVATION ET D'ASSAINISSEMENT DES SITES INDUSTRIELS	435532572	Type 3
Société de Transport en Commun de Charleroi	401567330	Type 2
Société de Transport en Commun de Liège - Verviers	242319658	Type 2
Société de Transport en Commun de Namur-Luxembourg	244309049	Type 2
Société de Transport en Commun du Brabant wallon	244308059	Type 2
Société de Transport en Commun du Hainaut	244311524	Type 2
SOCIETE DES CAUTIONS MUTUELLES DE WALLONIE	861927053	Type 3
Société d'Investissement Agricole de Wallonie	471517988	Type 3
SOCIETE D'INVESTISSEMENT DE MONS, DU BORINAGE ET DU CENTRE	436833758	Type 3
SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT DU BRABANT WALLON	430636943	Type 3
Société Financière de l'Est du Brabant Wallon	807541826	Type 3
SOCIETE LIEGEOISE DE GESTION FONCIERE	873260316	Type 3
SOCIETE MIXTE DE DEVELOPPEMENT IMMOBILIER	816917469	Type 3
Société publique d'aide à la qualité de l'environnement	243929462	Type 3
Société Régionale d'Investissement de Wallonie	219919487	Type 3
Société régionale wallonne du transport (SRWT)	242069339	Type 2
Société terrienne du crédit social du Hainaut	401122615	Type 3
SOCIETE WALLONNE D'ACQUISITIONS ET DE CESSION D'ENTREPRISES	881746727	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE DES INFRASTRUCTURES	252151302	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT DE L'EXPORTATION ET DE L'INTERNALISATION DES ENTREPRISES WALLONNES - SOFINEX	860662588	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	227842904	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE GESTION ET DE PARTICIPATIONS	426887397	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE L'AERONAUTIQUE ET DE L'ESPACE	471250249	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE	472303391	Type 3
SOCIETE WALLONNE DE LOCATION-FINANCEMENT	426091207	Type 3
SOCIETE WALLONNE D'ECONOMIE SOCIALE MARCHANDE	455653441	Type 3
SOCIETE WALLONNE DES AEROPORTS	475247837	Type 3
Société wallonne du crédit social (SWCS)	473771754	Type 2
Société wallonne du Logement (SWL)	231550084	Type 2
SOCIETE WALLONNE POUR LA GESTION D'UN FINANCEMENT ALTERNATIF	877942347	Type 3
SOCIETE WALLONNE POUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES DES POLES DE COMPETITIVITES	877938090	Type 3
SOLAR CHEST	552710255	Type 3

Benaming	Nr. ECB	Type
SPARAXIS	452116307	Type 3
SPINVENTURE	465001172	Type 3
START UP	460291031	Type 3
START-UP INVEST	440028325	Type 3
Terre et Foyer	402436568	Type 3
Tous Propriétaires	401731339	Type 3
TRIAGE-LAVOIR DU CENTRE	480753576	Type 3
UDIL.GE	544978266	Type 3
WALLIMAGE	472062970	Type 3
WALLIMAGE COPRODUCTIONS	473372272	Type 3
WALLIMAGE ENTREPRISES	865277018	Type 3
WALLONIE - BRUXELLES tourisme	888366085	Type 3
WALLONIE PICARDE - CAPITAL A RISQUE	809506372	Type 3
Wallonie-Bruxelles International	810888623	Type 1
WESPAVIA	471925091	Type 3
WSL	466071439	Type 3

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 17 december 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Sportinfrastructuur,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

Nota

(1) *Zitting 2015-2016.*

Stukken van het Waals Parlement, (2006-2007), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 17 december 2015.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/205976]

17 DECEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon octroyant une aide exceptionnelle et temporaire aux agriculteurs producteurs de lait, de viande bovine et de porcs de reproduction

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement délégué (UE) n° 2015/1853 de la Commission du 15 octobre 2015 arrêtant des mesures exceptionnelles de soutien temporaire en faveur des agriculteurs dans les secteurs de l'élevage;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242 et D.243;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 novembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 décembre 2015;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale, intervenue le 3 décembre 2015;